

# cahiers

## LEON TROTSKY



### DESTIN DE LA REVOLUTION D'OCTOBRE

- I. Vélez  Les Jeunesses socialistes à Petrograd en 1917  
 **J.J. Marie**  L'activité du Comité de Pétersbourg  
de février à octobre 1917  **P. Broué**  Compléments  
sur les trotskystes en U.R.S.S.  La main d'œuvre «blanche»  
de Staline  Documents.

24

décembre 1985

Revue trimestrielle ★ Institut Léon Trotsky

# CAHIERS LÉON TROTSKY

Revue éditée par l'Institut Léon Trotsky

*L'Institut Léon Trotsky a pour but de promouvoir l'œuvre de Léon Trotsky sous ses divers aspects [...], préparer la publication en langue française des Œuvres de Léon Trotsky [...] éditer les Cahiers Léon Trotsky destinés à établir un lien entre toutes les personnes intéressées par les travaux de l'Institut [...] et à permettre la publication de textes et documents divers concernant l'auteur et le mouvement ouvrier mis à jour au cours de recherches, regrouper ou recenser toute information, documentation ou archives concernant Trotsky et son Œuvre (Extrait des Statuts de l'Institut, association selon la loi de 1901).*

## BUREAU DE L'INSTITUT LÉON TROTSKY

Pierre Broué, président et directeur scientifique, Anne Dissez, secrétaire et trésorière, Jean P. Joubert, responsable des Cahiers.

Rédaction et Administration des *Cahiers Léon Trotsky*  
Jean P. Joubert, 2, rue Bayard, 38000 Grenoble

### ABONNEMENT :

#### Particuliers :

France : 4 n<sup>os</sup> (1 an) 180 F — Etranger : 250 FF ou \$ 30 U.S.  
France : 8 n<sup>os</sup> (2 ans) 370 F — Etranger : 500 FF ou \$ 55 U.S.

#### Institutions :

France : 4 n<sup>os</sup> (1 an) 250 F — Etranger : 300 FF ou \$ 35 U.S.  
France : 8 n<sup>os</sup> (2 ans) 500 F — Etranger : 600 FF ou \$ 65 U.S.

Tous les anciens numéros sont disponibles.

Collection complète sur demande : n<sup>os</sup> 1 à 20 : 500 F (port compris).

Règlement à l'administration des *Cahiers Léon Trotsky* par chèque bancaire ou postal libellé à l'ordre de :  
JOUBERT - CLT (et si possible par mandat pour l'étranger).

N° ISSN 0181-0790

Commission paritaire 61601

Directeur de la publication : Jean P. Joubert  
Publié avec le concours du Centre National des Lettres  
et de l'Université des Sciences Sociales de Grenoble

# cahiers LEON TROTSKY

N° 24

DECEMBRE 1985

## DE LA REVOLUTION DE 1917 AU COMBAT DES BOLCHEVIKS-LENINISTES

Institut Léon Trotsky - De la Révolution de 1917 au combat  
des bolcheviks-léninistes ..... 3

### ARTICLES

I. Vélez - Les Jeunesses socialistes à Petrograd en 1917 ..... 5  
J.J. Marie - L'activité du Comité de Pétersbourg,  
de février à octobre 1917 ..... 37  
Pierre Broué - Compléments sur les trotskystes en U.R.S.S. .... 63  
Pierre Broué - La main d'œuvre « blanche » de Staline ..... 73

### DOCUMENTS

A.L. Sokolovskaia - A la veille du « dimanche rouge » (1905) ..... 85  
F.N. Dingelstedt - Le printemps de la révolution prolétarienne .... 95  
Andrés Nin - Lettre d'U.R.S.S. d'Andrés Nin à Maurin ..... 111  
Léon Sedov - La situation des B.L. en 1934 ..... 116  
I.K. Dachkovsky - Un Vieux-Bolchevik à la *Pravda* ..... 121

### LES DEPARTS

Per Monsen ..... 125  
Bernard Wolfe ..... 125

## De la révolution de 1917 au combat des bolcheviks-léninistes

*Ce numéro des Cahiers Léon Trotsky a été conçu et préparé sous la direction de Pierre Broué. Nous n'étions pas revenus sur la question de l'U.R.S.S. depuis 1980 et nos numéros 6 et 7/8 consacrés aux « trotskystes en U.R.S.S. », préparés à partir des « papiers d'exil » de Trotsky à la Houghton Library de Harvard dans la partie qu'on appela longtemps « partie fermée ». Il a été fait depuis beaucoup de chemin en particulier avec l'apparition dans la collection Nikolaïevsky de vingt-trois boîtes de documents de Léon Sedov.*

*Nous avons voulu ici tracer en plein le pointillé qui relie à travers les années les bolcheviks de 1917 et l'opposition bolchevik-léniniste exterminée par Staline après 1927. C'est pourquoi nous ouvrons ce numéro par deux articles, celui d'I. Vélez sur les Jeunesses en 1917, celui de J.J. Marie sur le Comité du parti, l'un et l'autre à Petrograd. On y remarquera combien la réalité historique est éloignée des documents hagiographiques et que ces organisations qui triomphèrent dans la révolution d'Octobre n'avaient rien d'images d'Epinal. On relèvera dans les notes le tragique destin de nombre de militants, signé Staline dans les années 30. Nous avons mis en regard d'une part un article de Pierre Broué faisant le point de nos connaissances nouvelles sur les trotskystes en U.R.S.S., complément à son article paru dans le numéro 6 de 1981, d'autre part, les deux premiers documents, l'un sur 1905, l'autre sur 1917, émanant de deux militants qui furent ensuite dirigeants de l'Opposition de gauche et victimes de Staline, A.L. Sokolovskaia et F.N. Dingelstedt.*

*Les autres documents répondent au même souci de renouer le lien que ces hommes ont cherché à préserver, au prix de leur vie. Une lettre d'Andrés Nin à Maurin, demeurée inconnue même après la publication des autres, donne un témoignage remarquablement vivant et pénétrant sur la situation économique et politique en U.R.S.S. au début de 1929. Un*

*rapport confidentiel de Sedov fait le point non seulement sur le retour à l'Opposition d'I.N. Smirnov et autres, mais sur la capitulation de Rakovsky et de Sosnovsky. Enfin, nous avons donné la parole à un vieux-bolchevik, ancien trotskyste, ancien déciste, ancien prisonnier politique, ancien bagnard, en reproduisant la vigoureuse correspondance qu'il adressait dans les années 60 aux bureaucrates de la Pravda qui calomniaient Trotsky : cette belle santé nous a paru l'un des éléments de la continuité à préserver.*

*Au dernier moment, nous avons retenu un second article de Pierre Broué, rédigé à partir d'un dossier de police exceptionnel sur l'activité du G.P.U. et son rôle dans le milieu blanc de Paris et l'enlèvement du général Miller.*

*Institut Léon Trotsky*

I. Vélez

## Les Jeunesses socialistes à Petrograd en 1917

Au printemps 1917, peu après la commémoration du 1er mai, la jeunesse ouvrière de Petrograd poussa à l'organisation des jeunes dans les usines et les quartiers du rayon de Vyborg. C'est là parmi les jeunes métallos que naquit l'organisation de la Jeunesse socialiste, connue à partir de 1918 comme le *Komsomol*. Ce n'est pas un hasard si elle apparut dans le rayon qui, deux mois auparavant, avait été le berceau du mouvement populaire qui avait chassé le tsarisme et le féodalisme russes. En quelques semaines, les jeunes ouvriers de Vyborg arrivèrent à rassembler la moitié du prolétariat jeune de Petrograd<sup>1</sup>, devenant le modèle des autres organisations de jeunesse dans le pays. Ils devinrent aussi le modèle jeune pour le parti bolchevique, car la conception du parti se forgea dans le contact avec le mouvement ouvrier jeune de la capitale.

Le mouvement de jeunesse jaillit du procès révolutionnaire et contribua en même temps à sa radicalisation. Ses trois phases principales correspondirent aux phases concrètes du procès révolutionnaire de 1917. Sa naissance en avril correspondit à la vague d'organisation qui surgit de la révolution de février. C'était un mouvement prolétarien dans son contenu social et, depuis le début, son identité politique fut socialiste au sens large de ce terme. Ses membres appartenaient aux principaux partis socialistes et il plaidait pour l'unité et la conciliation. C'était le reflet des dispositions politiques de la classe ouvrière dans les semaines qui suivaient le renversement du tsar. En juin et juillet, au fur et à mesure que la classe ouvrière perdait ses illusions dans le gouvernement provisoire, le mouvement de jeunesse traversa sa première crise d'identité. En août, le mouvement redéfini sa position politique. Jusqu'en octobre, le mouvement de jeunesse, comme la classe ouvrière déjà radicalisée, rompit avec le cours politique modéré, finissant par identifier sa lutte au parti bolchevique.

Pour l'objectif de cet article, la catégorie « jeunesse » comprend les jeunes de 13 à 20 ans. Cela répond à une réalité politique et professionnelle qui excluait les jeunes de ces âges de la participation aux organisations ouvrières. Les partis politiques, les syndicats, les comités de fabrique, les soviets de rayon refusaient la participation des jeunes en dessous

de 21 ans. Ce fut précisément ce qui impulsa la vague d'organisation dans la jeunesse de Petrograd.

La radicalisation de la jeunesse était liée à la participation de cette partie de la classe ouvrière à la force de travail pendant la guerre. Environ 40 % de la force de travail de Petrograd avait été mobilisée pour le service militaire. En même temps, entre 1914 et 1917, la force de travail avait cru de 242 600 à 392 800 ouvriers, soit une augmentation de 62 % de la force de travail industrielle. Les hommes mobilisés furent remplacés par des femmes, des jeunes et des paysans. De 1914 à 1918, le nombre d'hommes augmenta de 52,1 %, celui des femmes de 110,6 et celui des jeunes de 38,8 <sup>2</sup>. De sorte que le nombre de jeunes dans la force de travail industrielle passa entre 93 et 100 000 — environ un quart du total. L'historien soviétique Stepanov a fait trois catégories : moins de 15 ans (3,5 %), 16 à 17 (7 %), 18 à 20 (11,8 %) <sup>3</sup>. Ces évaluations diffèrent de celles du spécialiste ouvrier Andréï Chokhine qui avait calculé dans les années 20 qu'il y avait à Petrograd 80 000 jeunes de moins de 18 ans dans la force de travail industrielle <sup>4</sup>. Un autre historien soviétique, A.N. Atsarkine, spécialiste de l'histoire du Komsomol, affirme que les jeunes faisant partie de la force de travail s'élevèrent à 101 340, soit 25,8 % du total en 1917 <sup>5</sup>. Ce chiffre correspond aux estimations subjectives des protagonistes des événements de 1917 <sup>6</sup>.

La majorité de la jeunesse dans la force industrielle se trouvait dans la métallurgie, principale branche pendant la guerre. A Petrograd, l'industrie métallurgique employait 60,4 % de la force de travail — 237 369 ouvriers. Un autre tableau fait apparaître le pourcentage de la jeunesse dans les sept principales industries de Petrograd pour la catégorie 18 à 20 ans : 6,6 dans la métallurgie, 12,7 dans les textiles, 6,5 dans la chimie, 11,8 dans l'alimentation, 10,9 dans le bois, 10,9 dans le cuir et 20,4 dans les produits minéraux. Le nombre de jeunes métallos de 18 ans s'élevait à 15 666 soit plus que le nombre de jeunes employés dans toutes les autres branches industrielles prises ensemble. En utilisant les pourcentages donnés par Stepanov, on peut déduire qu'il y avait environ 11,9 % de jeunes supplémentaires. Il y avait au moins 39 000 jeunes métallos de moins de 21 ans à Petrograd en 1917.

Cette participation fut rendue possible en partie parce que le procès de travail dans la métallurgie fut simplifié pendant la guerre pour intégrer les ouvriers moins qualifiés, y compris femmes et jeunes. Par exemple, à la fonderie Novy Parviainen il y avait 300 jeunes en 1913. En 1915, il y en avait 2 876, soit 36 % de l'effectif ouvrier total de cette entreprise <sup>7</sup>. Ce n'est pas un hasard si le rayon de Vyborg, qui avait une énorme proportion de métallos (84 % des 68 932 ouvriers de ce rayon étaient des métallos), fournit au mouvement de jeunesse de 15 à 18 000 membres, en majorité des métallos. Ce qui implique qu'à Vyborg, autour de 25 % de la force de travail employée dans l'industrie métallurgique avait moins de

21 ans. Il n'est donc pas surprenant que, sur les 41 dirigeants du mouvement de jeunesse dont nous avons la profession, 30 aient été métallos.

Les jeunes accomplissaient des tâches simples et monotones comme ouvriers non qualifiés, manœuvres. Ils étaient apprentis, force de travail mal rémunérée et très exploitée. Ils travaillaient de 9 à 10 heures par jour pour des salaires misérables. Par exemple, l'aristocratie ouvrière de l'usine Poutilov recevait de 10 à 15 roubles par jour cependant que le salaire des jeunes dans cette même entreprise était d'1 rouble par jour <sup>8</sup>.

Une aussi importante intégration dans la force de travail, de si mauvaises conditions de travail et les bas salaires n'expliquent pas pour autant à eux seuls la radicalisation de ce secteur de la classe ouvrière en 1917. L'historienne nord-américaine Diane Koenker explique le phénomène de radicalisation par le terme de « culture juvénile ». Certains facteurs sociaux et économiques menèrent à la concentration de nombreux jeunes dans des secteurs industriels. Pendant la guerre, ils reçurent des responsabilités de travail d'adultes. Beaucoup de ces jeunes avaient rompu leurs liens de famille et se mariaient relativement tard <sup>9</sup>. Cela prolongeait leur période d'indépendance et permit aux jeunes de participer avec d'autres jeunes à des activités politiques ou éducatives.

Une grande proportion des jeunes ouvriers étaient nés dans la ville ou étaient des fils d'ouvriers. La majorité d'entre eux avaient fréquenté l'école, bien que 2 ou 4 ans seulement. C'est particulièrement vrai des métallos. 92 % des ouvriers et 70 % des ouvrières dans la métallurgie de Petrograd savaient lire et écrire. Ce pourcentage était plus élevé encore chez les jeunes. On connaît des dirigeants jeunes, comme par exemple les métallos de Poutilov Vassia Alekseiev et Tsernov qui étaient connus pour leur amour de la lecture.

L'historien japonais Tsuyoshi Hasegawa analyse la réalité de la jeunesse ouvrière en ces termes :

« La racine fondamentale de la radicalisation de la classe ouvrière se trouve précisément dans cette jeunesse née dans la ville. Libre des liens familiaux traditionnels, initiée à la vie adulte bien avant ses camarades paysans et liée par un même fond d'éducation et une même soif de connaissance, la jeunesse ouvrière créait sa propre culture de la jeunesse » <sup>10</sup>.

Au fur et à mesure que la jeunesse acquérait plus d'éducation et de culture, elle se sentait plus éloignée des classes supérieures et moyennes et cherchait des activités qui lui apportent un sentiment de communauté. « Pour certains, les cours du soir et les clubs culturels satisfaisaient leur besoin d'appartenir à un groupe plus large. Pour les autres, il y avait la possibilité de participer à des groupes révolutionnaires clandestins » <sup>11</sup>. Après la révolution de février, c'est le mouvement de jeunesse qui vint satisfaire les aspirations culturelles, éducatives et politiques de la jeunesse ouvrière.

### La fondation de Travail et Lumière

Il avait existé pendant la guerre à Petrograd divers groupes de jeunes révolutionnaires au niveau des usines, bien qu'aucun ne se fût défini comme groupe de jeunes avec ses traits spécifiques distincts de la classe ouvrière en général. Du fait de la répression politique sous le tsarisme, aucun n'eut jamais un caractère de masse. La police tsariste avait pourtant signalé que les éléments les plus radicaux pendant les années de guerre sortaient en majorité de la jeunesse ouvrière née sur place<sup>12</sup>. La jeunesse ouvrière joua un rôle décisif dans le mouvement gréviste ; dans la clandestinité, c'étaient les jeunes qui diffusaient tracts et journaux aux ouvriers.

Cet extrémisme se manifesta ouvertement dans le cours de la révolution de février. Par exemple, le 23, journée internationale de la femme, les ouvrières du textile allèrent voir les métallos de Novy Lessner et leur demandèrent de célébrer avec elles cette journée. Cette invitation provoqua un vif débat entre les militants bolcheviques de cette usine. Ce furent les jeunes métallos qui firent pression sur les travailleurs adultes pour l'union avec les femmes<sup>13</sup>. Driazgov, un jeune métallo de l'usine Novy Parviainen, se souvient que ce jour là, comme il allait au travail, une ouvrière lui demanda de se joindre à la grève en l'honneur des femmes. Il alla dans son usine et, avec d'autres, rejoignit les femmes qui avaient commencé à marcher vers le centre de la capitale. Ce fut le premier jour de la révolution russe<sup>14</sup>.

La participation active des jeunes à la révolution de février les amena à espérer certaines concessions et droits de cette révolution. On atteignit un point névralgique dans ce procès quand les jeunes conclurent que les structures économiques et politiques établies par les ouvriers adultes ne pouvaient répondre aux besoins spécifiques des jeunes. Et cette prise de conscience motivera les jeunes dans diverses usines pour impulser leur propre organisation. Le procès commencera à Vyborg et s'étendra aux autres districts industriels de la capitale.

L'impulsion initiale pour l'organisation de masse de la jeunesse vint de la lutte pour les revendications économiques. Des semaines après la révolution de février commençait à s'exprimer le ressentiment de la jeunesse ouvrière. Le nouveau gouvernement avait donné des augmentations de salaires pour compenser le taux grandissant d'inflation. A l'usine automobile Renault russe les travailleurs avaient reçu une augmentation de 25 %<sup>15</sup>. Mais les jeunes métallos de l'usine n'avaient eu, eux, que 15 %. La réaction à cette injustice conduisit les jeunes à s'organiser et à présenter au comité d'usine leurs propres revendications. Les jeunes firent pression sur le comité d'usine pour que les délégués adultes accompagnent les délégués des jeunes pour les négociations avec les patrons. Les patrons lâchèrent un réajustement des salaires plus équitable et le comité d'usine reconnut les jeunes Metelkine et Freiburg comme représentants en son

sein. Cette victoire incita la jeunesse de chez Renault à diriger son effort d'organisation sur d'autres entreprises du rayon de Vyborg. Le dirigeant bolchevique de ce rayon, Chougourine, donna aux jeunes l'idée d'organiser une protestation pour le 1er mai qui, en Russie, se célébrait le 18 avril.

Le groupe de Renault fut le premier à Novy Parviainen où travaillait Grigorii Driazgov. Bien que les jeunes y constituassent au moins 1/8 de la force de travail, les jeunes n'avaient pas de représentant au comité d'usine. La situation était très tendue et les jeunes accueillirent avec beaucoup d'enthousiasme leurs camarades de l'usine Renault<sup>16</sup>. Quelques jours plus tard s'était créé un cadre de militants jeunes qui parcouraient toutes les usines du rayon de Vyborg. Il était formé de jeunes des usines Renault, Novy Lessner, Novy Parviainen, Erikson et Baranovsky, toutes entreprises de mécanique, fonderies ou équipement électrique / téléphonique. Sa campagne eut un tel succès qu'en moins d'une semaine, ils parvinrent à organiser cinq usines dans le rayon, avec 30 000 jeunes ouvriers<sup>17</sup>.

Le 13 avril, la *Pravda* annonça une réunion de jeunes ouvriers avec comme objectif l'organisation de leurs propres colonnes pour le 1er mai. Les jeunes espéraient en effet que leurs efforts aboutiraient à une organisation permanente au niveau de la ville. La manifestation leur donnerait une base et en même temps ferait voir à tous le mouvement des jeunes. A la réunion du 13 avril convoquée par le soviet du rayon de Vyborg, on formula les tâches de la nouvelle organisation. Les participants mirent au premier rang la revendication de la journée de 6 heures pour les moins de 18 ans, avec paiement d'une journée complète. Cette revendication était liée à la seconde : l'éducation gratuite pour tous, qui serait organisée dans les usines sous l'impulsion des soviets de rayon. Outre ces deux revendications, il y avait aussi les améliorations des conditions de travail, la qualification professionnelle, l'égalité des salaires, la représentation dans les comités d'usine<sup>18</sup>. La réunion approuva la création de commissions jeunes, dans toutes les usines, devant élire des représentants aux comités de toutes les usines. On décida aussi d'envoyer des agitateurs dans toutes les usines où il n'y avait pas de comité de jeunes.

Pendant que la vague d'organisation se poursuivait dans son apogée, dans bien des usines, les jeunes rencontraient beaucoup de résistance de la part des ouvriers adultes, qui redoutaient que cet effort des jeunes n'aboutisse à une division de la classe ouvrière. Ce problème, qui persistera une année après la révolution d'octobre, a été analysé par l'historien anglais S.A Smith. Selon lui, la direction ouvrière prenait inconsciemment des positions paternalistes à l'égard des femmes, des jeunes et des ouvriers nonqualifiés. Bien qu'honnêtement convaincue de la nécessité de défendre les intérêts des secteurs les plus défavorisés, elle refusait de reconnaître les contradictions existant réellement dans la force de travail entre hommes et femmes ou jeunes et adultes. Elle était encore moins disposée à concéder des organisations ou une représentation particulière à ces secteurs<sup>19</sup>.

Malgré ces obstacles, la nouvelle organisation parvint à mobiliser 100 000 jeunes ouvriers pour la manifestation du 1er mai<sup>20</sup>. La capacité de mobiliser l'ensemble de la jeunesse ouvrière reflétait son caractère de masse. L'organisation remplissait de toute évidence un vide politique qu'aucune autre organisation ouvrière n'avait satisfait. La jeunesse qui s'unit pour le 1er mai ressentait les liens de classe et d'âge, mais pas ceux de parti politique. Les pancartes et les mots d'ordre reflétaient toutes les tendances radicales. Pour le moment, le principal semblait être de maintenir l'unité de la classe. Conscients de la nécessité de s'organiser, ils ne voyaient pas clairement les objectifs de l'organisation qu'ils venaient de créer. L'avenir leur démontrera qu'ils ne pouvaient pas dépendre seulement du sentiment révolutionnaire de la jeunesse pour demeurer à la tête de ce secteur de la classe ouvrière.

Déjà pour le 1er mai, l'organisation avait acquis un nom (Travail et Lumière) et un dirigeant, Piotr Chevtsov. De 1917 à aujourd'hui, l'organisation et le dirigeant Chevtsov ont été sévèrement critiqués par les historiens soviétiques et quelques dirigeants jeunes. Chevtsov était d'origine paysanne et, bien que n'appartenant à aucun parti, sympathisait avec l'orientation pro-paysanne des social-révolutionnaires. Selon Kroupskaia, il avait été correspondant du journal à sensation, de droite, *Malenkaia gazeta*. On ignore les détails, mais le jeune Driazgov et le poète prolétaire Iakov Berdnikov l'ont invité aux premières réunions des jeunes. Du fait du prestige dont jouissait Driazgov, Chevtsov fut dès le début parmi les dirigeants. Là, il répondit à certains besoins intellectuels et c'est ainsi qu'il écrivit le manifeste, les statuts et une série de documents officiels de l'organisation. Par son activité, il devint le porte-parole d'un secteur de la classe ouvrière qui, du fait de son bas niveau culturel, était resté inarticulé. Membre de la direction, Chevtsov devint président au niveau municipal du Conseil municipal des jeunes, organisme dirigeant. Mais il ne faut pas confondre son habileté à fournir une direction intellectuelle et idéologique avec son pouvoir à l'intérieur du mouvement. L'organisation ne fut jamais sienne, mais fut un effort spontané, continuant à fonctionner de façon autonome jusqu'à arriver à écarter Chevtsov lui-même.

Le rôle historique de Chevtsov est très complexe et les tergiversations historiques auxquelles on se livre à partir des années 20 obscurcissent encore plus le personnage et sa fonction dans le mouvement des jeunes. L'historien doit reconstruire l'idéologie du mouvement sur la base de documents que l'on dit exprimer un individu. Comme Chevtsov s'insère dans un mouvement qui a une direction au niveau local, on peut supposer que les dirigeants dans les usines ont pu projeter leurs besoins et aspirations au moins partiellement et les incorporer au manifeste et aux statuts de l'organisation.

Le Manifeste et les statuts de l'organisation Travail et Lumière reflètent l'auto-définition du mouvement comme prolétarien et par conséquent

militant dans son opposition à la bourgeoisie russe et internationale<sup>21</sup>. Ils affirmaient leur appui au Soviet des députés de soldats et d'ouvriers et suggéraient que l'organisation de jeunesse participe aux conflits armés pour défendre la révolution. Les documents présentaient la jeunesse ouvrière comme un secteur ayant ses intérêts propres à l'intérieur de la classe.

Il y a néanmoins dans cette auto-définition des contradictions fondamentales. Tandis que les documents attribuent un rôle combatif à « la génération de nos pères », ils proposent aux fils une fonction défensive : « Que nos pères et mères soient concernés par la victoire finale. » Bien que les documents appellent à la vigilance et à la défensive militante, ils ne conseillaient pas aux membres de s'engager dans les Gardes rouges. Ainsi niaient-ils une réalité pour nombre de jeunes qui constituaient déjà autour de 25 % des gardes rouges dans les usines et rayons. Les documents ignoraient également les revendications économiques avancées par le mouvement des jeunes. Ils ne mentionnaient pas la représentation dans les comités d'usine, la journée de 6 heures ou les augmentations de salaires. Etant donnée la participation de nombreux membres du mouvement de jeunesse aux partis extrémistes, on trouvait un autre aspect contradictoire dans l'interdiction faite aux membres de l'organisme dirigeant d'avoir des fonctions de parti. Les membres du Conseil jeune municipal ne pouvaient exprimer leur adhésion à un parti pendant les séances du conseil ou manifester intérêt ou approbation au sujet d'un parti sans avoir obtenu auparavant la permission du président de ce conseil, Chevtsov. Selon les statuts, une telle interdiction était nécessaire pour garantir l'unité de la classe. Cette règle particulière mena à un des plus sévères conflits lorsque Chevtsov l'utilisa pour censurer les dirigeants et la base du rayon de Vyborg pour leur participation au soulèvement pro-bolchevique du début de juillet. Indépendamment de l'attention que ces documents accordent aux tâches éducatives et culturelles, la théorie qui s'y exprime paraît nier des aspects essentiels de la pratique politique et économique du mouvement jeune. Cette contradiction reflétait la tension entre la direction de ville de Travail et Lumière et les organisations de base au niveau du rayon.

Depuis ses origines dans les usines de Petrograd, Travail et Lumière a joui d'un degré élevé de participation de la base. Des groupes de représentants des entreprises se mettaient à créer des comités de rayon, lesquels conservaient une autonomie impressionnante. Cette pratique d'organisation se reflétait dans les statuts. Ils donnaient en effet aux rayons le droit de développer et d'amender la politique d'éducation, de protection économique, légale et politique de la jeunesse ouvrière dans leurs propres rayons. Les comités de rayon disposaient également de la juridiction sur les conflits entre patrons et mineurs. Chaque comité de rayon avait droit à sa propre imprimerie, ses pancartes, sa propriété, mobilière et immobilière, bien qu'il fût tenu de s'appeler branche de Travail et Lumière.

Paradoxalement, à côté de l'autonomie que les statuts reconnaissaient aux comités de rayon, il leur imposait une structure centrale hiérarchisée à l'organisation de jeunes. Conformément aux Statuts, toute affaire dépassant le rayon devenait l'affaire du conseil juvénile municipal. Il reflétait jusqu'à un certain point le poids des comités de rayon, puisqu'il était formé de l'exécutif de chaque comité de rayon et de quatre délégués de chacun d'eux. L'assemblée de ville des délégués approuvait les tâches générales de l'organisation, mais c'était le conseil qui avait la responsabilité de diriger les activités des organisations de rayons et de confirmer les principaux projets. Enfin le conseil exerçait un contrôle sur ses propres membres, y compris jouissait du droit d'exclure les indésirables, d'approuver toutes les déclarations orales ou écrites de ses membres et d'astreindre à sa discipline tout membre qui exprimerait des positions de parti sans la permission du président du conseil jeune municipal.

Les membres du conseil municipal, quant à eux, éalisaient le présidium, lequel mettait au point et réalisait dans la pratique les tâches de l'organisation. Le présidium avait le droit de trancher de toute affaire administrative, d'organisation ou économique. Sa responsabilité devant la base était minime : il devait publier un rapport d'activité annuel et le soumettre directement à la base.

Ainsi, et bien que les comités de rayon fussent en principe autonomes, les statuts de Travail et Lumière concentraient le pouvoir d'organisation dans le conseil municipal et plus précisément son présidium et ses commissions. La précision avec laquelle les statuts définissaient les droits et fonctions du présidium et du conseil démontre l'accent mis sur la direction au détriment de la base. Bien que les membres du conseil municipal maintiennent leurs liens avec les comités de rayon, la relation entre la base et le comité de rayon n'était pas clairement définie. La base élisait directement les membres du comité de rayon mais pas le comité exécutif de l'organisme radial. Ainsi la base n'avait aucun contrôle direct et n'élisait pas directement les membres du conseil municipal et moins encore les membres du présidium et des commissions.

La tension entre les organisations de base et la direction centrale qui caractérisait Travail et Lumière coïncidait avec le modèle général des organisations ouvrières en 1917. Selon S.A. Smith, le centralisme démocratique n'était pas exclusivement le principe d'organisation des bolcheviks, mais celui du mouvement ouvrier en général. En tant que forme d'organisation, le centralisme démocratique combine la discussion et la prise de décision à travers la participation démocratique et l'exécution centralisée des dites décisions. Le rapport entre les aspects démocratiques et les aspects centralisés n'était pas défini au début du procès révolutionnaire. Au cours de l'année 1917, selon Smith, le rapport entre la participation démocratique et le centralisme se modifia au profit du second. Smith

analyse d'abord le procès dans les syndicats<sup>22</sup>, mais cet aspect de son analyse vaut pour le mouvement et l'organisation jeune.

Au printemps et au début de l'été 1917, le mouvement jeune se caractérisait pas son militantisme au niveau de l'usine et du rayon, plus que par les activités de son centre. Pendant cette période, les organisations de rayon de Travail et Lumière obtinrent des concessions politiques et économiques aussi bien au niveau local. Des 8 rayons qui envoyaient des délégués au conseil municipal, le plus puissant était celui de Vyborg qui avait l'effectif le plus important (de 15 à 18 000 membres)<sup>23</sup>. Le comité jeune de Vyborg était dominé depuis le début par les éléments extrémistes : bolcheviks, anarchistes et mencheviks-internationalistes<sup>24</sup>. Le soviet du rayon de Vyborg (c'est-à-dire le gouvernement local) était le plus avancé de tout Petrograd et avait, dès le début, reconnu la validité de la lutte des jeunes. Au printemps, le soviet de Vyborg reconnut l'importance de la lutte des jeunes et donna deux sièges aux délégués jeunes, Bourmistrov et Levenson. A la mi-juin, Bourmistrov demanda au soviet de Vyborg d'approuver la journée de 6 heures pour les jeunes dans les usines du rayon. Bien que ce ne fut pas officiellement approuvé, cela put être appliqué dans les usines qui avaient des comités dominés par les bolcheviks et autres radicaux (en majorité anarchistes). Ces usines comprenaient Erikson, Novy Parviainen et Novy Lessner<sup>25</sup>. En outre, le département de l'instruction du rayon de Vyborg accepta un délégué de la jeunesse, G. Driazgov. Avec l'aide du département de l'instruction, qui fournit deux enseignants et le matériel d'enseignement, l'organisation de jeunesse parvint à établir une école d'été<sup>26</sup>.

Les organisations locales de jeunes présentèrent leurs revendications aux autres soviets de rayon. Les soviets les plus avancés manifestèrent de l'intérêt pour les revendications de la jeunesse ouvrière comme la protection des mineurs ou la représentation de la jeunesse dans les soviets de rayon ou les comités d'usine. En avril, les soviets des rayons de l'île Vassilievsky, de Vyborg et Peterhof inclurent les revendications jeunes dans leur ordre du jour et offrirent aux organisations de jeunes dans leurs rayons respectifs des locaux pour leurs activités et même des fonds pour pancartes et autres utilisations<sup>27</sup>. En mai, le soviet de rayon de Petrograd demanda aux usines de payer salaire intégral aux organisateurs jeunes pour leur travail d'organisation (c'était un droit de tous les représentants au niveau du comité de fabrique ou des délégués au soviet mais, en général, on le refusait aux militants jeunes). En juin, le même soviet accepta deux représentants de la jeunesse avec droit de vote complet. Le conseil du rayon de Peterhof avait également accepté un représentant des jeunes en mai, mais ne lui avait donné qu'une voix consultative<sup>28</sup>.

En contraste, l'organisation centrale obtint moins que ses comités de rayon. Au conseil municipal, nombre de délégués voulaient poser le



problème de la jeunesse au soviet central de Petrograd. Les plus radicaux proposaient la grève municipale si le soviet central n'accordait pas les revendications de la jeunesse ouvrière. Ces revendications seraient : la représentation dans tous les comités d'usine, la journée de 6 heures au niveau municipal et la représentation dans les soviets de rayon et au soviet central de Petrograd. Chevtsov, qui avait été élu président du conseil municipal, s'opposa à cette ligne, bien qu'il finit par accepter d'appeler à une manifestation pour présenter les revendications au ministre du travail Skobelev. La manifestation, qui eut lieu le 24 mai, fut un échec du point de vue des modérés dans le conseil municipal jeune, puisque les ministres socialistes Tchkhéidzé et Aleksinsky repoussèrent les revendications comme prématurées<sup>29</sup>.

Il se forma à l'intérieur du conseil municipal jeune un groupe d'opposition dirigé par des bolcheviks et des anarchistes. Ce groupe avait abandonné le conseil pour protester contre les tendances modérées d'une partie de ses dirigeants. Mais le parti bolchevique donna à ce moment l'instruction à ses membres de réintégrer le conseil municipal afin d'y discréditer les modérés. Un des jeunes bolcheviks relate que ce fut Lénine lui-même qui lui dit que la tâche principale était le maintien de l'unité de la jeunesse tandis que l'organisation s'efforçait de repousser la ligne modérée de l'intérieur de l'organisation<sup>30</sup>.

La structure décentralisée de l'organisation Travail et Lumière rendit possible à la minorité de mener des controverses précises pour démembrement l'organisation centrale selon ses composantes au niveau des rayons. Levenson, un jeune bolchevik du district de Vyborg pense que ce fut précisément l'absence d'idéologie et de direction centrale qui facilita le procès de démembrement<sup>31</sup>. Driazgov décrit cette dynamique telle qu'elle se manifesta au niveau de l'usine :

« Les conseil de jeunes apprentis dans les usines étaient sous l'influence d'un parti ou d'un autre, selon la composition politique du comité d'usine. De plus en plus fréquemment, dans les réunions de jeunes des rayons éclataient de violentes manifestations quand les représentants et délégués jeunes présentaient les positions d'un parti politique ou d'un autre ». <sup>32</sup>

Dans la première réunion du conseil municipal après l'échec devant les ministres socialistes apparut pour la première fois l'astucieux et habile représentant de l'organisation du district de Peterhof Vassili Alekseiev. Il lança tout de suite une attaque contre les statuts de Travail et Lumière qui étaient en cours de confirmation par toutes les organisations de rayon. Alekseiev présenta alors les statuts de l'organisation de son rayon comme une alternative meilleure. Driazgov se dressa contre ce nouvel adversaire et défendit les statuts de Travail et Lumière. Alekseiev l'invita de son côté à poursuivre la discussion dans le rayon d'Alexandre Nevsky dont les membres étaient en train de discuter des mérites de chaque statut. Au cours du débat, Driazgov découvrit qu'il n'était pas de taille face à un

adversaire comme Alekseiev. Alekseiev avait milité activement pour le parti bolchevique pendant plusieurs années et avait suivi les cours de l'école de cadres des années avant la guerre mondiale<sup>33</sup>. Quand il affronta Chevtsov et Driazgov, il avait déjà 21 ans, c'est-à-dire que, sauf Chevtsov qui avait quelque 25/26 ans, Alekseiev était le plus âgé des dirigeants jeunes. Driazgov ne put défendre les statuts de Travail et Lumière dans le rayon Alexandre Nevsky et cette organisation fut la première à repousser les statuts, à l'exception de Peterhof qui n'avait jamais accepté ce texte<sup>34</sup>.

L'opposition n'avait pu défaire la direction modérée au niveau municipal. Mais au niveau des rayons, elle avait trouvé de l'appui. En juin, nombre de collectifs repoussèrent les statuts. Seules les organisations de rayon de Vyborg et de l'île Vassilievsky les ratifièrent. Quand se tint, le 16 juin, une réunion du conseil municipal pour fêter la commémoration de la révolution et ratifier le Manifeste, la composition des délégués avait déjà changé. Dans nombre de cas, les discussions au niveau local sur les statuts avaient abouti à la révocation des délégués partisans des statuts. Aussi la majorité des délégués récemment élus étaient-ils opposés aux statuts<sup>35</sup>. L'hégémonie que Travail et Lumière avait exercée sur le mouvement juvénile était en train de s'affaiblir.

#### La Ligue socialiste de la Jeunesse ouvrière

Les contradictions internes de Travail et Lumière s'aggravèrent avec le soulèvement du début de juillet. A Peterhof, Alexandre Nevsky et Vyborg, les organisations de jeunes avaient organisé des manifestations pour le coup des forces de la gauche. Dans le rayon de Vyborg, de nombreux jeunes s'étaient rempli les poches et les bottes d'explosifs et avaient traversé la rivière pour aider les marins de Cronstadt assiégés dans la forteresse Pierre-et-Paul<sup>36</sup>. Chevtsov, qui était allé inspecter le rayon de Vyborg, critiqua sévèrement la participation des jeunes au mouvement<sup>37</sup>.

En conséquence, après les troubles, nombre de délégués commencèrent à demander l'élimination de Chevtsov. Peu après, dans le rayon de Vyborg même, où Chevtsov jouissait d'un appui massif, la majorité des délégués demanda sa révocation au cours d'une réunion du comité de district<sup>38</sup>. L'un des thèmes utilisés pour discréditer Chevtsov portait sur le fait qu'il avait accepté des fonds de l'industriel Nobel (300 roubles) pour l'organisation. Elle fut au centre de la discussion dans les rayons de Vyborg et de Petrograd bien que les organisations de ces rayons aient accepté cette contribution en principe.

A la réunion du conseil jeune municipal du 27 juillet, Chevtsov était déjà isolé. Alekseiev lança l'attaque contre lui en ces termes :

« M. Chevtsov, vous n'êtes pas sur la même route que la jeunesse ouvrière dont les intérêts exigent une lutte irréconciliable contre le gouvernement actuel, et vous, vous la déviez en nourrissant des rêves culturels irréalisables et sans base de classe pour l'avenir ». <sup>39</sup>

Après cette intervention, la majorité approuva la dissolution du conseil municipal. Certains demeurèrent étourdis quand nombre de leurs camarades quittèrent la réunion. Ils se rendirent compte alors qu'il s'était organisé un groupe d'initiative pour l'organisation d'une conférence municipale de la jeunesse ouvrière <sup>40</sup>. La conférence avait été fixée au 18 août dans le district de Narva-Peterhof <sup>41</sup>. C'est là qu'allait être créée l'organisation de la Ligue socialiste de la Jeunesse ouvrière.

Comment Travail et Lumière perdit-elle au profit de la Ligue son hégémonie dans le mouvement jeune ? Il semble que la Ligue avait impulsé une attaque sur deux fronts contre Travail et Lumière : de l'extérieur et de l'intérieur de l'organisation. L'attaque dans l'organisation était dirigée par Alekseiev, Skorinko, Minaev et Tsernov et avait comme base l'organisation jeune de l'usine Poutilov. Cette organisation ne s'était jamais totalement intégrée à Travail et Lumière, avait maintenu ses propres statuts, bien qu'envoyant des délégués au conseil municipal. L'opposition de l'extérieur était constituée par le groupe inter-rayons dirigé par Ekaterina Pylaieva, Oskar Ryvkine et Eduard Leske. Le groupe inter-rayons s'était allié à l'organisation du district de Peterhof pour une attaque commune contre Travail et Lumière. Sauf Tsernov, qui était anarchiste, les deux groupes d'opposition étaient de la jeunesse bolchevique. <sup>42</sup>

La Ligue a été le sujet d'une mythologie historiographique puisqu'elle est le prédécesseur idéologique du Komsomol actuel. Cette mythologie s'étend aussi à la figure de Vassia Alekseiev, qui est mort en 1919 et est considéré depuis comme l'un des héros les plus populaires de la révolution. On sait que l'organisation surgit à Poutilov et qu'elle envoya des délégués aux premières réunions qui préparèrent la manifestation du 1er mai. Quelques-uns des organisateurs jeunes disent que l'organisation commença sous le nom de « Club éducatif-culturel de la jeunesse ouvrière du district de Narva » avant de se transformer en Ligue, d'autres assurant qu'elle s'appela Ligue socialiste depuis le début <sup>43</sup>. Le problème est un problème de définition politique puisque Travail et Lumière se distinguait depuis 1917 par son caractère culturel et pédagogique.

Il y avait beaucoup de similitudes entre les organisations de Narva-Peterhof et de Vyborg dans leur phase initiale. Les deux organisations se nourrissaient de métallos dans leurs rayons respectifs. La composition des deux, bien qu'extrémiste, était diverse, comprenant des bolcheviks, des anarchistes, des mencheviks-internationalistes et des social-révolutionnaires de gauche. Les deux organisations se fixaient les mêmes objectifs économiques, politiques et culturels. Mais l'organisation jeune de Peterhof s'identifia comme bolchevique avant celle de Vyborg (c'est paradoxal puisque les ouvriers du district de Vyborg appuyèrent la ligne bolchevique depuis le début de la révolution, tandis que les bolcheviks n'obtinrent l'appui des ouvriers de Poutilov qu'en juillet). La jeunesse

bolchevique dans l'organisation de Narva-Peterhof joua un rôle central dans le processus d'identification politique, elle avait plus de contrôle et exerçait plus d'autorité que les jeunes bolcheviks du comité jeune de Vyborg. Ceci explique en partie que le comité jeune de Narva-Peterhof se soit identifié plus tôt que celui du rayon de Vyborg aux bolcheviks.

Bien que le conseil de direction du comité jeune de Narva-Peterhof ait inclus tous les courants radicaux, en pratique, les jeunes bolcheviks constituaient la direction de cet organisme. Le cadre Vassia Alekseiev donnait au groupe le sens de la discipline et de l'objectif qui lui aurait manqué autrement. Tous les rapports et présentations devaient avoir été approuvés à l'avance par Alekseiev <sup>44</sup>. Vassia consacrait des heures aux jeunes du groupe quand ils s'apprétaient à débattre avec leurs rivaux. Ce fut Vassia, avec toute son expérience politique, qui développa un plan d'attaque pour briser l'hégémonie de Travail et Lumière <sup>45</sup>.

Le 13 juillet, Andréi Afanassiev, le député jeune au soviet du rayon de Peterhof, annonça que l'organisation jeune avait élaboré un statut avec l'aide du dirigeant bolchevique Kharitonov <sup>46</sup>. Le nouveau statut servirait d'alternative à celui de Travail et Lumière que les rayons étaient en train de discuter en vue de sa ratification. Le statut du comité de Narva-Peterhof avait incorporé de nombreuses revendications économiques et politiques du mouvement de jeunesse qui avaient été exclues de celui de Travail et Lumière. C'étaient la journée de 6 heures, l'interdiction du travail de nuit pour les mineurs, des délégués salariés de la jeunesse dans les comités d'usine et autres organismes représentatifs, l'éducation gratuite et universelle et les droits civiques pour les jeunes à partir de 18 ans. Selon les statuts, l'autorité du comité de rayon émanerait de l'assemblée générale, laquelle élirait un bureau d'organisation pour trois mois. Ce dernier aurait à diriger le travail, réaliser objectifs et tâches déterminés par l'assemblée générale et convoquer les réunions <sup>47</sup>.

Quand l'organisation de Narva-Peterhof eût adopté son règlement, nombre de ses membres la quittèrent parce qu'ils n'étaient pas d'accord avec son caractère pro-bolchevique. Le lien de l'organisation avec ce parti se sentait le plus souvent au grand nombre de ses membres, ralliés aux bolcheviks, qui participaient à des manifestations et activités politiques. Par exemple, nombre d'entre eux se lançaient dans les rues pour faire de l'agitation en faveur du parti. Le 2 août, leur appui aux bolcheviks se manifesta sous la forme d'une résolution publiée dans *Rabotchii i Soldat'*, laquelle condamnait la répression déclenchée contre le parti depuis le début de juillet <sup>48</sup>.

On possède moins d'éléments sur les jeunes qui créèrent l'opposition de l'extérieur contre Travail et Lumière. Le groupe dit « Interrayons » (Mejraionnyi) semble avoir eu un lien avec le groupe du même nom, de Trotsky, Lounatcharsky, Ouritsky et autres. Les membres de ce groupe étaient plus âgés que ceux de la Ligue. Le groupe se créa pour lutter pour

le droit de vote et les droits civiques pour les jeunes à partir de 18 ans. Selon Evgenia Gerr et Eduard Leske, ce groupe se réunit pour la première fois le 21 juin. Son effectif était minuscule : au milieu de juillet, il n'avait que 300 membres <sup>49</sup>.

Les liens entre le groupe interrayons et le comité de Narva-Peterhof sont très vagues. Il est probable qu'un accord politique fut conclu en juillet entre le groupe et Alekseiev qui, selon Skorinko, se rapprochait alors des interrayonnistes <sup>50</sup>. Ce même mois, l'Interrayons de Trotsky, Lounatcharsky et autres avait réalisé sa fusion historique avec les bolcheviks. Si le groupe interrayons jeune avait des liens avec le groupe de Trotsky, on devait s'attendre à un rapprochement avec la Ligue socialiste. Après l'accord, les deux organisations, avec des représentants des comités de jeunes des rayons qui avaient rompu avec Travail et Lumière (Alexandre Nevsky, Petrograd, Koloma et l'île Vassilievsky) créèrent un bureau d'organisation pour convoquer la conférence municipale en août. Alekseiev et le groupe d'opposition espéraient remplacer le conseil municipal par le comité interrayons comme organisme de direction pour le mouvement de jeunesse.

Driazgov et les dirigeants « chevtsovistes » de Travail et Lumière comprirent l'étendue de leur défaite après la débâcle du 27 juillet. De leur point de vue, l'opposition constituait une scission à laquelle il fallait mettre un terme. À la fin de juillet et au début d'août commença dans les rayons une période de discussion intense. Driazgov et les autres dirigeants décidèrent d'assister à la conférence puisqu'ils y avaient été invités. Ils défendirent en vain Travail et Lumière, puisque la conférence se termina par la création au niveau municipal de la Ligue socialiste de la Jeunesse ouvrière.

La conférence se réunit dans les locaux du rayon du parti bolchevique à Narva-Peterhof du 18 au 20 août. Les militants de Travail et Lumière du rayon de Vyborg constituaient presque la moitié des 130 à 170 délégués. On sait peu de choses sur la conférence en elle-même et, bien que les historiens la caractérisent comme une conférence de solidarité et d'unité, les mémoires de certains participants indiquent qu'il y eut des conflits et des combats entre les représentants de chaque organisation. À la fin, les délégués élirent un nouveau comité municipal, dit comité de Petrograd. Ses membres, 9 bolcheviks et 2 anarchistes, comprenaient : E. Leske (président), V. Alekseiev, M. Glebov, P. Bourmistrov, E. Pylaiev, E. Gerr, O. Ryvkine, P. Smorodine, G. Katzovitch et L. Levenson <sup>51</sup>.

Plus significatif, les changements fondamentaux dans la ligne de l'organisation de jeunes se reflétaient dans le statut et le programme de la nouvelle organisation <sup>52</sup>. Les besoins et aspirations du mouvement des jeunes exprimés dans les documents de Travail et Lumière reparaissaient dans les documents de la Ligue. Ainsi la tâche principale de la Ligue consisterait dans le développement de la conscience de classe de ses

membres, la nécessité d'améliorer le niveau culturel de la jeunesse et la lutte pour le socialisme. Comme second objectif, la Ligue présentait la protection des intérêts économiques, légaux et politiques de la jeunesse. Cependant les tâches politiques et économiques que se fixait la Ligue étaient beaucoup plus précises que celles de son prédécesseur. Elle avait incorporé dans ses statuts les revendications du mouvement avec une grande précision qui reflétait un niveau de maturité d'organisation qu'on ne trouvait pas à Travail et Lumière.

Mais la spécificité du statut de la Ligue socialiste comprenait aussi des éléments de souplesse. Quoique Travail et Lumière avait exprimé les droits économiques de la jeunesse ouvrière sous une forme imprécise, en même temps, cette organisation s'était engagée à aider ses membres à fabriquer les outils qui leur permettraient de défendre leurs propres intérêts politiques et économiques. Cette position reflétait une vision plus dynamique de la responsabilité de la direction devant les membres. En opposition, la vision de la Ligue était plus legaliste. Dans la définition plus spécifique des tâches, la Ligue semblait les concevoir sous une forme plus statique et permanente et elle ne prit aucune disposition pour ajuster ces tâches aux besoins futurs. Un autre exemple de la rigidité de la Ligue paraît dans sa conceptualisation de la conscience de classe. La Ligue réduisait le développement de la conscience de classe à la conscience politique et à l'éducation, lesquelles seraient obtenues par des conversations, des discussions et des matériaux à lire que fournirait l'organisation elle-même. Pour les auteurs du règlement de Travail et Lumière, la conscience de classe englobait la connaissance de nombreux domaines, la capacité de défendre ses propres intérêts et l'aspiration à la dignité humaine.

Comparés au Manifeste et aux statuts de Travail et Lumière, le programme et les statuts de la Ligue semblaient la cristallisation d'un procès antérieur, un passage d'un état de mobilité et de fluidité à une situation plus institutionnalisée et même rigide. La Ligue percevait son rôle comme protecteur et défenseur des aspirations de la jeunesse ouvrière. Sa vision du contexte social était également plus formelle et structurée. Par exemple, elle définissait ses objectifs en termes de formulation de projets qu'elle allait présenter devant les institutions d'Etat. Ce serait donc l'Etat qui réaliserait les suggestions de l'organisation.

Pour parvenir à leurs objectifs, les deux organisations avaient établi des structures pyramidales de pouvoir. Mais la structure d'organisation de la Ligue concentrait encore plus de pouvoir dans les organismes de direction que celle de Travail et Lumière. L'organisme dirigeant de la Ligue, la commission d'inspection, avait des fonctions bien plus larges que celles de son équivalent, le présidium de Travail et Lumière. Les fonctions nouvelles incluaient le droit d'organiser des réunions pour la ville, d'assurer propagande et conférenciers, d'établir des liens avec

d'autres organisations de jeunes en Russie et à l'étranger, de lancer des comités de jeunes là où ils n'existaient pas. Dans Travail et Lumière, toutes ces fonctions étaient de la juridiction du conseil municipal ou des rayons. La plus importante à long terme était l'introduction d'une fonction nouvelle, celle de l'inspection des affaires de la Ligue et des activités du comité de Petrograd par la commission d'inspection.

La Ligue précisait que les comités de rayon étaient des entités autonomes, mais, à Travail et Lumière, les comités de rayon avaient plus d'initiative et de pouvoir que dans la nouvelle structure. Par exemple, les rayons de Travail et Lumière réalisaient et amélioraient les tâches dans leur champ et déterminaient avec le conseil municipal la fraction de ses revenus qu'elle verserait au centre. Dans la Ligue, les comités de rayon ne pouvaient inviter des conférenciers ni organiser des discussions ce qui était du ressort de la commission d'inspection. Il y avait, dans les structures de Travail et Lumière, plus de contact entre les organisations locales et le conseil municipal. De fait, les liens entre le rayon et le centre étaient fixés de manière permanente puisque les membres de l'un étaient les membres de l'autre. Les liens relativement faibles entre les rayons et les organes de direction de la Ligue devaient aboutir en 1918 à une crise très grave alors que les comités de rayon se désagrégeaient, cependant que le comité de Petrograd continuait d'exister.

Les aspects coercitifs de l'organisation étaient également plus élaborés dans le statut de la Ligue. Par exemple, Travail et Lumière définissait deux circonstances dans lesquelles on excluait des membres : non accomplissement des quotas et comportement politique affectant l'unité politique, une interdiction qui ne s'appliquait qu'aux membres du conseil municipal et pas aux membres en général.

Dans Travail et Lumière, les liens entre la base et le conseil jeune étaient indirects. Dans la Ligue, la connexion entre base et centre était encore plus affaiblie. De telle sorte qu'alors que Travail et Lumière avait exigé la présence de la moitié des membres pour qu'une assemblée soit à pleins pouvoirs, la Ligue réduisit cette exigence à 1/3 des membres du comité de Petrograd. S'ils n'étaient pas présents, on convoquait une deuxième réunion, valable quel que soit le nombre des présents. Cela répondait à la diminution de la participation de la base aux réunions et autres activités du mouvement jeune comme aux institutions ouvrières en général.

Le changement le plus important entre les deux organisations fut de caractère idéologique. Dans le point 2 des statuts de la Ligue, l'organisation reconnaissait, bien qu'indirectement, son orientation pro-bolchevique en annonçant son intention d'appartenir à l'Internationale de la jeunesse, une organisation européenne occidentale qui fut l'antécédente de l'Internationale de la Jeunesse communiste (KIM). La politique était le critère central dans l'image que la Ligue donnait d'elle-même. L'organisa-

tion avait des projets de création de bibliothèques et salles de lecture où les membres n'auraient accès qu'à la littérature socialiste. Mais par « socialiste », l'organisation n'entendait pas le large spectre qui était celui de Travail et Lumière, mais seulement son secteur le plus avancé, le secteur pro-bolchevique.

Tous les délégués qui assistèrent à la conférence du 18 août où furent adoptés le nouveau programme et les nouveaux statuts n'étaient pas d'accord avec la ligne politique. Des dirigeants comme Driazgov avaient désiré maintenir intact Travail et Lumière, tout en reconnaissant la nécessité d'avoir une ligne politique plus radicale. Ils pensaient que la Ligue avait trop un caractère « de parti » et avait relégué au second plan les tâches culturelles et pédagogiques. Avec d'autres sympathisants de l'ancienne ligne, Driazgov quitta la conférence, refusant le statut de la Ligue socialiste. Son groupe revint au rayon de Vyborg où il continua ses activités comme mouvement de jeunes indépendant de la nouvelle organisation. Pourtant, après quelques semaines, il rejoignit officiellement la Ligue<sup>53</sup>.

La redéfinition politique du mouvement de jeunesse eut des conséquences négatives sur ses effectifs. On estime qu'au printemps Travail et Lumière avait 50 000 membres<sup>54</sup>. A la fin de la conférence d'août, la Ligue socialiste en comptait 13 000<sup>55</sup>. L'historien soviétique Atsarkine attribue cette diminution au fait que nombre d'organisations n'envoyèrent pas de délégués à cette conférence. Il est très probable qu'il exista bien des groupes, comme celui de Driazgov, surtout à Vyborg, qui n'acceptèrent pas les nouveaux programme et statuts. Mais il est également probable qu'une partie d'entre eux s'insérèrent, après un certain temps, dans la nouvelle structure. Les historiens soviétiques calculent qu'en octobre la nouvelle organisation comptait entre 20 et 30 000 membres. Mais ce chiffre semble grossi, surtout si l'on relève qu'à la fin de 1917 l'organisation comptait moins de 2 000 membres dans toute la ville. Cela n'implique pas que la diminution des effectifs ait été due exclusivement à la transformation idéologique de l'organisation. Beaucoup de militants jeunes choisirent d'exprimer leur militantisme dans les Gardes rouges plutôt que dans une organisation de jeunesse. Egalement la redéfinition du mouvement amena à éloigner des fractions des effectifs initiaux, bien qu'il soit difficile de situer le point qui provoqua le phénomène.

Pour les secteurs les plus perspicaces du mouvement jeune, pousser à la redéfinition comportait un risque. Mais c'était un risque calculé à partir de conditions favorables à l'intérieur du mouvement de jeunesse comme du mouvement révolutionnaire en général. Jusque là, on a discuté de la dynamique interne qui conduisit le mouvement jeune à éliminer sa direction initiale. Deux facteurs externes ont eu un impact déterminant dans le développement du mouvement : le rôle du parti bolchevique dans la définition idéologique du mouvement de jeunesse et la convergence de ce

mouvement et du procès plus large que traversait la classe ouvrière de Petrograd. Un élément essentiel, c'est le rôle joué auparavant par les jeunes bolcheviks surtout dans la Ligue socialiste. Pour comprendre leur apport, il faut analyser la politique bolchevique vis-à-vis du mouvement de jeunesse et l'interaction entre le parti et la jeunesse ouvrière organisée. Enfin, on discutera du mouvement de jeunes à la lumière des événements qui ont conduit ce secteur comme la classe ouvrière en général à adopter la ligne bolchevique dans le cours de l'année 1917.

### La direction bolchevique et le mouvement de jeunes en 1917

A Vyborg, comme dans les autres rayons, les dirigeants bolcheviques ont proposé leur appui au mouvement jeune grandissant. Chougourine, le dirigeant bolchevique du rayon de Vyborg, stimula et encouragea l'action des jeunes dès le début. D'autres dirigeants, comme Kharitonov, Skorjodov, Koukline, Kaiourov et particulièrement Kroupskaïa étaient impliqués avec la jeunesse organisée. Néanmoins le parti bolchevique n'avait pas de théorie cohérente en ce qui concernait le mouvement de jeunesse au printemps 1917. La politique du parti vis-à-vis de la jeunesse se développa à partir du contact de ses dirigeants avec le mouvement et refléta les différentes lectures que les divers dirigeants faisaient de ces contacts. Au début juin, le comité de Petrograd du parti bolchevique créa une commission spéciale pour travailler avec la jeunesse. Elle était formée de I. Rakhia, A. Abramovitch, G. Pylaïev (frère d'E. Pylaïeva, de la Ligue), M. Kharitonov et N. Kroupskaïa. Les deux derniers jouèrent un rôle décisif dans la redéfinition du mouvement.

Kroupskaïa se distingua plus que tout autre dirigeant bolchevique par son attention et son activité dans la jeunesse. Son apport principal a consisté dans la direction idéologique que ses articles ont donnée, dans la presse bolchevique, sur les ouvriers mineurs par l'âge et les aspects du mouvement ouvrier jeune. En reflet de sa présence aux premières réunions de la jeunesse de Vyborg, les deux premiers articles de Kroupskaïa soulignaient la nécessité d'organiser la jeunesse autour de ses intérêts économiques et de la lutte pour l'éducation universelle liée à la solidarité avec la classe et la qualification professionnelle<sup>56</sup>. Dès mai, Kroupskaïa exprimait sa préoccupation du caractère modéré du mouvement, craignant que, sous la prétention de la « neutralité », des secteurs de la bourgeoisie ne tentent de dévier le mouvement ouvrier jeune, de l'écarter des liens avec le parti bolchevique. Au sommet de la popularité de Chevtsov, Kroupskaïa écrivait : « Du fait de votre travail en usine, c'est la même vie que vous menez et, que vous le vouliez ou non, la même lutte de classe du prolétariat et vous ne pouvez rompre avec elle sans trahir la solidarité de classe »<sup>57</sup>. Devant le mouvement de jeunesse, selon elle, deux chemins s'ouvraient : l'un en direction d'entreprises culturelles et éducatives à tendances bourgeoises, qui conduirait à un recul temporaire, l'autre à la

création d'un organe pour la discussion des luttes politiques et économiques. La jeunesse choisirait le second.

Quelques jours après l'adoption du Manifeste par le conseil municipal de Travail et Lumière, Kroupskaïa publia son dernier article de la série. Sa proposition : présenter un modèle organisationnel pour contre-carrer le manifeste. L'organisation ouvrière jeune devrait lutter pour la journée de 6 heures, l'arrêt du travail de nuit, l'augmentation des salaires, la représentation dans les syndicats et soviets et l'éducation universelle basée sur les intérêts de la classe ouvrière. Kroupskaïa défendait la création d'une structure qui garantirait le développement d'habitudes d'organisation et d'initiative à travers la participation libre à des institutions nettement jeunes. Pour cela, toutes les activités des jeunes comme les cercles de discussion, salles de lecture et clubs devraient être organisées et dirigées par la jeunesse<sup>58</sup>.

L'analyse de la vision de Kroupskaïa du mouvement jeune fait apparaître à l'évidence combien elle est proche de celle de l'organisation de Vyborg. Depuis son retour à Petrograd, Kroupskaïa avait concentré ses énergies sur le rayon de Vyborg. Elle y avait été élue à la *douma* du rayon et y travaillait au département de l'instruction, dans le comité d'aide aux femmes de soldats et avec la jeunesse. Son expérience des organisations ouvrières l'avait conduite à faire confiance à la capacité des masses en général et à la jeunesse en particulier pour diriger leurs propres organisations<sup>59</sup>. Elle revendiquait donc l'autonomie du mouvement des jeunes. Kroupskaïa défendait le caractère de masse, large, de l'organisation de jeunesse, car elle était convaincue que l'instinct de classe de la jeunesse ouvrière la conduirait à prendre des positions justes dans la lutte révolutionnaire. Dans son rapport à la deuxième conférence municipale du parti en juillet, Kroupskaïa soulignait que le manque de cadres du parti dans le mouvement de jeunesse avait permis que ses membres prennent une ligne et une direction modérées et même droitières. Mais la jeunesse manifestait déjà son instinct de classe et commençait à les mettre en question et à protester. En même temps qu'elle réclamait la direction idéologique du parti, Kroupskaïa maintenait la nécessité que le mouvement conserve son autonomie :

« L'organisation de jeunes de Vyborg a créé huit sections scientifiques et complexes et les discussions autour de sa création démontrent que la jeunesse se tient sur une base prolétarienne saine. Nous pouvons influencer la jeunesse, mais nous ne devons pas forcer son développement. Aujourd'hui même, sous l'influence de son secrétaire Chevtsov, elle a accepté un statut d'organisation nettement bourgeois, mais l'instinct prolétarien de la jeunesse la forcera à l'interpréter d'une autre manière ».<sup>60</sup>

Tous ses camarades ne partageaient pas la façon de voir de Kroupskaïa et, à l'intérieur du parti, apparurent trois positions par rapport au mouvement de jeunes : celle de Kroupskaïa, qui défendait une organisation large,

autonome et moralement affiliée au parti ; son opposée, représentée par les délégués de Moscou et de Lettonie et d'autres, qui préféraient des organisations étroites composées de jeunes bolcheviks ; et la position intermédiaire défendue par Kharitonov et Alekseiev qui se prononçaient pour une organisation de masse, autonome, mais socialiste-internationaliste dans sa définition. En réalité, la controverse tournait autour du contrôle du parti sur l'organisation de jeunes et reflétait les expériences de ses protagonistes avec le mouvement de jeunesse ainsi que leur perception de l'interaction entre parti et organisations de masse extérieures au parti.

L'organisation de jeunesse de Moscou fut créée par le comité moscovite du parti et n'eut jamais beaucoup de membres (pour la ville même, jamais plus de 2 000). Samojlova, qui représentait le point de vue moscovite, déclara au VIIe congrès du parti en août :

« Je considère que les organisations (de jeunesse) doivent obligatoirement se créer en liaison avec le parti. Nous arriverons ainsi à ce que, sous notre influence et notre direction directe, se forment les cadres qui arriveront à nous succéder. A Moscou, la jeunesse a cherché la coopération du comité moscovite pour créer son organisation [...]. On m'a dit à Petrograd que là, il n'y avait pas suffisamment de cadres pour diriger l'organisation de jeunesse, mais qu'on n'en trouverait que quand l'organisation serait devenue une organisation du parti ». <sup>61</sup>

Cette position préférait une organisation petite, contrôlée par le parti à l'organisation de masses de Petrograd sur laquelle le parti n'exerçait aucun contrôle d'organisation <sup>62</sup>.

Si la position de Kroupskaia avait prévalu en juillet, en août, les délégués du VIIe congrès rejetèrent les positions de Kroupskaia et de Samojlova et adoptèrent la position intermédiaire de Kharitonov et Alekseiev. Fondamentalement, la résolution sur la jeunesse adoptée en août 1917 et qui demeura valable jusqu'en 1919, constituait un compromis entre les deux positions opposées formulées par Kroupskaia et Samojlova. Ce compromis était cependant plus favorable à la vision de l'organisation plus contrôlée et définie qu'à celle du mouvement totalement autonome.

La résolution sur les ligues de jeunesse commence par un rappel de la création des organisations indépendantes de jeunes dans les premiers jours de la révolution. Tout de suite après, faisant indirectement référence à Travail et Lumière, elle déclare que la bourgeoisie, comprenant l'importance de la jeunesse dans la lutte de classes, essayait d'utiliser l'organisation dans son intérêt à elle. C'est pourquoi la résolution lance un appel aux organisations bolcheviques pour qu'elles accordent plus d'attention à ce mouvement. Tout en affirmant l'autonomie du mouvement par rapport au parti, elle insiste sur la nécessité et l'urgence de l'adhésion de ces organisations à l'Internationale des jeunes. Les organisations de jeunesse auraient comme responsabilité la lutte contre le chauvinisme et le militarisme comme la défense des intérêts économiques et politiques de la jeunesse <sup>63</sup>.

La résolution fut présentée aux délégués après avoir été discutée dans une sous-commission du congrès. Du rapport de Kharitonov, qui présenta la position majoritaire (et unique, car, faute de temps, celle de la minorité ne le fut pas), il apparaît que la sous-commission s'était divisée entre les positions de Kharitonov et Kroupskaia, et qu'une minuscule minorité approuvait la troisième position de Moscou et des Lettons. Dans la discussion plénière sur la résolution, Kroupskaia brilla par son absence. Dans la seconde conférence municipale, en juillet, dans la discussion sur le mouvement de jeunes, Kroupskaia comme Kharitonov avaient fait référence à Travail et Lumière comme à l'organisation représentative de la jeunesse ouvrière de Petrograd et avaient retenu le chiffre de 50 000 membres. En revanche, au VIIe congrès, Kharitonov fit référence à la Ligue comme l'organisation de jeunes, en dépit du fait que, selon son propre aveu, elle ne comptait que 1 500 membres <sup>64</sup>.

Si, dans la seconde conférence municipale du parti, Kharitonov avait exprimé son opposition à la création d'un nouveau centre d'organisation pour le mouvement, c'est-à-dire la position de Kroupskaia en juillet et août, au VIIe congrès, on sous-entendit qu'il était nécessaire de former un nouveau centre. En effet, avec la victoire de la position de Kharitonov au congrès, l'appui du parti passa ouvertement à l'organisation de Narva-Peterhof et pas à celle de Vyborg. Ce ne fut pas par hasard si, au cours de la discussion au congrès, la jeunesse organisée fut représentée par V. Alekseiev et pas par un représentant de Vyborg ni même par Kroupskaia.

Deux semaines après le VIIe congrès, la Ligue socialiste de la Jeunesse ouvrière fut constituée au niveau de la ville. La veille, la *Pravda* avait publié la résolution du congrès sur la jeunesse. On ignore la réaction de Kroupskaia devant ces changements. Deux jours avant la conférence qui fonda la Ligue socialiste, Kroupskaia avait donné des instructions pour que des dirigeants de Travail et Lumière forment des bataillons de Gardes rouges dans le rayon de Vyborg <sup>65</sup>. De toute évidence, ni elle, ni les dirigeants des jeunes du rayon ne prévoyaient son remplacement par la Ligue. Au niveau du rayon, il est possible que les comités de jeunes aient continué à fonctionner comme avant. Mais le mouvement avait acquis un nouvel organisme de direction au niveau municipal avec le sceau d'approbation du parti bolchevique.

Au printemps, le secteur prédominant dans le parti bolchevique s'était opposé à la création d'un nouveau centre de pouvoir dans le mouvement de jeunesse parce qu'il voulait éviter la division et l'affaiblissement possibles du mouvement. De toute évidence, les secteurs les plus radicaux de la jeunesse organisée, dirigés par Alekseiev, eurent de l'influence sur la position officielle du parti. Le procès de redéfinition du mouvement de jeunesse s'est fait dans une dynamique double dans laquelle des secteurs du parti coïncidaient avec les secteurs jeunes majoritairement groupés à Narva-Peterhof qui impulsaient une ligne plus nette à l'intérieur du mouvement.

Travail et Lumière avait été une organisation authentiquement prolétarienne. Du point de vue de la perspective léniniste des bolcheviks dans le mouvement des jeunes comme le parti, cette organisation représentait néanmoins l'élan instinctif et spontané des masses pour s'organiser, auquel Lénine avait opposé sa vision de la conscience de classe dans des œuvres comme *Que Faire ?* Conformément à la perspective bolchevique, Travail et Lumière reflétait par ses priorités si ambiguës, un bas niveau de conscience de classe. Kroupskaïa, qui avait vu son esprit révolutionnaire, avait relevé aussi le bas niveau de la conscience de classe dans la jeunesse de l'organisation Travail et Lumière. C'est pourquoi elle se référait à son instinct, non à sa conscience de classe. C'est pourquoi la redéfinition idéologique du mouvement de jeunes représentait pour les bolcheviks la transformation d'un effort spontané et politiquement indéfini en une organisation avec une ligne et un projet politique clairs. Ce pas était essentiel pour que la Ligue puisse jouer un rôle idéologique dans la nouvelle configuration de classe. A court terme, c'était essentiel pour que la Ligue socialiste ait le potentiel de se transformer en un instrument puissant de lutte contre le Gouvernement provisoire. A long terme, elle aurait la responsabilité de donner une formation politique et idéologique à la jeunesse russe en général.

Les premières étapes du mouvement socialiste jeune se firent loin des structures de parti. Même quand sa redéfinition politique eût été dirigée par des jeunes qui s'identifiaient au parti bolchevique, le processus avait conservé son autonomie. Différents dirigeants bolcheviques manifestèrent leur intérêt pour le mouvement et arrivèrent à influencer son cours. Néanmoins les dirigeants bolcheviques ne contrôlaient pas directement la Ligue. De même, aucun des dirigeants de l'opposition contre Travail et Lumière ne pouvait se prendre pour un luminaire bolchevique. Des militants comme Alekseïev et Skorinko étaient des travailleurs qui représentaient de jeunes travailleurs comme eux.

#### La radicalisation du mouvement de jeunes et la classe ouvrière

La trajectoire du mouvement des jeunes, comme celle de la révolution en général, est très complexe et contradictoire. Ses lignes générales se sont déroulées parallèlement au cours que la classe ouvrière a emprunté entre février et octobre. Tout a commencé par un appel à l'unité de la part de toutes les forces progressistes. On a pu réunir presque la moitié de la jeunesse ouvrière de la capitale dans la première phase parce qu'on a commencé une campagne pour les droits d'un secteur de la classe ouvrière oublié par la révolution. Il a connu ses premières désillusions à la fin du printemps. Vers la fin de l'été, il s'était débarrassé de ses dirigeants modérés et avait rejoint le parti bolchevique. A travers ses nouveaux dirigeants, le mouvement prit un cours très différent de celui qu'avait pris l'ancien secteur. Ce fut l'incapacité de l'ancienne direction à projeter la

radicalisation d'un important secteur du mouvement qui contribua au rejet de la direction centrale par la majorité des rayons. La conséquence en fut d'alimenter le procès de radicalisation.

Les jeunes métallurgistes du rayon de Vyborg ont impulsé le mouvement de jeunesse moins d'un mois après que les usines du rayon aient commencé à tourner après la révolution de février. Le rôle des métallos de Petrograd dans le processus révolutionnaire russe a servi de base à un nombre considérable d'études<sup>66</sup>. Bien des caractères attribués aux travailleurs de la métallurgie en général s'appliquent aussi à leurs camarades jeunes. Des études récentes soulignent que, du fait des sursis pour le service militaire, les travailleurs de la métallurgie ont été relativement peu touchés par la mobilisation militaire pendant la guerre mondiale<sup>67</sup>. La jeunesse dans l'industrie métallurgique, en dépit du fait qu'elle n'avait que récemment commencé à travailler, se transforma, dès le début du mouvement gréviste, en un des secteurs les plus combattifs de la classe ouvrière. Il n'est pas pour nous surprendre que les mêmes usines qui avaient été l'épine dorsale du mouvement de grèves pendant la guerre (Baranovsky, Parviainen, Poutilov, Novy Lessner et Erikson) fournirent plus tard les dirigeants du mouvement des jeunes<sup>68</sup>. Nombre de ces jeunes venaient d'un milieu de métallos comme Ivan Skorinko et Vassili Alekseïev, tous deux pour la seconde génération chez Poutilov. Le fait que la grande majorité avait une éducation de base, joint à l'expérience politique acquise dans le mouvement de grève et leur fond métallo-ouvrier définirent le caractère militant de ces jeunes. L'importance de la demande économique en travailleurs qualifiés se traduisit au niveau de la sécurité de l'emploi pour ce groupe de travailleurs. Ainsi, quand Grigori Driazgov perdit son travail à l'usine Novy Lessner à la suite d'une grève, il retrouva à bref délai du travail à Novy Parviainen.

Les districts les plus radicaux à Petrograd étaient ceux où les métallos constituaient la majorité de la force de travail : Vyborg, Peterhof, Petrograd et les parties industrielles de l'île Vassilievsky. C'est précisément dans ces rayons que naquit le mouvement des jeunes. Le fait que ce mouvement soit né dans le rayon de Vyborg reflète le rôle d'avant-garde révolutionnaire joué par ce district. Ce furent les ouvriers de Vyborg qui impulsèrent la révolution de février et se maintinrent pendant plusieurs mois à la tête du processus révolutionnaire.

Depuis le début, le mouvement des jeunes avait eu l'appui de Chougourine, le dirigeant du comité bolchevique du rayon de Vyborg. C'est le même Chougourine qui, en février, avait perçu l'état d'esprit militant de son rayon et ses dispositions révolutionnaires, bien que le bureau russe du comité central de son parti n'ait vu dans les événements du 23 et du 24 que des émeutes pour le pain. En avril, une fois de plus, Chougourine perçut le radicalisme de la jeunesse ouvrière dans son rayon et leur proposa son appui sans réserve. Aussi la première réunion générale du

mouvement des jeunes en avril fut-elle convoquée par le soviet du rayon de Vyborg, lequel avait déjà une majorité bolchevique, le premier rayon de la ville à s'être identifié avec ce parti. Aussi, avant sa manifestation de masse du 1er mai, le mouvement des jeunes avait-il déjà la reconnaissance officielle du soviet et du comité bolchevique du rayon de Vyborg.

Chaque étape importante du mouvement de jeunes — sa naissance, sa définition et sa redéfinition — correspondirent à une étape fondamentale du développement de la révolution. Le mouvement jeune organisé naquit à la veille d'une vague de protestation populaire qui aboutit en avril à la démission de Milioukov et Goutchkov. La participation joyeuse et triomphatrice de la jeunesse ouvrière à la manifestation du 1er mai (le 18 avril) précéda de deux jours les protestations d'avril. Au début d'avril, Lénine était revenu et avait attaqué son parti pour son retard sur la classe ouvrière. Deux semaines après les thèses d'avril, le mouvement de jeunes naissant réussit à mobiliser 100 000 jeunes pour la manifestation du 1er mai. Pourtant, que ce soit au niveau local ou national, le parti bolchevique n'avait pas prévu le potentiel révolutionnaire de ce secteur du prolétariat et n'avait pas posé les bases d'une organisation municipale de la jeunesse ouvrière. Il faut reconnaître qu'au niveau local le parti avait été sensible à ce potentiel et qu'il avait appuyé le mouvement à ses débuts. Ce fait conforte le sentiment de Lénine que, pendant que les organismes centraux du parti s'étaient éloignés du mouvement populaire, les organisations locales étaient restées sensibles aux dispositions révolutionnaires des masses.

Les multitudes qui se lancèrent dans les rues avec des pancartes condamnant Milioukov et la guerre les 19 et 20 avril l'avaient fait « spontanément ». De même, le mouvement de jeunes avait été un effort spontané — c'est-à-dire que dans aucun des deux cas, les masses n'avaient répondu à des initiatives des partis politiques <sup>69</sup>. L'atmosphère pendant les fêtes du 1er mai, malgré la tension due à la guerre et à l'inflation, était de joie et d'espérance. Les travailleurs, dès le printemps, se défiaient du patronat.

Au niveau populaire, cet état d'alerte se traduisit dans le pouvoir et le prestige croissants des soviets de rayon et des comités d'usine. Les patrons avaient commencé à attaquer le mouvement ouvrier en fermant les entreprises. Les ouvriers réagissaient souvent en occupant la direction ou au moins en examinant les livres de compte pour contester les fermetures <sup>70</sup>. Tandis qu'au début de la révolution le Soviet central avait l'exclusivité en termes de pouvoir et de prestige, en juin déjà il commençait à perdre du terrain par rapport aux soviets de rayon et aux comités de fabrique. Au fur et à mesure que le procès révolutionnaire allait se polarisant, la droite, déjà à la fin du printemps, parlait de la nécessité de « la poigne » et par ailleurs la classe ouvrière rejetait ceux de ses dirigeants qui continuaient à chercher un compromis avec la bourgeoisie. Le courant

populaire changeait imperceptiblement son cours, laissant derrière lui les conciliateurs. Les bolcheviks répondaient mieux que tout autre parti aux aspirations de la classe ouvrière radicalisée <sup>71</sup>.

Un indicateur de la radicalisation de la classe ouvrière se manifesta les 7 et 8 juin quand les travailleurs du rayon de Vyborg se mirent en grève une fois de plus pour manifester leur déception du gouvernement de coalition. Le 18 on entendit les mots d'ordre bolcheviques dans une démonstration de masse : « A bas les ministres capitalistes ! A bas l'offensive ! Tout le pouvoir au Soviet ! » De façon contradictoire, le 3 juin, le Soviet avait adopté une résolution appuyant Kerensky et l'offensive. La classe ouvrière éprouvait une grande loyauté et s'identifiait au Soviet comme à sa propre institution de pouvoir bien qu'à ce moment il ne fût pas un instrument aussi proche de ses aspirations qu'il l'avait été au début de la révolution <sup>72</sup>. L'écart entre la direction et la base se manifesta également dans le mouvement de jeunesse. Chevtsov avait interdit à la jeunesse de participer à la manifestation du 18 juin. Il jouissait alors de la confiance de la jeunesse et bien que cette directive allât contre le courant populaire, il fut obéi.

En fait, les masses de la jeunesse ouvrière étaient à la gauche de ses dirigeants locaux. Au niveau de l'usine et du soviet de rayon, la jeunesse organisée faisait pression pour un pouvoir politique et économique plus grand tandis que sa direction réclamait des améliorations vagues dans la situation matérielle, politique et culturelle et l'accès aux facilités d'éducation. Le manque d'expérience politique de la direction et ses conceptions erronées en ce qui concerne le degré de radicalisation de la jeunesse aboutit en juillet à la débâcle de l'organisation Travail et Lumière.

Les contradictions dans la vie politique de Petrograd qui provenaient du retard de la direction socialiste sur la classe ouvrière, s'aiguèrent dans le mouvement de jeunesse. Au milieu de juin, les débats dans les comités de rayon sur les statuts de Travail et Lumière minèrent la position de Chevtsov comme dirigeant-clé de l'organisation de jeunes. Sa popularité était néanmoins évidente dans le conseil de l'organisation, ce qui provoqua l'adoption du manifeste à l'unanimité des délégués. Deux semaines plus tard, tous les membres participeraient à l'ensemble des manifestations pro-bolcheviques du début de juillet. Dans le rayon de Vyborg, berceau de Travail et Lumière, les ouvriers, adultes et jeunes, des usines Erikson, Renault et Novy Lessner furent les premiers à se mettre en grève <sup>73</sup>. Après un bref recul, conséquence de la persécution des bolcheviks par le gouvernement, les masses de Petrograd commencèrent à rejeter ouvertement leurs dirigeants modérés. Le procès commença à la base, dans les comités d'usine et les soviets de rayon. La radicalisation du mouvement jeune ne fut que l'une des multiples manifestations de ce processus.

Tandis que les mencheviks et les s.r. avaient concentré leurs énergies



sur le Soviet central de Petrograd, les bolcheviks avaient donné plus de poids au travail local et étaient arrivés à contrôler les soviets de rayon et la conférence interrayerons. Les organisations les plus radicales tendaient précisément à être les plus proches et les plus sensibles aux revendications des travailleurs. Elles devinrent la base sur laquelle s'appuyaient les bolcheviks. Après le soulèvement de juillet, les bolcheviks furent accusés d'être des agents allemands et d'avoir provoqué les troubles. Bien qu'initialement l'augmentation des membres du parti ait cessé, le coup fut superficiel et dès la fin juillet le parti commença à gagner à nouveau de la popularité au niveau du rayon<sup>74</sup>. Le fait qu'à la fin juillet le mouvement jeune se réorganisa en Ligue socialiste de la jeunesse ouvrière reflétait la tendance générale.

Le processus de radicalisation tant pour le prolétariat en général que pour la jeunesse en particulier ne fut pas unilinéaire mais eut également ses contradictions profondes. Ironiquement, Travail et Lumière se créa dans le rayon le plus radical de Petrograd, parmi les jeunes métallos de Vyborg. Comme le dira plus tard Kroupskaïa, cette jeunesse fut nettement révolutionnaire et n'accepta jamais les idées de droite<sup>75</sup>. Les conquêtes réalisées par la jeunesse de Vyborg qui ont été arrachées grâce à son organisation et non par son manque de passion révolutionnaire, expliquent sa loyauté à l'égard de Travail et Lumière. Dans ce rayon extrémiste, les jeunes ont obtenu la représentation dans les comités d'usine et au soviet de rayon, ont obtenu des facilités pour l'éducation et la journée de 6 heures dans nombre d'usines. En effet ils avaient livré avec succès les mêmes luttes économiques et politiques que la Ligue préconisera en août comme partie de son programme. Les Statuts et le Manifeste de Travail et Lumière ne reflétaient ni les conquêtes concrètes ni les revendications politiques de la jeunesse de Vyborg. Néanmoins, pour cette dernière, ces insuffisances semblaient secondaires par rapport à la capacité de cette organisation d'unifier le prolétariat jeune<sup>76</sup>. Le militant du rayon de Vyborg Nikolai Fokine suggère que la scission provint en partie de la rivalité qui existait entre son rayon et celui de Narva-Peterhof. Selon son opinion, la base de l'organisation de Vyborg ressentit vivement le nouveau statut et le combattit même parce qu'elle l'identifiait à l'autre rayon. L'organisation de Narva-Peterhof ne s'était jamais complètement intégrée à Travail et Lumière. Les jeunes de Vyborg considérèrent probablement les efforts de l'autre organisation comme une ingérence néfaste et inutile<sup>77</sup>.

Les succès obtenus par la jeunesse de Vyborg étaient dus à sa capacité de réunir un nombre de membres aussi impressionnant, ainsi qu'à l'appui que lui donnèrent les comités d'usine et le soviet de rayon, lesquels, contrôlés par les bolcheviks, faisaient droit à leurs revendications. A l'exception des rayons de Peterhof et Petrograd, la jeunesse n'arracha pas les mêmes revendications dans les autres rayons de la ville. Il apparut

évident que, pour atteindre ses objectifs, l'organisation devait prendre des positions plus agressives au niveau local municipal. Mais la direction initiale était incapable d'impulser une campagne de ces dimensions. Cela parut plus évident au cours du printemps. La transition qui culmina avec la création de la Ligue socialiste en tant qu'organisation municipale, fut très difficile pour l'organisation de Vyborg. Néanmoins par la suite des secteurs importants de la vieille organisation, comme les jeunes regroupés autour de Driazgov, se joignirent à la Ligue. De fait, l'organisation du rayon de Vyborg devint l'un des comités de rayon les plus forts de la Ligue socialiste. Les militants du rayon de Vyborg, comme Driazgov, appuyèrent la révolution d'Octobre et lui fournirent des cadres dans l'Armée rouge comme la bureaucratie du nouvel Etat.

A la même époque à laquelle se fonda la Ligue socialiste, se tinrent les élections à la Douma de Petrograd, le 22 août. Les bolcheviks arrivèrent en deuxième position avec 35 % des voix, contre 39 % aux social-révolutionnaires<sup>78</sup>. C'est-à-dire qu'au moment où le mouvement des jeunes s'identifiait aux bolcheviks, ce parti démontrait sa popularité grandissante au sein de la classe ouvrière dans les élections municipales. A la fin de ce mois, l'offensive d'extrême-droite de Kornilov radicalisa encore plus la classe ouvrière. La jeunesse ouvrière joua un rôle déterminant dans les rangs des Gardes rouges qui combattirent Kornilov. De même sa participation aux luttes d'octobre fut irremplaçable.

Bien que les bolcheviks n'aient pas obtenu la majorité au Soviet central avant septembre, le mouvement de jeunesse s'était identifié comme pro-bolchevique à la fin d'août. La différence de quelques semaines est à attribuer au fait qu'à la base les bolcheviks sont arrivés plus vite à consolider leur position. Elle s'explique aussi par la tendance naturelle à la radicalisation de la jeunesse ouvrière qui avait démontré sa combativité dans les débuts de la révolution en février, dans le soulèvement de juillet et dans la lutte contre Kornilov en août. La « bolchevisation » du mouvement jeune prend évidemment place dans le procès général que vivait la jeunesse ouvrière à Petrograd pendant les six premiers mois de la révolution russe. Pour Octobre, les bolcheviks comptaient sur l'appui décisif de la jeunesse socialiste ouvrière.

## Conclusion

Bien qu'il soit évident que la jeunesse constitua une des sources d'appui principales des bolcheviks dans la révolution d'Octobre et après, cet appui ne s'est pas exprimé à travers l'organisation de jeunesse. En effet, le mouvement ouvrier jeune passa par une période de démobilisation à partir de la fin de l'été de 1917, dont il ne sortit pas avant la fin de la guerre civile. De 50 000 membres au printemps 1917, l'organisation jeune passa à moins de 2 000 à la fin de l'année.

Différents facteurs ont contribué à cette chute. L'un des plus importants fut que la jeunesse révolutionnaire fut canalisée vers les Gardes rouges. On peut analyser le mouvement de jeunes dans le cadre de la tendance du processus révolutionnaire qui inspira la création d'organisations ouvrières nouvelles répondant mieux aux nécessités du moment de l'histoire. Ainsi les ouvriers adultes ont préféré les comités d'usine aux syndicats parce que les premiers étaient proches de leurs luttes et offraient un cadre plus propice au militantisme qui caractérisa la période révolutionnaire. La jeunesse ouvrière construisit aussi ses comités, d'abord dans les usines, puis au niveau du rayon pour promouvoir ses luttes à travers eux. Autrement, sa cause n'aurait pas obtenu la priorité de la part des institutions ouvrières plus traditionnelles. Avec la menace de la contre-révolution en août et l'urgence de la prise de pouvoir en octobre, l'institution des gardes rouges revêtit une importance primordiale pour le secteur le plus révolutionnaire de la classe ouvrière, y compris de la jeunesse. Probablement la majorité de la jeunesse socialiste considéra-t-elle sa participation aux gardes rouges à partir du printemps de 1917 comme plus pressante que sa participation à l'organisation de jeunes.

On peut supposer que, en même temps qu'une partie de leurs membres était canalisée vers les autres institutions ouvrières, le mouvement perdit des membres qui quittaient la ville à la recherche de conditions moins précaires ou qui avaient perdu leur emploi. La crise économique se faisait sentir plus sévèrement dans les industries qui produisaient pour les branches militaires, comme c'était le cas pour la métallurgie. Cela affecta particulièrement la jeunesse métallurgiste, car les jeunes, moins qualifiés étaient licenciés dans des proportions plus importantes que les autres.

Enfin le déclin des effectifs des membres de l'organisation jeunes répondait aussi à la léthargie générale que le mouvement ouvrier traversa à partir de l'été. Bien que différents historiens aient abordé ce thème, le phénomène de démobilisation n'a pas été analysé à fond<sup>79</sup>. Sans consultation des archives des syndicats, comités d'usine et autres institutions ouvrières, il sera impossible d'aboutir à des conclusions définitives. On peut néanmoins soulever quelques points en relation avec l'organisation de jeunes qui pourraient s'appliquer aussi aux autres organisations. Kroupskaia, qui conservait des liens dans le mouvement jeune, s'opposa à la création d'un nouveau centre organisateur en été 1917. Elle craignait qu'un centre nouveau ne sape le caractère de masse du mouvement. Il est incontestable que de nombreux jeunes qui s'étaient identifiés au mouvement à l'origine furent déçus par la redéfinition du mouvement en août. Bien qu'une fraction d'entre eux réintégrèrent le mouvement, beaucoup probablement entrèrent dans les Gardes rouges ou autres institutions ou s'éloignèrent tout simplement des organisations ouvrières. Il est possible que Kroupskaia ait vu juste quand elle s'opposa à la définition du mouvement jeune en tant que socialiste parce qu'elle allait repousser une partie

de la jeunesse. Avec sa perspicacité politique, Kroupskaia comprenait que, bien que dans la pratique la jeunesse appuyât la ligne bolchevique, en même temps, ce n'était pas tout le secteur radical jeune qui était disposé à conclure un accord politique avec le parti. Le caractère de masse de l'appui aux bolcheviks en général était dû à ce que la ligne du parti à ce moment reflétait les intérêts de la classe ouvrière plus que tout autre parti. Cela impliquait un appui pratique, mais pas l'appartenance au parti. L'identification de l'organisation jeune comme une organisation pro-bolchevique en théorie et en pratique satisfaisait le secteur le plus radicalisé de la jeunesse ouvrière. Mais pour pouvoir refléter ce secteur de la jeunesse, la Ligue socialiste devait sacrifier le caractère de masse qu'avait eu l'organisation qui la précédait.

Pour revenir à l'analyse de S.A. Smith sur les institutions ouvrières en 1917 et 1918, la garantie de la force de l'aspect démocratique dans les organisations ouvrières était la participation massive à la prise de décision et à leur mise au point. Au fur et à mesure que déclinait cette participation, ces institutions passaient à un fonctionnement sous une forme plus centralisée, avec son personnel de direction qui acquérait plus de poids dans tous les aspects du fonctionnement organisationnel. L'organisation de jeunes n'échappa pas à ce processus.

Nombre des courants principaux qui ont défini le processus révolutionnaire russe se sont reflétés dans le mouvement ouvrier jeune. La jeunesse démontra la capacité des masses à créer des organisations répondant au moment historique, la prise de conscience de masse, l'astuce pour distinguer entre les courants politiques opposés, la capacité de préparer un programme et la combativité sur les objectifs de classe. En même temps, dans le domaine de l'organisation se trouvaient des éléments de centralisme qui, bien que non pré-déterminants, eurent un impact sur le caractère ultérieur de l'organisation.

En janvier 1918, l'organisation jeune avait disparu de presque tous les rayons de Petrograd. C'était seulement dans le rayon de Vyborg que subsistait encore l'ombre de ce qui avait été l'organisation locale. Mais le centre municipal continuait son existence presque fictive. De Vyborg fut lancée une attaque contre ce centre moribond. Le centre, le dénommé comité de Petrograd de la Ligue socialiste, put vaincre l'opposition, mais ce fut une victoire à la Pyrrhus parce que plus de groupes locaux encore cessèrent de fonctionner dans la débâcle. Une des ironies de l'histoire du mouvement se manifesta à l'automne de 1919 lorsque, en dépit des conditions désastreuses auxquelles se heurtait l'organisation de jeunes, la Ligue socialiste de Petrograd s'unit à l'organisation jeune de Moscou pour créer l'organisation jeune nationale, le Komsomol. Au niveau national, l'organisation représentait moins de 25 000 membres — moins de la moitié des membres de Travail et Lumière au printemps de 1917.

## NOTES

## Traduction française de Jean Redon

1. L'estimation communément utilisée par les historiens soviétiques est de 40 % de la force de travail. Cf. Akademii Nauk, Institut Istorii SSSR, *Istoriia rabochij Petrograda*, ed. A.R. Dzemishevich, t. 2, Leningrad, 1972, p. 16. Leiberov et Chkaratan utilisent des pourcentages inférieurs : 17 % de la force de travail industriel fut mobilisée. Cf. Leiberov et Chkaratan, « K voprosu o sostave petrogradskii promyshlenny rabochij v 1917 g. », *Voprosy Istorii*, 1961, 1, pp. 42-51 ; O.I. Chkaratan, « Izmenia v sotsialnom sostave fabrichno-zavodskij rabochij Leningrada (1917-1928) », *Istoriia S.S.S.R.*, 1959 : 5, pp. 21-38 ; Z.V. Stepanov, *Rabochie Petrograda v period podgotovki i provedeniia oktiabrskogo v ruschennogo vostaniia*, Leningrad, 1965, pp. 25-26.
2. Stepanov, *op. cit.*, pp. 36 & 49.
3. *Ibidem*, p. 38.
4. Andréi Shojin, *Kratkaia istoriia VLKSM* ; Moscou, 1928, p. 3.
5. A.N. Atsarkin, *Pod bolshevijskoe znamia. Soiuzy rabochei molodiozhi v Petrograde v 1917 g.*, Leningrad, 1958, p. 43.
6. Cf. Grigorii Driazgov, *Zapiski komsomoltsa*, M.L., 1930, p. 105 ; Ivan Skorinko, « Iz vospominanii » dans *Leninskoe pokolenie*, ed. P.F. Kudelli, Leningrad, 1926, p. 27 ; Sojin, *op. cit.*, p. 41 ; Pavel Bourmistrov, « Vospominaniia », dans *Za piat liet*, ed. M. Udalov et O. Ryvkin, Petrograd, 1922, p. 54 ; Evgenia Gerr, *Na puti k millionam. Očerki po istorii inoshejskogo dvizhenia v Rossii*, Molodaia gvardiia, 1925, p. 12.
7. Grigorii Driazgov, *Na puti k komsomolu*, L. 1924, p. 11 ; Atsarkin, *op. cit.*, p. 43.
8. Atsarkin, *op. cit.*, p. 43, Stepanov, *op. cit.* p. 52.
9. Diane Koerner, « Urban Families, Working Class Youth Groups and the 1917 Revolution in Moscow », dans *The Family in Imperial Russia*, ed. D. Ransell, Chicago, 1976 ; Stepanov, *op. cit.*, p. 38.
10. Stepanov, *op. cit.*, p. 38.
11. Driazgov, *Na Puti...*, Tsuyoshi Hasegawa, *The February Revolution : Petrograd 1917*, Seattle, 1981, p. 83.
12. Kudelli, *op. cit.*, p. 4.
13. Hasegawa, *op. cit.*, p. 219.
14. Driazgov, *Zapiski...*, pp. 61-63.
15. Driazgov, *Na puti...*, pp. 34-36.
16. Driazgov, *Zapiski...*, pp. 72-73.
17. Bourmistrov, « Vospominaniia »... p. 52.
18. Skorinko, « Iz vospominanii », p. 15.
19. S.A. Smith, *Red Petrograd : Revolution in the Factories 1917-1918*, Cambridge, p. 199.
20. Driazgov, *Zapiski...* p. 105 ; Skorinko « Iz vospominanii »... p. 54 ; E. Gerr, « Na puti »... p. 12.
21. La discussion se base sur les documents publiés en brochures : Piotr Chevtsov, *Petrogradskaia Proletarskaia Inoshejskaia Organizatsiia « Trud i Svet »*, Petrograd, 1917 ; Ryvkin, « Iz vospominanii », dans Kubelli, *op. cit.*, p. 176, Leopold Levenson, « Trud i Svet » *ibidem*, pp. 96-100.
22. Smith, *op. cit.*, p. 200.
23. Chevtsov, *op. cit.*, p. 4 ; Nikolai Fokin, « Kak eto bylo i kak stalo », *Za piat liet*, p. 64 ; Driazgov, *Na puti...*, p. 42 ; P. Tolmazov « Pervye dni », *Smena* 31 VIII 1921, n° 19, p. 2.
24. Dans *Na puti...*, Driazgov évalue à 16 000 le nombre des adhérents, Bourmistrov, *loc. cit.* p. 55 de 15 à 18 000 ; Evgenia Gerr, qui n'était pas dans « Travail et Lumière » estime qu'il y avait en août 7 000 membres, après beaucoup de départs (*op. cit.*, p. 10).
25. Mikhaïl Kuznetzov, « Pervye organizatsionnye shagi v 1917-1918 g. », dans Kudelli ; *op. cit.*

26. Driazgov, *Na puti*, p. 59.
27. B.D. Galperina, *Raionnye soviety Petrograda v 1917 godu*, documents : t.I, doc. 72, p. 97 ; doc. 429, T.II, p. 133, t. II, doc. 440, p. 149.
28. *Ibid.*, t. III, doc. 548, p. 17 ; doc. 559, p. 34 ; doc. 561, p. 35, doc. 567, p. 48 ; t.II, doc. 441, p. 151.
29. Driazgov, *Zapiski*, pp. 114-118 ; Atsarkin, *op. cit.*, p. 143.
30. Atsarkin, *Zapiski*, p. 143 ; Skorinko, *op. cit.*, pp. 29-30.
31. Levenson « Trud i Svet », pp. 101-104.
32. Driazgov, « Po proidennomu puti », dans Kudelli ; *op. cit.*
33. V.G. Zakharov, ed. *Očerki istorii Leningradskoi organizatsii KPSS*, Leningrad, t.I, p. 261.
34. Driazgov, *Na puti...*, p. 46 ; Driazgov et Shidlovskii, éd., *Odin iz osnovatelei Komsomola : Vasia Alekseev*, Leningrad, 1926, p. 81.
35. Driazgov, *Na puti*, pp. 49-50.
36. Metelev, « Iulskoe vosstanie v Petrograde » dans *Proletarskaia Revoliutsiia*, 1922, n° 6, pp. 165-166.
37. *Ibidem*, p. 166.
38. Driazgov, *Na puti*, p. 67.
39. *Ibidem*, pp. 50-51.
40. *Ibidem*, p. 52.
41. Kuznetzov, *loc. cit.*, p. 94.
42. Cf. note 44.
43. Ivan Tiutikov, « Vospominaniia », dans *Odin iz...* p. 29 ; Ivan Skorinko, *Komsomoltsy oktiabria*, Leningrad, 1925, p. 28 ; Skorinko « Iz vospominanii », pp. 20-22.
44. Skorinko, *op. cit.*, p. 21, *loc. cit.*, p. 59.
45. Tiutikov, *op. cit.*, p. 30.
46. Galperina, *op. cit.*, t.II, doc 470, pp. 200-201.
47. « Statuts de la Ligue socialiste de la jeunesse ouvrière du rayon de Narva-Peterhof », dans Kudelli, *op. cit.*, pp. 66-69. Au sens technique, la Ligue socialiste fut organisée dans le district municipal de Peterhof. Mais, avant la révolution, Peterhof avait fait partie de Narva. Les partis politiques traitaient les deux rayons comme une unité politico-administrative. On fait souvent référence aux organisations politiques de Peterhof comme faisant partie de Narva. L'exemple classique est l'usine Poutilov qui se trouvait à Peterhof mais qui était intégrée à Narva pour le travail politique. Cf. Galperina, t.II, pp. 91-92 pour plus de détails.
48. Skorinko, *Molodiozh v borbe za oktiabr*, Moscou, 1926, pp. 33-35 ; *Rabochii i Soldat*, 2 VIII 1917, p. 4.
49. Eduard Leske, « Kak my organizovali SSRM », Kudelli, *op. cit.* p.107 ; E. Gerr, *op. cit.*, p. 10.
50. Tiutikov, *op. cit.*, p. 30.
51. La composition est très controversée et il y a des versions différentes : Kuznetzov, *loc. cit.*, p. 94, Atsarkin, *loc. cit.*, p. 236 ; Driazgov, « O sostave 1-go Petrogradskogo Komiteta SSRM », dans Kudelli, *op. cit.*, p. 71 ; O. Ryvkin, *Očerki po istorii VLKSM*, Moscou, 1933, p. 109. Dans ses souvenirs, Driazgov indique deux présidents différents pour le premier comité, Leske et Kuznetzov (dans *Zapiski*).
52. Statuts et programme de la Ligue socialiste dans Kudelli, *op. cit.*, pp. 66-69.
53. Driazgov, *Zapiski...*, pp. 144-150.
54. Sojin, *op. cit.*, p. 42 ; Kroupskaia, « Soiuzy molodiozhi » dans *Pravda* 27 mai 1917 p. 2 ; Atsarkin, *op. cit.*, p. 237 ; rapports de Kroupskaia et de Kharitonov à la 2<sup>e</sup> conférence municipale du parti bolchevique de juillet 1917 dans *S'ezdy RKP o molodiozhi*, pp. 9-11 ; Driazgov, *Na puti*, p. 48 et Trotsky, *Histoire de la Révolution russe*.
55. P. Smorodin propose un chiffre plus élevé — 16 000 — dans « Vospominaniia », *loc. cit.* p. 48. Pour le chiffre de 13 000, voir Atsarkin, *op. cit.*, p. 237 ; E. Tiazhelnikov, *Slavnyi put leninskogo komsomola*, Moscou, 1974, p. 84 ; Zakharov, *op.cit.*, t.I ; p. 472 ; Novaia Zhizn, 3 octobre 1917, p. 4.

56. N. Krupskaja, « Neotlozhnaia zadacha rabochij-okhrana truda detiei i podrostkov », *Pravda*, 16 avril 1917, pp. 3-4.
57. N. Krupskaja, « Borba za rabochuiu molodiozh », *Pravda*, 20 mai 1917, p. 2.
58. N. Krupskaja, *Reminiscences of Lenin*, New York, 1960, pp. 360-362.
59. N. Krupskaja, « Kak organizovat rabochuiu molodiozh », *Pravda* 20 juin 1917, p. 2.
60. Istomol Ts ELKSM. *S'ezdy RKP o molodiozhi*, M.L. 1924, pp. 10-11.
61. *Ibidem*, p. 18.
62. *Ibidem*, pp. 19-22.
63. *Ibidem*, pp. 22-23.
64. *Ibidem*, pp. 9 & 21.
65. L'attestation du comité exécutif de la jeunesse de Vyborg permettant à Bourmistrov et S. Egorov de recruter des Gardes rouges dans quatre usines du rayon conformément à un ordre de Kroupskaja : Kudelli *op. cit.*, p. 77.
66. Leiberov & Chkaratan, « K voprosu o sostave petrogradaskikh promyshlennykh rabochikh v 1917g », *Voprossy Istorii*, 1961, n° 1, pp. 42-51. Stepanov, *loc. cit.* pp. 21-38 ; Sobol'ev, *Revolutsionnoe soznanie rabochij i soldat Petrograda v 1917g (period dvoevlastiia)* Leningrad, 1973, pp. 13-25.
67. Hasegawa, *op. cit.*, p. 101.
68. *Istorua rabochij Petrograda* (cf. n.1), p. 16.
69. Trotsky, *Histoire de la Révolution russe*.
70. Marc Ferro, *October 1917 : A Social History of the Russian Revolution*, Londres, 1967, pp. 274-275.
71. *Ibidem*, p. 182.
72. Alexander Rabinowitch, *The Bolsheviks came to Power : The Revolution of 1917 in Petrograd*, New York, 1976, p. XXXI.
73. *Ibidem*, p. 8.
74. *Ibidem*, p. 63 ; Trotsky, *op. cit.*
75. Krupskaja, *Vospominanii*, p. 363.
76. Levenson, « Trud i Svet », p. 98.
77. Fokin « Kak ... », p. 65.
78. Rabinowitch, *op. cit.*, p. 159.
79. Smith, *op. cit.*, pp. 198, 202 ; Koenker, *Moscow Workers and the 1917 Revolution*, Princeton 1981, pp. 175-183 ; Ferro, *op. cit.* pp. 194-197.

Jean-Jacques Marie

## L'activité du Comité de Pétersbourg du parti bolchevique entre février et octobre 1917

« Pétersbourg n'existe pas en tant que localité distincte. Pétersbourg est le centre géographique, politique et révolutionnaire de toute la Russie. Toute la Russie observe de près la vie de Pétersbourg. Toute initiative prise à Pétersbourg apparaît comme un exemple pour toute la Russie ».<sup>2</sup>

Ainsi s'exprimait Lénine lors d'une discussion du Comité de Pétersbourg sur la nécessité ou non pour ce dernier d'avoir son propre journal en plus de la *Pravda* éditée par le comité central et diffusée pour l'essentiel à Pétersbourg et dans sa région...

C'est cette appréciation qui justifie cette brève étude sur l'activité du Comité de Pétersbourg du parti bolchevique en 1917. Son objet est strictement délimité : elle porte sur les questions d'organisation et de vie interne de ce comité.<sup>3</sup>

Rappelons d'abord en quelques lignes les données essentielles sur le prolétariat de Petrograd où le parti bolchevique est profondément enraciné. C'est ce qui empêche la police tsariste malgré rafles, arrestations, emprisonnements et agents provocateurs de démanteler le Comité de Pétersbourg.

Au 1er janvier 1917, il y a 393 000 ouvriers d'usine recensés à Petrograd, soit 150 000 de plus qu'en juillet 1914 : 233 000 dans la métallurgie, 60 % du total ; 44 000 (surtout des femmes) dans le textile, 40 000 dans l'industrie chimique, 26 000 papetiers et polygraphistes. Plus de 70 % travaillent dans des entreprises de plus de 1 000 ouvriers, 60 % dans des entreprises de plus de 2 000. L'usine Poutilov (dans le rayon de Narva) emploie 29 000 ouvriers, Troubotchni dans le rayon de l'île Vassilievsky près de 19 000... Ce prolétariat où prédominent les métallurgistes est donc très concentré et très jeune : un ouvrier sur quatre a entre 16 et 21 ans. Les métallurgistes sont concentrés dans les rayons de Vyborg, Narva, Vassilievsky où le parti bolchevique est le plus fort, le mieux organisé, le moins ébranlé par la répression : près de 85 % des ouvriers

de Vyborg sont des métallurgistes. Plus d'un quart des métallurgistes de Russie travaillent à Petrograd qui rassemble à elle seule près de 10 % de la classe ouvrière de l'empire...

Le Comité de Pétersbourg a été pendant la guerre soumis à une répression qui a amené la police à se vanter à plusieurs reprises de l'avoir démantelé, d'avoir coupé ses liens, de l'avoir réduit à quantité négligeable... Avant même la déclaration de guerre, la police avait arrêté 33 responsables et militants du rayon de Vyborg, puis, du 5 au 7 juillet, 20 du Comité de Pétersbourg et des comités de rayon ; le 5 août, arrestation d'autres membres du Comité et des comités de rayon. Nouvelle série d'arrestations les 26 et 28 avril 1915 qui emporte 16 responsables. La dernière série frappe le Comité en cinq vagues successives, les 9, 10, 18 et 19 décembre 1916, puis le 2 janvier 1917, où la police arrête dix membres du Comité. En trois ans et demi, ce dernier a subi près de trente vagues d'arrestations qui l'ont parfois démantelé plus ou moins, paralysé quelques semaines, mais qui n'ont jamais — la répétition des rafles le prouve — pu empêcher les bolcheviks de Petrograd de reconstituer leurs organismes dirigeants. Un vieux bolchevik de l'usine Stary Lessner se souvient :

« Ils démantelaient les organisations du parti, ils arrachaient de nos rangs de nombreux camarades dirigeants. Le lien avec les organismes responsables du rayon et de Piter se rompait de temps à autre ». <sup>4</sup>

Mais il était toujours rétabli.

La saignée n'en était pas moins profonde : autour de 500 membres du Comité de Pétersbourg, du bureau russe du C.C., qui siégeait dans la capitale, et de comités de rayon, ont été arrêtés et emprisonnés ou déportés au cours des trois années et demi de guerre ; plusieurs centaines de militants — voire des milliers — ont été arrêtés et emprisonnés ou, lorsqu'ils étaient arrêtés dans le cours de grèves, envoyés à la caserne ou au front. Aussi les effectifs du parti bolchevique ont-ils considérablement fléchi à Petrograd comme dans le reste de la Russie.

A combien évaluer ses effectifs à la veille de la révolution de février ? Les historiens soviétiques, depuis longtemps, répondent : 2 000 au moins. Ils s'appuient pour cela sur le rapport d'Ermakov, envoyé de Pétersbourg, au comité de Moscou en juin 1916. Ermakov affirme que le Comité de Pétersbourg avait dans ses rangs 2 000 membres payant régulièrement leurs cotisations, dont 600 dans le seul rayon de Vyborg. Mais quand on sait que l'assemblée générale du rayon de Vyborg, à la mi-mars 1917, plus de deux semaines après la révolution triomphante, dans une période d'enthousiasme et de recrutement accéléré, ne rassemble que 232 militants, on a quelque raison de mettre en doute ce chiffre de 2 000... qui est exactement celui que donnent les sources sur le nombre de militants à Petrograd à la fin de la première semaine de mars 1917.

Certains donnent pourtant des chiffres plus élevés encore. Ainsi, l'un des membres du Comité, Eremeiev, affirma qu'à Petrograd, « il y avait

environ 5 000 bolcheviks organisés dans le parti » au moment de la révolution de février <sup>5</sup>. Un historien soviétique avait évalué en 1927 le nombre des membres du parti bolchevique dans les quinze grandes agglomérations — le parti était alors inexistant dans les campagnes — à un chiffre entre 4 260 et 5 100 (K. Chelavine, *Rabotchii klass i VKP (b) v Fevral'skoi Revolyutsii*, (La classe ouvrière et le Parti communiste russe dans la révolution de février, Leningrad 1927).

Le recensement de 1922 donnait le chiffre de 10 483 membres adhérents avant la révolution de février, et, en particulier, 817 à Petrograd <sup>6</sup>. Mais ce chiffre est trompeur. Des milliers de militants et cadres des années 1902-1907 (entre autres parmi ceux qui avaient adhéré pendant la révolution de 1905) avaient quitté ensuite le parti pour n'y plus revenir avant 1917... et, parmi eux, des membres du C.C. Rappelons l'exemple de Krassine <sup>7</sup>, membre du premier C.C. dirigeant de la fraction bolchevique du Soviet de Petrograd jusqu'au retour de Lénine en 1905, qui s'éloigna du parti avec toute la fraction ultra-gauche en 1909, cessa toute activité politique ensuite et ne revint proposer ses services qu'un jour de décembre 1917 : le fait d'avoir adhéré avant 1917 ne signifie nullement que l'on militait en février 1917. L'académicien Mints, auteur d'une officielle et énorme *Istoria Velikovo Oktiabria* publiée à Moscou en 1967, rappelant ces chiffres pour les juger insuffisants (sauf celui d'Eremeiev), affirme qu'il y avait en juin 1916, « plus de 2 000 membres du parti à Petrograd » <sup>8</sup> et que, « dans la seconde moitié de 1916, le développement du parti s'était renforcé ». Il dénonce l'idée de compter « le nombre des membres du parti pendant la guerre au moyen du nombre de ceux qui se sont présentés après la victoire de la révolution de février ». <sup>9</sup>

Or Mints affirme le contraire, comme les enregistrements des premiers jours de mars sont assez faibles, il assure :

« Il est difficile de supposer que, dans les premiers jours de la révolution, surtout au début de la campagne de calomnie contre les léninistes, des gens totalement neufs soient entrés dans le parti. Il faut supposer que la majorité d'entre eux avaient participé jusqu'alors à l'activité du parti et qu'après la révolution ils ont soit rétabli soit formalisé leur qualité de membres. Il ne faut pas confondre le nombre de ceux qui se sont présentés à la première réunion avec le nombre effectif de membres du parti » <sup>10</sup>.

Ainsi Mints considère-t-il comme militants ceux qui payaient leur cotisation en janvier ou février 1917, ceux qui l'avaient payée avant (jusqu'à une date fort reculée dans le temps ; depuis 1902 ou 1903 peut-être !) et ceux qui auraient pu la payer s'ils n'en avaient été empêchés par des circonstances et des considérations diverses... ! Le fait qu'un bolchevik de 1913 ou de 1914 adhère en mars 1917 ne permet pas de le comptabiliser comme militant en janvier et février 1917, même si alors — et c'est souvent le cas — il agit et intervient aux côtés des militants de son ancien et futur parti.

La *Pravda* des 7 et 18 mars 1917 a publié le rapport d'activité du Comité de rayon de Vyborg qui indique un recrutement certain à compter d'octobre 1916 : ainsi la cellule de l'usine Nobel a versé au comité de rayon 6 roubles, 30 de cotisation en octobre, 11 roubles en novembre, 22 roubles, 60 en novembre, 43 roubles et 75 kopeks en décembre, l'usine Russo-Balt 16 roubles en octobre, 18 en novembre...<sup>11</sup> Mais on ne saurait extrapoler ces données — d'ailleurs difficiles à interpréter — à l'ensemble de l'organisation de Pétersbourg. Le rayon de Vyborg est le bastion du parti dans la capitale ; il n'a jamais été démantelé ; il a toujours préservé l'essentiel de ses cellules d'usine et le développement du mouvement gréviste, à compter d'octobre 1916, est particulièrement puissant à Vyborg comme dans le rayon de Narva où se trouve l'usine Poutilov et celui de Vassilievsky où se trouve l'usine Troubotchni.. ces trois rayons du parti bolchevique que la répression n'a jamais disloqués et qui constituent l'ossature du Comité. Rien d'étonnant que le développement des grèves se traduise par des adhésions au parti qui a assuré une continuité sans faille et nourri politiquement ce mouvement.

Si l'on considère que cadres et militants libérés de prison les 27 et 28 reprennent aussitôt leur poste (ce qui est vérifié) et qu'il y en avait plusieurs centaines dans les prisons de Petrograd (Kresty, où se trouvaient de nombreux anciens membres du comité de Pétersbourg, la maison d'arrêt de la rue Chlapernaia où étaient internés ceux de ses dirigeants et des comités de rayon arrêtés en 1916, dont V. Zalejsky<sup>12</sup>, etc.), si l'on ajoute que, dès la première heure, il y eut une première vague de nouveaux adhérents (même s'il s'agissait d'anciens militants ayant abandonné à un moment ou un autre), en constatant qu'à la fin de la première semaine le Comité de Pétersbourg avait comptabilisé 2 000 militants, on peut tenir pour probable que le nombre de militants effectifs organisés dans le Comité de Pétersbourg à la fin de 1916 et au début de 1917 devait être de l'ordre du millier, voire un peu moins.

Mais le réseau tissé au fil des ans, en particulier par l'activité ininterrompue au cours de la guerre, et surtout par la place qu'occupent les militants bolcheviques de Petrograd dans les grèves qui déferlent à dater d'octobre 1916, permettent au Comité d'avoir une influence sans commune mesure avec le nombre de ses militants. C'est pourquoi malgré les illusions qu'un grand nombre d'ouvriers et de soldats entretiennent jusqu'en juillet à l'égard de la majorité des soviets (socialiste-révolutionnaire et menchevique) et malgré la campagne menée dès le début de mars 1917 contre les bolcheviks, le mouvement d'adhésion au Comité est énorme et — à quelques exceptions près — constant : il compte 2 000 militants le 7 mars, 16 000 le 30 avril, 32 200 au début juillet, 35 000 à l'ouverture du VI<sup>e</sup> congrès bolchevique, au début août, 40 000 en septembre, presque 50 000 à la veille de la révolution d'octobre.

Le Comité a donc été confronté tout au long de ces huit mois à un

gigantesque travail de construction et d'organisation qu'il a eu beaucoup de mal à mener à bien.

### Les premiers pas

Le Comité de Pétersbourg avait résisté mais reçu aussi des coups sévères et avait vu son activité désorganisée plusieurs fois. Il reprend en février 1915 la publication d'un organe clandestin qui suppose évidemment une imprimerie clandestine. *Proletarski Golos* (*La Voix du Proletaire*) ne sort que quatre fois entre février 1915 et décembre 1916 ; encore le n° 4 a-t-il été en partie saisi par la police au cours d'une impression « en douce » par des ouvriers imprimeurs bolcheviques d'une imprimerie privée. Le Comité réussit également à tenir en juillet 1915 une conférence de ville de 50 militants déguisée en excursion dominicale dans la grande banlieue à Oranienbaum, mais il ne pourra rééditer cet exploit.

Les 9-10 et 18-19 décembre 1915, quatre descentes de police déciment le Comité et son organisation matérielle : la police saisit cinq typographies clandestines, deux équipements de matériel pour fabriquer de faux papiers, le n° 4 de *Proletarski Golos*, deux kilos de plomb préparé pour l'impression. Le coup est si sévère que, pour l'anniversaire du Dimanche rouge, le Comité est incapable de diffuser le moindre tract. Seul le comité de Vyborg réussit à sortir un tract à un petit nombre d'exemplaires. Le Comité est tout aussi incapable de publier le moindre tract à l'occasion de la Journée internationale des Femmes du 23 février qui va marquer le point de départ des journées révolutionnaires.

De Suisse, Lénine maintient une correspondance avec le bureau russe du C.C. qui est censé diriger l'activité du parti dans tout l'empire. Mais, décimé lui aussi par les arrestations, ce dernier ne fonctionne que par intermittence : de fin juillet à début novembre 1914, puis, après neuf mois d'interruption, de septembre 1915 à février 1916, puis, après une nouvelle interruption presque aussi longue, de novembre 1916 à la révolution de 1917. Il est alors constitué de Piotr Zaloutsky, Viatcheslav Molotov et Aleksandr Chliapnikov<sup>13</sup>, qui sont également une partie de la direction effective du Comité de Pétersbourg.

Le Comité, pour résister à la répression, ne s'est pas contenté de mettre en place une structure clandestine. Il use de toutes les possibilités légales. Ses militants sont très actifs dans les caisses de maladie et tous les organismes de mutuelle et assurance sociale. Il édite la revue légale *Voprosy Strakhanovania* (*Questions d'assurance*). Dès que les grèves commencent et que se créent les comités de grève, ses militants y jouent en général un grand rôle, ce qui leur vaut d'être fréquemment arrêtés, mais lui donne une autorité incontestée dans le prolétariat de la capitale, même dans les usines où il ne lui reste qu'un ou deux militants actifs.

Ce n'est pas un hasard si le signal de l'affrontement entre les masses et la monarchie, le 23 février, est donné par les ouvrières de Vyborg qui

montent vers le centre de Petrograd aux cris d'« A bas la guerre ! Du pain ! ». Lorsque, le 25, le gouvernement qui a cru jusqu'alors n'avoir affaire qu'à des manifestations de mécontentement, décide de réagir brutalement, la police arrête dans la nuit du 25 au 26 deux collaborateurs du C.C. et trois membres de la commission exécutive du Comité de Pétersbourg. Ce dernier est démantelé et cinq de ses membres restés en liberté, décident que le comité de rayon de Vyborg, dont le secrétaire, Tchougourine 14, est membre du Comité de Pétersbourg, fera provisoirement fonction de comité de ville. Le 27 au matin, le comité de Vyborg organise d'ailleurs une réunion élargie où il rassemble une quarantaine de représentants de la plupart des usines de l'arrondissement. Mais Vyborg, quelle que soit son importance politique, est à la périphérie de la capitale, où la direction du parti se trouve en fait réduite aux trois membres du bureau russe du C.C., privés de leur secrétariat mis sous les verrous le 25 au soir...

Cette absence d'une structure centrale et centralisée explique que, dans l'après-midi du 27 février, le principal dirigeant bolchevique Chliapnikov, qui rencontre chez Gorky le menchevik de gauche Soukhanov 15, soit informé par un coup de téléphone du rayon de Vyborg que le soviet de Petrograd est en cours de constitution et que les ouvriers dans les entreprises sont en train d'élire des délégués.

C'est la fin de la monarchie : le lendemain, les prisons s'ouvrent et les militants retrouvent la liberté. Le parti bolchevique entreprend de se reconstruire sur Petrograd. Le 1er mars au soir se tient à Vyborg la première réunion publique légale organisée par des bolcheviks de la capitale. La réunion a été convoquée dès le soir du 28 par Vyborg. Elle se tient dans les locaux de la « Fraternité chrétienne » et, selon Latsis 16, qui était présent, rassemble 200 militants : à l'appel du secrétaire, Tchougourine et des orateurs du Comité, Choutko 17 et Zalejsky, ces derniers votent une résolution demandant au soviet de Petrograd de prendre le pouvoir entre ses mains. Les bolcheviks de Vyborg avaient invité par tracts collés sur les murs et dans les usines, les travailleurs de l'arrondissement à participer à cette réunion, bien entendu sans droit de vote. Le même jour, dans un autre secteur, le militant bolchevique F.N. Dingelstedt 18 prend la parole dans un meeting, organisé en commun par plusieurs organisations, de 2 000 ouvriers et soldats au cinéma Ouran. A la suite du rayon de Vyborg, le Comité prend des mesures urgentes pour assurer existence et fonctionnement du parti dans la capitale.

Le 2 mars se tient la réunion (re)constitutive du Comité avec deux points à l'ordre du jour : 1) le rétablissement de l'existence du Comité, 2) l'attitude à l'égard du soviet de Petrograd. Elle élit un comité provisoire, formé de membres cooptés par les membres existants et de représentants des rayons, au total une vingtaine de membres, puisqu'à la date du 2 mars le Comité enregistre l'existence de 14 rayons (10 rayons géographiques et

4 de « nationalités », letton, lithuanien, esthonien et polonais). Il décide de lancer une campagne de recrutement. Le lendemain, il constitue une commission militaire bientôt transformée en « organisation militaire », qui recrute les soldats et les organise en tant que tels. C'est enfin le dimanche 5 mars que sort le n° 1 de la *Pravda*, tiré à 100 000 exemplaires et distribué gratuitement, avec tout de même l'information que le journal sera payant à partir du n° 2. On peut juger du tour de force réalisé si on se rappelle que les s.r., qui dirigent le soviet, ne vont publier leur premier numéro de *Delo Naroda* que le 15 mars. A partir du n° 2, publié le 7 mars, la *Pravda* paraît comme organe central du C.C. et du Comité de Pétersbourg qui assure l'essentiel de sa diffusion.

En même temps commence la reconstitution effective, voire la création de rayons : le 5 mars, une réunion de 23 militants crée le rayon du 2<sup>e</sup> arrondissement ; le 6, le journal du Soviet de Petrograd, *Izvestia*, publie un communiqué du Comité invitant les militants qui avaient jusqu'alors milité dans une série d'arrondissements dont il donne la liste, à prendre contact avec lui le jour même à son secrétariat, Bourse du Travail, pour discuter de la reconstitution des rayons dans le 2<sup>e</sup>, de Petrograd, Moscou, Liteini, Kolpino, Sestroresk et le dépôt des traminots. Cette annonce prouve à la fois que, dans la période de la clandestinité, il n'existait plus de rayon du parti dans ces arrondissements et qu'aucun militant ou ancien militant de ces secteurs n'avait, depuis le 27 février, pris le contact avec le Comité et que l'assemblée constitutive du 2<sup>e</sup> arrondissement, la veille, s'était tenue en-dehors des instances dirigeantes du parti...

C'est manifestement là un cas d'exception. Dans les jours qui suivent, les assemblées se multiplient, ainsi que les créations de cellules : le 15 mars, le rayon de l'île Vassilievsky compte 60 cellules dont la grande majorité ne regroupent que quelques adhérents, de 3 à 5. A cette date, le rayon de Vyborg tient son assemblée générale qui réunit 232 militants, représentant 26 entreprises que le comité de rayon élu, de 30 membres, répartit en 4 sous-rayons. A la fin de la première semaine de mars, le Comité peut se targuer de rassembler 2 000 militants, inégalement répartis : 800 dans le rayon de Narva, où se trouve Poutilov, qui a 40 délégués au Soviet et a élu 8 bolcheviks, 500 pour Vyborg, 300 pour Vassilievsky.

### Le local

Se pose très vite une question aiguë, celle du local indispensable pour une activité planifiée. La réunion constitutive du Comité de Pétersbourg, le 2 mars, se tient dans le grand bureau du directeur de la Bourse du Travail de Petrograd, L. Mikhailov 19, militant bolchevique. Il s'installe ensuite pour quelques jours dans deux petites pièces mansardées sous les combles. Le 9 mars, il y tient une réunion des représentants des syndicats déjà constitués et des comités d'initiative d'organisation de syndicats, sans doute dans la grande salle. Pourtant l'exiguïté des deux petites pièces

qui lui sont attribuées entrave son activité normale. Il faut un local plus vaste.

Or le Gouvernement provisoire et le Soviet ont saisi et occupent un certain nombre de palais, abandonnés par leurs hôtes déchus. Les bolcheviks de Petrograd repèrent celui de la ballerine Kchesinskaia<sup>20</sup>, ancienne favorite du tsar qui lui a offert ce luxueux hôtel particulier baptisé pompeusement « palais », et situé en face de la forteresse Pierre-et-Paul.

Les soldats d'une division blindée occupent le rez-de-chaussée : le premier étage est libre. Le 10 mars, le Comité vote la résolution suivante :

« En ce qui concerne le nouveau local du Comité, ce dernier mandate la commission exécutive pour ouvrir des négociations avec les soldats de la division blindée et leur demander de lui céder une partie de la demeure de la Kchesinskaia, après avoir reçu l'accord à ce sujet du Soviet de Petrograd »<sup>21</sup>.

Trois jours plus tôt, la ballerine, par son avocat, avait porté plainte auprès de l'exécutif du soviét contre le Comité pour « occupation illégale » de son palais et vol de ses biens ! Les soldats occupant ne pouvaient être que bolcheviks. Le Comité désigna Chliapnikov pour régler l'affaire. Dès le lendemain, il s'installe au premier étage. Le 13, la C.E. élargie décide de « rester dans l'immeuble de la Kchesinskaia, lequel a été proposé au Comité par la division blindée, et de confier à la C.E. les moyens d'y permettre un libre accès à tous les camarades »<sup>22</sup>. Plus tard, elle propose de payer un loyer si l'exécutif du soviét n'arrive pas à fournir un autre local.

Mais la bourgeoisie a décidé de mener campagne contre les bolcheviks usurpateurs. Ainsi la ballerine et son avocat refusent-ils tout accord et la majorité du Soviet, étrangement, ne parvient à aucune solution. Les partisans de la coalition avec la bourgeoisie utilisent la question du local et la procédure autour d'elle comme moyen de pression politique, faisant ainsi planer sur le Comité un sentiment d'incertitude et le danger d'un départ imminent.

Au fil des jours, d'autres organismes vinrent s'installer aussi dans l'hôtel, le C.C. du parti bolchevique, le bureau central des syndicats, contrôlé par les bolcheviks, l'organisation militaire, également contrôlés par eux, de même que le Club des organisations militaires et même — chose plus étonnante — le bureau régional du parti socialiste-révolutionnaire. Le 5 mai, le tribunal donna raison à l'avocat de Kchesinskaia, qui réclamait l'expulsion de tous les occupants avec l'argument que la révolution « n'avait pas supprimé le droit de propriété » et il décida donc l'expulsion, avec un délai de grâce de vingt jours.

Le Comité de Pétersbourg s'adressa alors avec insistance à l'exécutif du soviét pour obtenir un local approprié et organisa lui-même sa recherche. Le 25 mai, le ministre de la Justice, Pereverzev, consentit à la demande du Comité à faire pression sur l'avocat pour un délai supplémentaire qui fut fixé au 5 juin. Mais on ne trouva aucun local. Le 30 mai,

Boky<sup>23</sup>, secrétaire du Comité, informe ses camarades d'une proposition du Soviet qui ne peut se concrétiser qu'en cas d'« attitude favorable du Gouvernement provisoire », loger le Comité de Petrograd et les syndicats que dirigent les bolcheviks dans l'Institut Kchesinsky. Mais le Gouvernement provisoire a tout intérêt à laisser pourrir. Le 5 juin, l'avocat de la danseuse se présente au « palais » avec commissaire et miliciens. Les occupants refusent de partir, mais leur situation est intenable... Au moment en effet où, sous la pression de secteurs ouvriers entiers de Petrograd, de nombreux régiments et de sa propre base, le parti bolchevique lançait un appel à manifester le 10 juin, pendant le congrès des soviets, et alors que cet appel suscitait une violente campagne de la majorité s.r.-mencheviks et de l'ensemble de la bourgeoisie contre les bolcheviks, il était impossible pour ces derniers de se laisser dénoncer comme organisateurs d'expropriations sauvages. Le C.C. ne voulait à aucun prix tomber dans le piège ainsi tendu. En son nom, Iakov Sverdlov<sup>24</sup> signa donc l'engagement de quitter les lieux le dimanche suivant à 16 heures au plus tard.

Les débats de la réunion du Comité du 6 juin permettent de juger combien cette question empoisonna son existence et constitua un facteur de désorganisation... ajouté à d'autres d'ordre interne. Le Comité était convoqué à 6 heures de l'après-midi. A 7 heures 35, le secrétaire constate qu'il n'y a que 22 présents sur 50 et le quorum n'est atteint que 20 minutes plus tard. Le rapporteur constate avec une amertume manifeste :

« Dimanche prochain, nous devons partir, même pour la rue »<sup>25</sup>.

Le 11 juin, Boky ouvre la réunion du Comité par une information sur la question : nous devrions, dit-il, avoir quitté ce palais ce jour à 4 heures de l'après-midi. N'ayant nulle part où aller, les bolcheviks sont restés. Un nouvel accord a été conclu : les bolcheviks quitteront le Palais le 18 juin à midi, dernier délai... c'est-à-dire le jour de la grande manifestation que la direction des soviets a décidé de convoquer après avoir annulé celle des bolcheviks le 10 juin<sup>26</sup>.. Le ministre de la justice a promis un local, une suite de sept pièces dans le palais du prince Andréi Vladimirovitch. Boky commente :

« Cette offre ne nous convient pas, car on ne peut installer dans ce local que le Comité de Pétersbourg et le comité central, mais il n'y a pas de place pour l'Organisation militaire ni le Club ; ensuite, il ne sera libre que dans cinq jours et il se peut que le jour fixé pour notre départ nous n'ayons qu'une seule pièce à notre disposition »<sup>27</sup>.

Certains membres du Comité, contre l'avis du C.C., sont partisans d'engager l'épreuve de force en restant. Mais, même si leurs arguments sont d'ordre pratique ou technique, il est évident qu'au lendemain d'une épreuve de force politique entre la majorité du Soviet et les bolcheviks — qui avaient finalement reculé en s'inclinant devant l'annulation de la mani-



festation du 10 juin — ce nouveau défi à la décision du Soviet sur la « libération » du palais Kchesinskaia apparaîtrait comme la recherche d'une revanche. C'est bien ce que semblent chercher certains membres du Comité de Pétersbourg qui formulent les plus vives critiques contre la décision prise par le C.C. d'annuler la manifestation du 10 juin et d'appeler à la manifestation organisée par le Soviet le 18. Ainsi, à la réunion du 11 juin, Tomsy 28 affirme :

« Il vaut mieux être écrasés que de se retirer du combat et d'opposer ses propres forces à d'autres forces [...]. Ce n'est pas important qu'il soit apparu dans de larges cercles de la méfiance à l'égard du comité central, ce qui est important, c'est que, chez nous, militants responsables, la confiance dans la direction soit sapée » 29.

Naoumov 30 déclare :

« En ce qui concerne le fait que la confiance dans les chefs soit sapée, je dirai : Dieu fasse qu'elle le soit complètement ! Il ne faut croire qu'en soi-même et dans les masses ! » 31

Une majorité rejette une motion de Podvoisky 32 déclarant impossible de partir, faute de local, et adopte la motion de Volodarsky 33 décidant de mettre en œuvre la décision du C.C.

Le 12 juin, le Comité et le C.C. quittent le palais Kchesinskaia dont le Club de l'organisation militaire occupe toujours le premier étage avec l'accord du C.C., confronté à la volonté proclamée de nombreux comités de régiments de manifester si on expulsait leur club, ouvert à tous les soldats et fort de plusieurs milliers d'adhérents.

Pendant deux jours, le Comité de Pétersbourg et l'Organisation militaire s'installent dans les locaux du personnel de l'usine Troubochni de l'île Vassilievsky située dans son extrémité nord, assez loin du centre.

Le Comité n'a donc plus de siège et, le même jour la réunion qu'il a convoquée se disperse faute de quorum (17 présents sur 50). Il convoque une autre réunion au siège du comité de rayon de l'île Vassilievsky le 13 juin, cinq jours avant la grande manifestation du Soviet où la question du local est reposée avec brutalité. Rakhia 34 assure :

« Il nous est difficile, sans local, de déployer nos forces pour préparer la manifestation » 35.

Boky dresse un tableau rapide, mais évocateur, des difficultés du Comité, ainsi suspendu en l'air sans siège ni toit :

« Le succès de la manifestation dépend des autos, du téléphone, etc. Sans autos, on ne peut envoyer l'agitateur nécessaire au moment voulu, sans téléphone, on ne peut communiquer d'urgence avec un rayon, une usine, et sans grande table, on ne peut préparer de banderoles ! [...] Il est indispensable de trouver un local avant la manifestation. Je demande donc au Comité de donner à la commission exécutive toute liberté d'agir pour trouver un local, ou alors nous allons réquisitionner un bâtiment, ou bien nous retournerons au palais Kchesinskaia » 36.

Tomsy, lui, ironise :

« Nous avons décomposé la grande question de l'organisation de la manifestation en une série de petites questions ; un bon appareil technique est nécessaire, mais nous n'avons pas l'essentiel : pas de local, pas de téléphone, et nous n'avons qu'une seule auto bancale. Les gens nous cherchent partout, mais ne viennent pas ici [...] Nous n'avons pas l'appareil qui nous permettrait d'agir et c'est cela qui décide de notre travail » 37.

Aussi, deux jours après avoir quitté le palais Kchesinskaia, les deux organismes l'ont-ils réintégré dès le 14 juin, officieusement, sous la couverture du Club des organisations militaires.

A ce sujet, Boky précise :

« Etant donné qu'il était impossible d'organiser la manifestation du 18 juin en étant dans le local de l'usine Troubochni, le Comité de Pétersbourg et l'Organisation militaire, tout en restant officiellement à Vassilievostrov, se sont en fait réinstallés dans le palais Kchesinskaia ».

Il fait alors connaître qu'en plus de la proposition de prendre la villa Dournovo, destinée, dit-il, « à nous lancer à l'assaut des anarchistes », le bruit court que le Gouvernement provisoire offrirait comme immeuble commun à tous les partis l'Institut Smolny, que Boky juge éloigné du centre de la ville et qui, de plus, n'est pas meublé. « En attendant, dit-il, nous sommes situés dans une sorte d'espace interplanétaire, ce qui désorganise fortement notre travail » 38.

La manifestation terminée, avec un raz-de-marée de mots d'ordre bolcheviques brandis par des dizaines de milliers d'ouvriers et de soldats, la question du local se pose toujours aussi brûlante. Le ministre de la justice propose un local de cinq pièces, suffisant pour le seul C.C. Le procureur-adjoint de Petrograd assure que tous les palais existants sont occupés par des organismes gouvernementaux, sauf un qu'il considère comme juridiquement libre, le palais Dournovo, en plein Vyborg, occupé depuis mars par les anarchistes, le syndicat des boulangers et le commissariat de la milice ouvrière de Vyborg, dirigé par des bolcheviks : le procureur-adjoint incitait donc le Comité de Petrograd à expulser les anarchistes auxquels le Gouvernement provisoire s'était déjà heurté à deux reprises (la seconde fois, un militant anarchiste avait trouvé la mort), et, de plus, un syndicat et des militants de son propre parti, s'il désirait trouver un toit !

Le premier dénouement de la crise politique va « régler » cette question par la négative. Les 3 et 4 juillet, près de 400 000 ouvriers, soldats, marins se rassemblent dans Petrograd et convergent vers le siège de l'exécutif des soviets pour exiger de sa majorité qu'elle prenne le pouvoir entre ses mains. Attachée à la coalition avec les partis bourgeois, celle-ci refuse et organise la contre-offensive... Le 5 juillet au matin, un membre du Comité de Pétersbourg note dans son carnet :

« Ce matin, le local du Comité de Pétersbourg a été encerclé par les soldats ; tout a été dévasté et mis à sac »<sup>39</sup>.

En réalité, ce jour-là, l'exécutif des soviets, encore incertain, a conclu un accord avec le C.C. : en contrepartie du retrait des soldats et militants armés de la milice ouvrière ou de la Garde rouge qui protègent le palais Kchesinskaia, l'exécutif le laissera à la disposition du parti bolchevique jusqu'au moment où il pourra lui procurer un autre local. Mais le même jour, l'ex-député bolchevique Alexinsky<sup>40</sup>, devenu agent provocateur, diffusait ses prétendues révélations sur les « liens » entre Lénine et le gouvernement allemand, fournissant ainsi un beau prétexte à la réaction pour se déchaîner et à l'exécutif du Soviet pour piétiner ses engagements. Le 6 juillet, des troupes gouvernementales et des groupes réactionnaires saccageaient le palais Kchesinskaia, le bureau de la rédaction de la *Pravda*, l'imprimerie Troude, où cette dernière est fabriquée. Le Comité de Pétersbourg, principale cible de la répression, devait se réfugier dans une semi-clandestinité, dans le rayon de Vyborg, ainsi que les membres du C.C. poursuivis par le gouvernement Kerensky.

Ainsi la C.E. du Comité se réunit-elle le 9 juillet dans la loge du gardien de l'usine Renault de Vyborg. Latsis, dans son « Journal », note : « Le rayon de Vyborg est devenu le refuge de tout le monde »<sup>41</sup>. C'est là qu'il se réunit désormais et, dans *Soldat*, qui remplace la *Pravda* interdite au mois d'août, les convocations publiques au Comité invitent ses membres à se réunir au siège du rayon de Vyborg qui lui sert de siège provisoire.

Cette affaire du local n'est pas anecdotique. Elle montre comment les adversaires des bolcheviks l'ont utilisée pour tenter de désorganiser leur activité, en plaçant le Comité de Pétersbourg dans une permanente situation d'instabilité et de transitoire. Ses finances lui interdisaient en effet l'achat d'un local et le paiement de tout loyer — à supposer qu'il ait pu trouver un grand propriétaire conciliant ! — aurait pesé bien lourd sur des finances très fragiles.

### Les mesures d'organisation

« Notre tâche est d'abord une tâche d'organisation », déclarait l'un des membres du Comité de Pétersbourg lors de sa réunion du 18 mars<sup>42</sup>. C'est effectivement l'un des aspects essentiels des discussions qui s'y mènent. Le Comité est constitué sur une base fédérative (un ou deux représentants de chaque comité de rayon, local ou de nationalité) ; il élit une commission exécutive restreinte dont le nombre variera (de 6 à 15 membres suivant les moments), qui doit se réunir tous les jours. Dès la première réunion, chacun se voit attribuer une responsabilité spécifique : il y a secrétaire et trésorier, mais aussi un responsable chargé de constituer une bibliothèque du parti ouverte aux militants, un responsable de l'édition de la littérature du parti (brochures, livres) et un responsable, diffé-

rent, de la commission littéraire (chargée du contenu), un responsable à l'organisation et le responsable de la mise en place d'un collège d'agitateurs.

C'est sur ces deux derniers points que le Comité se penche tout particulièrement. Il constitue un collège d'agitateurs dirigé par un bureau central, dont il confie la responsabilité à l'étudiant Tolmatchev<sup>43</sup>, ancien membre du Comité de Pétersbourg dans l'illégalité, mais qui n'est pas membre du nouveau... ce qu'il revendiquera bientôt, car il lui apparaît difficile de diriger le travail d'agitation du Comité auprès de milliers de travailleurs et de soldats sans être membre de l'organisme qui élabore cette politique. Sa requête ne sera pas satisfaite, sans que l'on sache pourquoi. Il met aussi sur pied un Institut d'organiseurs. Les agitateurs sillonnent les rayons pour organiser des réunions de masse dans les usines, au coin des rues, dans les casernes, ou intervenir dans les meetings des autres partis. Les organisateurs sillonnent les rayons pour aider à leur construction, leur fonctionnement, la mise en place des cellules. Les deux tâches, remplies par des permanents payés par le parti (cinq au départ dans chacun des deux collèges, puis une quinzaine à la veille de la révolution d'Octobre) sont strictement séparées<sup>44</sup>. Ce chiffre est très bas et ne répond pas aux besoins du Comité et surtout des rayons. Ainsi le 20 mars, on pose devant lui la question urgente : « Envoyer à Cronstadt des organisateurs ». Le comité répond à l'objectif de « chercher un organisateur expérimenté »<sup>45</sup>. Lors de la réunion précédente, le représentant du rayon de Kolpino se plaint de « la situation lamentable des affaires du rayon due à l'absence de cadres »<sup>46</sup>.

Le Comité (ou le bureau central du Collège) prépare des résumés ou des schémas de discours pour les agitateurs. Ces derniers doivent rendre compte chaque jour à la commission exécutive de leur activité et de ses résultats. Quant aux « organisateurs responsables », ils sont membres de droit de la commission exécutive puisqu'ils sont chargés de la construction et du développement des rayons qui constituent le maillon essentiel du travail d'organisation.

Dans le même temps, le Comité s'attelle à la reconstruction des syndicats. Il avait maintenu quelques syndicats clandestins pendant la guerre et, dans plusieurs corporations, ces derniers servent de point de départ à la construction de syndicats de masse. Mais le Comité prend une initiative centralisée en ce sens. Le 9 mars, il organise dans ses locaux une première réunion constitutive qui rassemble plusieurs dizaines de représentants de syndicats ou comités d'initiative. Quelques jours plus tard, la *Pravda* du 15 mars publie un appel de V.V. Schmidt<sup>47</sup>, alors secrétaire du Comité de Pétersbourg qui est l'ancien secrétaire du syndicat des ouvriers métallurgistes de Pétersbourg : il invite tous les anciens secrétaires et présidents des organisations syndicales dissoutes par le régime tsariste et tous les responsables de groupes syndicaux ou comités d'initiative, à se

réunir autour de lui le même jour 15 mars en fin d'après-midi à la Bourse du Travail pour élaborer des statuts provisoires. Cette seconde réunion constitue l'acte de renaissance du mouvement syndical à Pétersbourg, dès le début sous l'influence des bolcheviks, étant donnée la prédominance des métallurgistes dans la capitale. Les mencheviks vont contrôler les cheminots, les postiers, les ouvriers typographes, mais leur poids est réduit par rapport aux 233 000 métallurgistes. Schmidt abandonne le secrétariat du Comité de Pétersbourg pour assumer ses charges syndicales. Ce travail sera contrôlé par une commission syndicale du Comité qui semble cependant s'être rarement réunie, vu la surcharge croissante des tâches militantes. En revanche, chaque réunion sera précédée d'une réunion de fraction des militants du Comité de Pétersbourg, du moins de ceux qui seront présents et à l'heure.

C'est qu'il y a dans ce domaine de nombreuses difficultés...

### Problèmes généraux d'organisation

Le préfacier des procès-verbaux du volume *Pervy legalny PK bolchevikov v 1917*, Koudelli, affirme :

« Dans les séances suivantes du Comité de Pétersbourg on met de temps en temps à l'ordre du jour le problème de la constitution du Comité de Pétersbourg. Mais il ne reçut pas de solution définie tout au long de l'année 1917 ».

L'auteur donne de cet état de choses aisément vérifiable une explication :

« Le développement de la révolution mettait au premier point de l'ordre du jour ce que l'on appelle « la situation politique du moment », qui exigeait le maximum d'attention et suscitait de longues et brûlantes discussions »<sup>48</sup>.

Certes, certes... mais c'est régler un peu vite le problème que de l'attribuer à la seule longueur des discussions et à leur caractère acharné. Parmi les problèmes les plus aigus, on peut détacher d'un côté l'absentéisme et les retards, de l'autre l'instabilité de la composition des organismes dirigeants du Comité.

En ce qui concerne l'absentéisme et les retards aux réunions, on peut lire régulièrement dans la *Pravda*, jusqu'au début de juillet, sous la rubrique « réunions » des annonces comme celles qui figurent par exemple dans les n° 22 (31 mars) et 23 (1er avril).

n° 22 : « Le 1er avril, à 10 heures du matin, se tiendra la réunion du Comité de Pétersbourg du P.O.S.D.R. (b), rue Dvorianskaia n° 2. Nous prions les camarades de ne pas être en retard ».

n° 23 : « La réunion du Comité de Pétersbourg du P.O.S.D.R. (b) fixée le 1er avril dans le local du Comité de Pétersbourg, se tiendra à 10 heures du matin, dans l'immeuble de la Douma d'Etat, dans la salle du buffet de la galerie, côté droit. Nous prions les camarades de ne pas arriver en retard ».

L'invitation n'est pas due au hasard. Mais, même répétée ou quoique répétée, elle n'est guère suivie d'effets. La réunion extraordinaire du 30 mai, convoquée à 6 heures du soir, commence à 7 heures 20, avec 23 présents sur 50. Leur nombre s'élève à 30 en cours de réunion. La réunion normale du 6 juin, convoquée à 6 heures du soir, ne s'ouvre qu'à 7 heures 55 : à 7 heures 35, le secrétaire constate qu'il n'y a encore que 22 présents et que le quorum n'est pas atteint. Les présents décident d'attendre, puisqu'en l'absence du quorum, aucune décision n'est réglementairement valable d'après le règlement du Comité. A 7 heures 55 on parvient à 25 présents, soit juste le quorum. Il arrivera encore quatre militants en cours de réunion. Le secrétaire du Comité signale que c'est la troisième réunion de suite à laquelle ne se présentent pas les deux représentants du rayon de l'île Vassilievsky, celui du 2e rayon (urbain) celui de Kolpino, celui de Schlüsselbourg, membres du Comité ! La réunion du 11 juin ne commence qu'avec 55 minutes de retard, mais avec seulement 26 présents sur 50. Celle du 12, convoquée à 4 heures de l'après-midi, ne peut se tenir puisqu'à 6 heures 40 minutes, il n'y a que 17 présents qui se constituent en réunion privée, se déclarent incompétents pour trancher des problèmes en cours qui ne sont pas de petits problèmes, puisqu'il s'agit du lendemain de l'interdiction de la manifestation bolchevique du 10 juin, de la préparation de la manifestation appelée par le soviét le 18 juin. On mesure là les conséquences de ces retards. Il est sans doute vrai qu'à cette époque le Comité de Pétersbourg n'a plus de local et que la réunion du 13 est convoquée précipitamment dans une loge de concierge d'usine. Pire, la réunion prévue le 22 entre le Comité de Petrograd, le comité central et l'Organisation militaire pour discuter des mesures à prendre après le succès de la manifestation du 18 et l'ébullition grandissante à Petrograd doit se proclamer « réunion privée à but d'information », le quorum n'étant pas atteint. Deux mois plus tard, la situation n'a pas changé. *Soldat* n° 17 du 2 septembre note :

« La réunion régulière du Comité de Pétersbourg du P.O.S.D.R. (b) qui n'a pu se tenir le 31 août étant donné que le quorum n'était pas atteint, est reportée au 3 septembre à 10 heures du matin »...

Or nous sommes au lendemain de la tentative de coup d'Etat de Kornilov !

Les conséquences ? La désorganisation qui engendre à la fois des tensions politiques néfastes et un énorme gâchis : la productivité du travail effectué est souvent faible ! Le secrétaire du Comité le souligne dans la réunion du 11 juillet :

« Nous avons tous conscience du caractère anormal des relations entre le Comité de Petrograd et le comité central, mais, en l'occurrence, le Comité de Petrograd en est responsable. Cette question a en effet été mise à l'ordre du jour de plusieurs de nos réunions mais n'a jamais été discutée étant donné le retard énorme avec lequel nous commençons nos réunions »<sup>49</sup>.

Cette « maladie » n'affectait pas le seul Comité de Pétersbourg... Elle touchait les autres organismes de direction et la représentation au Soviet ou à la Douma. C'est ainsi que, le 16 mars, le procès-verbal de la réunion du bureau russe du C.C. qui doit se tenir tous les jours de 10 heures à midi se contente de noter :

« Etant donné le nombre extrêmement réduit de présents, la rencontre ne s'est pas tenue »<sup>50</sup>.

La réunion du lendemain s'ouvre par une déclaration du représentant du Comité au bureau du C.C., Boky. Il proteste contre

« le fait que les membres du bureau du comité central se réunissent avec un grand retard, puisque les séances commencent 1 heure 1/2 après l'heure prévue, ce qui, ou bien enlève la possibilité à ceux qui se présentent à l'heure de participer à la réunion, ou bien les contraint à ne pas effectuer d'autres tâches »<sup>51</sup>.

Conclusion ? « Tous les malentendus sont suscités par l'état de désorganisation de notre travail, note le bureau du C.C. le 12 mars<sup>52</sup>. On nous décore du titre de « parti le mieux organisé ». Mais que de choses nous laissons passer ! » déclare Volodarsky<sup>53</sup> trois mois plus tard au comité de Pétersbourg. A la même réunion du 7 septembre, Latsis, membre du comité de Vyborg, affirme :

« Les camarades qui ont constitué l'ancienne commission exécutive ont beaucoup travaillé, ils ont même beaucoup trop travaillé, mais nous ne voyons pas beaucoup de résultats. Pourquoi ? Parce que ces gens ont été placés dans une situation où ils devaient tout faire et il est bien compréhensible qu'ils n'aient pu effectuer leur travail de façon efficace. Il faut extirper cet état de choses. Il nous faut élire à la commission exécutive de bons organisateurs car ce qui boîtie chez nous, c'est l'organisation »<sup>54</sup>.

C'est peut-être ce diagnostic qui vaut à Latsis d'être élu — et d'assez loin — avec le plus de voix à la commission exécutive du Comité.

Le rapport d'activité du Comité présenté par Boky à l'ouverture de la 2<sup>e</sup> conférence urbaine des bolcheviks de Petrograd est éloquent, sur les difficultés :

« L'organisation de Pétersbourg se trouve en pleine période de construction. C'est pourquoi les insuffisances que l'on peut noter dans son activité sont compréhensibles ».

Notant qu'il existe alors 21 rayons, Boky précise :

« Il est impossible de préciser le nombre exact de membres du parti, car le nombre des adhérents change constamment et parce que les rayons informent très mal le comité sur leurs listes d'adhérents. On peut fixer un chiffre approximatif de 25 à 30 000 membres ».

Mais c'est surtout la direction même du Comité qui est désorganisée et donc facteur de désorganisation...

« Ces derniers temps, le Comité se composait de 50 membres. Nous avons d'abord élu une commission exécutive de 9 membres. Cette commission exécutive s'est révélée incapable de fonctionner : elle s'est réunie une seule fois. Nous avons fait des élections complémentaires : 7 camarades ont été élus, deux places sont restées vacantes. La commission exécutive s'est ensuite trouvée réduite à 6 membres à cause du départ d'un camarade. Depuis lors, ses réunions se tiennent une fois tous les deux jours. Il faut ranger l'absentéisme parmi les plus grandes insuffisances de notre organisation : nous ne rassemblons pas plus de 30 camarades lors des réunions du Comité, le collège des organisateurs n'a pas pu se réunir une seule fois, l'absentéisme a considérablement freiné la mise sur pied du collège des agitateurs »<sup>55</sup>.

Ainsi le collège des agitateurs dont le bureau élu devait répartir les membres par rayons, préparer les conférences, les meetings les plus importants, n'a pu fonctionner. La bonne marche des écoles d'agitateurs créées dans les rayons en a beaucoup souffert.

Reste à comprendre le pourquoi de cet absentéisme et ces retards désorganisateur qui ne viennent pas de laisser-aller ou de dilettantisme, et pourquoi, sauf ces rappels aussi réguliers qu'inefficaces, les responsables du Comité et des autres instances ne prennent contre eux aucune mesure effective. La vérité est que la révolution a engendré une floraison d'organismes dans lesquels ouvriers, soldats — surtout à Petrograd — s'organisent et discutent et où, au fil des semaines, les bolcheviks jouent un rôle toujours plus important. Il y a les soviets d'usine et de fabrique où les bolcheviks ont partout dès mars, des élus et où, à chaque réélection, le nombre de leurs élus augmente (40 délégués au Soviet de Petrograd le 1<sup>er</sup> mars, ils sont déjà 65 à la fin du mois et le mouvement va s'amplifiant). Il y a les soviets d'arrondissement ou de rayon, leur conférence de Petrograd, où les bolcheviks deviennent majoritaires dès juin. Il y a la milice ouvrière et ses commissariats d'arrondissement où les bolcheviks assument de nombreuses responsabilités et les milices d'usine où ils en assument de plus grandes encore. Il y a la Garde rouge qu'ils ont créée dès mars. Il y a les syndicats, créés ou recréés dès la première semaine de mars, le plus souvent à l'initiative des bolcheviks qui dirigent la majorité d'entre eux à Petrograd, dès le début de leur existence, en particulier celui des métallos, le plus nombreux, le plus puissant. Il y a les comités d'usine et de fabrique où les bolcheviks sont majoritaires dès juin. Il y a les clubs ouvriers qui se multiplient à partir de mars et où les bolcheviks militent activement car ils y voient un lieu de propagande efficace. Il y a l'Organisation militaire qui recrute les soldats et son club qui organise diverses activités pour adhérents et sympathisants. Il y a les caisses de maladie et d'assurances sociales, où les bolcheviks étaient solidement implantés dès la période de clandestinité et où ils continuent à militer activement. Il y a les 85 000 à 100 000 exemplaires de la *Pravda*, dont la diffusion doit être organisée tous les jours et avant tout à Petrograd et dans la région. Il y a, dans cette période d'intense maturation politique, les innombrables

réunions, meetings, débats où les bolcheviks envoient toujours un, deux, trois orateurs. Et la liste n'est pas complète...

Or, si le nombre des adhérents du parti ne cesse de croître, à part un très léger et fugace fléchissement après les journées de juillet et la répression qui les suit, le nombre des cadres politiques ni croît ni proportionnellement ni au même rythme. Il y a donc une surcharge qui pèse sur les quelques centaines de cadres formés avant et pendant la guerre. Comme le dit Latsis, ce sont souvent les mêmes qui doivent assumer une grande variété de tâches. Pourtant le Comité s'attache à diversifier les responsabilités, à multiplier les commissions particulières, confiées à des responsables différents. Ainsi la commission chargée du travail chez les femmes ouvrières qui édite la revue *Rabotnitsa (La Travailleuse)* est-elle uniquement constituée de militantes bolcheviques, dont, à l'exception de Kolontai, membre du C.C. et qui n'en est pas la dirigeante effective, c'est la tâche principale. De même l'Organisation militaire est dirigée par des responsables (Povdoisky, Nevsky <sup>56</sup>) dont c'est quasiment l'unique tâche. Commissions et comités fonctionnent bien en général, mais la centralisation de leur activité par le Comité se fait de façon chaotique et cahotante (Boky se plaint un jour que le Comité n'arrive jamais à rencontrer les responsables de l'Organisation militaire alors qu'ils occupent les mêmes locaux). C'est une source de malentendus et de flottements politiques nombreux.

### Trop peu de cadres pour trop de tâches

Quand on examine les documents du Comité de Petrograd de mars à octobre 1917, on ne peut manquer d'être frappé par la vitesse de rotation de ses cadres et le manque de continuité dans l'exécution des tâches, en particulier des tâches d'organisation, qu'elle entraîne. La composition du Comité et de sa commission exécutive change au moins une demi-douzaine de fois en huit mois...

Cette rotation rapide est due à des raisons diverses, mais aux effets cumulés. Il y a d'abord les défections politiques : deux membres du Comité élu en mars (Boris Avilov <sup>57</sup> et Parjello) rejoignent l'un les mencheviks, l'autre le groupe pro-mencheviks de Gorky. Il y a ensuite les mises à l'écart de responsables qui piétinent la discipline politique du parti : ainsi Serge Bogdatiev <sup>58</sup> lors des manifestations des 20 et 21 avril contre le ministre bourgeois du Gouvernement provisoire Milioukov <sup>59</sup>, rédige de sa propre autorité, fait imprimer et diffuser au nom du Comité un tract qui s'achève par le mot d'ordre : « A bas le Gouvernement provisoire ! » que le C.C. juge aventuriste parce que prématuré ; il intervient sans mandat contre les décisions de son propre parti sur des problèmes politiques ou sur la délicate question du local. Il s'ajoute à tout cela la mise à l'écart d'un des animateurs du Comité, Khakharev, dont la commission exécutive apprend — ainsi que lui — que sa femme, ex-secrétaire

du comité de Pétersbourg en 1908 (Ioulia Serova) était un agent provocateur, responsable de la perte de 119 militants livrés par elle à la police. Il y a enfin la découverte de l'agent provocateur Tchernomor qui avait en son temps rempli les fonctions de trésorier. Il y a ceux qui s'effacent comme le premier président de la commission exécutive, Mikhailov, sans doute par lassitude.

Car il y a surtout cette ampleur croissante des tâches qui aspirent les cadres du parti dans la construction des cellules, des rayons, dans les soviets d'entreprise, de rayon, de ville, dans la milice ouvrière, la Garde rouge, les comités d'usine et de fabrique, les syndicats, l'organisation militaire, les tâches « littéraires »... En huit mois en tout cas, le Comité voit se succéder trois secrétaires, Schmidt, Zalesjky et Boky.

### Les finances

La situation financière du Comité est l'un des sujets de préoccupation constants de ses responsables. La première source de revenus pour le parti est constitué par ses cotisations. Mais elles sont très basses et ne rentrent qu'irrégulièrement. La réunion du Comité les avait d'abord fixées à 0,5 % du salaire mensuel et avait supprimé la cotisation spéciale de 50 kopeks existant jusqu'alors <sup>60</sup>. Lors de sa conférence d'avril, l'organisation de Petrograd adopte l'article 5 des statuts qui stipule :

« Les membres du parti paient une cotisation d'adhésion de 50 kopeks plus une cotisation mensuelle égale à 0,5 % de leur salaire [...]. Les comités de rayon reversent 25 % de la cotisation perçue aux caisses du Comité de Pétersbourg » <sup>61</sup>.

Même si le Comité passe de 2 000 adhérents à la fin de la première semaine de mars à près de 16 000 fin avril, ces cotisations ne lui permettent pas de vivre, d'autant que les Comités de rayon les centralisent de façon irrégulière. Aussi le Comité tente-t-il de trouver des formes de financement. Il décide d'organiser dans les arrondissements une série de conférences politiques avec entrée payante dont il fournira les orateurs. L'intense activité politique de ces semaines révolutionnaires qui met en mouvement des centaines de milliers d'hommes et de femmes désireux de comprendre pour agir devrait fournir un large public à ces conférences. Mais si l'idée est bonne, on verra que la réalisation en sera lamentable financièrement, faute d'un responsable ou d'un organe chargé de suivre cette activité.

Les problèmes financiers ne sont pas résolus avant la révolution d'Octobre. Leur gravité obère l'accomplissement des tâches du Comité, crée des tensions politiques en son sein et avec le C.C. Ainsi le parti social-démocrate finlandais <sup>62</sup> ayant au début de mars décidé de faire un don de 10 000 roubles au parti russe — qu'il divise lui-même en deux, 7000 pour les bolcheviks et 3000 pour les mencheviks — le Comité de Petrograd, pris à la gorge, adresse au C.C. un véritable ultimatum. Le procès-verbal de la réunion du 12 mars de ce dernier note en effet :

« Le Comité de Pétersbourg adresse au bureau du comité central la demande de lui fournir de l'argent ; c'est en effet le comité de Pétersbourg qui supporte le poids du travail en-dehors de la capitale elle-même ; le Comité se verra dans l'obligation d'interrompre ses activités s'il ne reçoit pas d'argent, étant donné qu'il ne lui reste que 120 roubles en caisse ! Le Comité de Pétersbourg exige (sic) que lui soient attribués 5 000 roubles sur les 10 000 qui ont été transmis par le parti social-démocrate de Finlande par l'intermédiaire du Comité de Petrograd »<sup>63</sup>.

Le bureau russe du C.C. refusa de déférer à cette exigence en affirmant qu'il avait toujours eu lui-même de bons rapports avec les social-démocrates finlandais et que le comité de Pétersbourg ne pouvait dès lors s'attribuer aucun mérite particulier dans la décision des Finlandais et que sa réclamation était donc déplacée. Le bureau du C.C. attribua cependant une aide matérielle de 1 000 roubles au Comité.

On peut remarquer que les questions d'organisation financière n'occupent qu'assez peu de place dans les ordres du jour du Comité et de sa C.E. La sanction ne se fait pas attendre. A la C.E. du 20 juin, Boky conclut en rappelant aux responsables de rayon :

« L'argent arrive en retard dans les caisses du Comité, qui sont vides. De nombreux rayons n'ont pas encore payé à ce jour les cotisations dues »<sup>64</sup>.

A la réunion commune du Comité de Pétersbourg, du C.C. et de l'Organisation militaire du 22 juin, « purement informative » du fait du petit nombre de présents, Boky présente le projet de rapport qu'il compte soumettre à la prochaine conférence du parti de la ville. Sur ce point, il déclare :

« La comptabilité est dans une situation lamentable. La réunion commune des secrétaires et trésoriers d'arrondissement a montré qu'il n'y avait pas de méthode uniforme d'enregistrement des adhérents et, dans certains rayons, le système d'enregistrement est extrêmement insatisfaisant. Nous avons décidé de mettre en place un système de cartes : chaque rayon garde l'original et envoie une copie au Comité de Pétersbourg. Là où existe un système autonome d'enregistrement par les sous-rayons et les collectifs d'entreprise (ce qui est le cas du rayon de Vyborg), les cartes doivent être éditées en quatre exemplaires. Les rayons doivent communiquer leurs données à ce sujet au Comité de Pétersbourg au moins une fois tous les quinze jours... »<sup>65</sup>. Mais, après avoir présenté la mise en place de ce système, Boky constate : « Les finances du Comité de Pétersbourg sont dans une situation très irrégulière. Pour les conférences payantes, le Comité de Pétersbourg au lieu de recevoir plusieurs milliers de roubles en a encaissé 50 ! L'état financier détaillé du Comité n'est pas prêt »<sup>66</sup>.

Mais le Comité de Pétersbourg ne se contente pas de faire les comptes et de réclamer. Il prend des initiatives. Le 9 mars, il lance une double initiative. Il « propose aux travailleurs de Pétersbourg de sacrifier une journée de travail au bénéfice de la *Pravda* », ce qui ne pouvait rapporter un kopek au Comité lui-même, d'où une seconde proposition : il lance un appel à tous les travailleurs de Pétersbourg pour qu'ils versent une contribution à l'organisation du parti<sup>67</sup>.

Cet appel, qui sera renouvelé, semble avoir permis au Comité de recueillir une somme de 15 000 roubles dont une bonne partie va à la *Pravda*. Cela lui permet d'avoir, fin mars, 2 000 roubles en caisse. Mais il doit établir un budget de 5 000 roubles par mois environ, une misère pour une organisation qui va compter 20 000 militants dans les semaines qui suivent. Le Comité, ayant besoin d'une voiture pour les déplacements rapides des agitateurs et organisateurs, demande au C.C. de lui en fournir une qui, utilisée à tout va, a panne sur panne. Aussi, deux mois plus tard, pour répondre à la nécessité de préparer la manifestation de masse du 18 juin, le Comité lance aux adhérents un appel urgent leur demandant de lui prêter pour la journée du samedi 17 camions, voitures (pour ces véhicules, l'appel devait viser surtout les régiments ou les sous-officiers bolcheviques), bicyclettes et chevaux (cet appel destiné aux adhérents individuels).

Les finances du Comité de Pétersbourg, comme celles des autres comités du parti reposaient donc sur une faible cotisation demandée aux militants et, par compensation, sur un large appel aux masses ouvrières sympathisant avec son action : les rentrées extérieures obtenues par ces levées sont plus importantes que les rentrées (désordonnées, nous l'avons vu) représentées par les cotisations. Elles dépendent de la mobilisation militante... et de la situation financière des masses ouvrières que la décomposition de l'économie russe tout au long de l'année 1917 compromet de plus en plus gravement. Malgré l'énorme augmentation du nombre de militants (multiplié par quarante entre le 7 mars et le 24 octobre), la situation financière du Comité de Pétersbourg est donc fragile et le laisse dans un grand dénuement matériel. Ainsi, lorsqu'en juin l'un de ses membres, Podvoisky, découvre une « affaire » et propose au Comité d'acheter pour 170 000 roubles une belle rotative qui permettrait au Comité d'imprimer sans délai et sans dépendre d'un bon vouloir qui peut se révéler à éclipses, son propre matériel d'agitation et de propagande, les autres membres du Comité doivent lui rappeler que l'état de la caisse ne permet pas un instant de rêver à pareille acquisition. Un mois plus tard, les soldats du Gouvernement provisoire vont mettre à sac l'imprimerie coopérative Troud où le C.C. faisait imprimer la *Pravda* et qui, vu son manque de matériel, ne pouvait guère répondre à des demandes supplémentaires, le Comité de Pétersbourg et le C.C. cherchent pendant deux semaines un imprimeur pour publier leur nouveau quotidien. Ils devront attendre le 23 juillet pour éditer à nouveau à 20 000 exemplaires le remplaçant de la *Pravda*.

### Le journal

Le journal a été l'une des questions centrales de la vie du Comité, mais d'une façon parfois inattendue. Dès son numéro 2, la *Pravda* est publiée comme organe du comité central et du Comité de Pétersbourg.

Cette définition est présentée comme provisoire et ne signifie pas que le quotidien dépend de deux instances sur pied d'égalité. La rédaction dépend du C.C. et la diffusion surtout du Comité de Pétersbourg. Cette division du travail est aisément compréhensible : la *Pravda* a vocation « nationale » mais elle est diffusée surtout dans la capitale tant pour des raisons politiques évoquées plus haut que pour des raisons matérielles : la désorganisation des transports et... le sabotage vigilant dont est victime le colportage de la presse bolchevique restreignent l'acheminement de la *Pravda* à la capitale, ses alentours et Moscou où existe d'ailleurs un autre organe bolchevique local comme dans tous les centres. La *Pravda* circule certes dans tout le pays, mais ses numéros n'atteignent certaines villes ou les tranchées qu'avec des semaines de retard. Sa diffusion incombe avant tout au Comité. Si c'est le C.C. qui décide d'accorder aux petits vendeurs de la *Pravda* la ristourne de 2 kopeks accordée par le reste de la presse, c'est le Comité de Pétersbourg qui organise les campagnes de diffusion de masse. Ainsi, le 22 avril, la journée de la presse : courts meetings centrés sur la *Pravda*, son rôle, sa place le soir après le travail dans les quartiers et à la porte des usines ou dans les usines ; manifestations et meetings le lendemain pour recueillir le soutien financier. Le lien entre agitation et finances est sans cesse souligné.

Cette division du travail va poser problème. La majorité du Comité juge en effet nécessaire d'avoir son propre organe, pour, dit-elle, éclairer, ce que la *Pravda* ne peut faire, les aspects locaux et particuliers de la lutte sociale et politique et l'activité propre du Comité dans la capitale. Le C.C. est hostile à cette division, et c'est à cette occasion que Lénine — c'est très rare — vient prendre part à une réunion du Comité de Pétersbourg consacrée à ce débat qui occupe trois mois de son existence. Lénine explique :

« On ne comprend pas pourquoi cette question se pose au moment précis où le parti monte une imprimerie à lui et au moment où une entente s'esquisse avec les « Mejrjontsy » afin d'assurer la collaboration du camarade Trotsky à l'édition d'un organe populaire [...]. Le Comité central ne conteste pas la nécessité d'un organe populaire pour expliquer ses mots d'ordre aux masses. Mais la création d'un journal populaire est chose compliquée et demande une riche expérience. C'est pourquoi le Comité central invite le camarade Trotsky, qui a su si bien organiser le sien, la *Gazette russe*, à participer au lancement d'un organe populaire [...]. La tâche de l'organe populaire est d'amener le lecteur à comprendre l'organe dirigeant du parti. Si nous ne créons pas un organe populaire, la masse tombera sous l'influence des autres partis »<sup>68</sup>.

Lénine est mis en minorité, sa résolution étant repoussée par 16 voix contre 12. Aussi s'adresse-t-il par lettre à tous les comités de rayon de Petrograd. Il souligne que l'existence d'un organe propre du Comité de Pétersbourg générerait la cohésion « et pourrait même engendrer des divergences (ou des nuances) dans la ligne politique, ce qui serait extrêmement nuisible, surtout en période de révolution.

« Pourquoi diviserions-nous nos forces ? Nous sommes tous terriblement surchargés de travail, nous avons peu de forces : ceux qui écrivent nous quittent de plus en plus pour se joindre aux jusqu'aboutistes. Est-il admissible de diviser nos forces dans ces conditions ? »<sup>69</sup>.

Lénine n'emportera pas l'adhésion de la majorité du Comité qui tend à laisser la charge du journal à la rédaction de la *Pravda* et au comité central. Ainsi le journal est-il rarement à l'ordre du jour des réunions en dehors de longs débats sur cette question brûlante que l'adversaire va régler lors des journées de juillet en saccageant les locaux du Comité, en détruisant l'imprimerie de la *Pravda* et en multipliant les obstacles à la seule publication d'un organe bolchevique dans la capitale.

Sur ce point comme sur les autres, le Comité donne l'impression d'avoir été débordé, voire submergé par les difficultés qu'engendraient une croissance vertigineuse (d'un millier environ à près de 40 000 en huit mois) et sa responsabilité centrale. Mais cette impression est en partie trompeuse. Sa capacité à tenir le choc lors du reflux qui suit les journées de juillet et la répression qui se déchaîne alors, sa capacité encore à mobiliser le prolétariat de Petrograd contre le coup d'Etat de Kornilov, fin août, ou dans les journées préparatoires à la révolution, montrent que le tableau que l'on peut tirer des débats du Comité est unilatéral. Ses responsables mettent l'accent systématiquement sur ce qu'il faut redresser, corriger, changer. Et deux facteurs décisifs ont permis au Comité de surmonter politiquement ses insuffisances ou ses défaillances en matière d'organisation : la force politique et organisatrice que représentait le millier de militants, plus exactement de cadres, sortis de la clandestinité et rescapés de la répression tsariste, et l'orientation impulsée par Lénine à chacun des moments tournants de la révolution russe.

## NOTES

1. Lors de la déclaration de guerre en juillet 1914, le gouvernement tsariste décida de débaptiser Pétersbourg, nom d'origine germanique, donné par Pierre le Grand à sa capitale, en Petrograd, nom russe. Le Comité de Pétersbourg du parti bolchevique refusa de céder au chauvinisme dans ce domaine comme dans les autres et garda le nom de Comité de Pétersbourg tout au long de l'année 1917, malgré certains de ses membres qui craignaient l'accusation de germanophilie.
2. Lénine, *Œuvres*, 4e ed. Paris-Moscou 1958, t. 24, p. 561
3. Bien d'autres problèmes mériteraient d'être étudiés : le Comité de Pétersbourg et la milice ouvrière, le Comité de Pétersbourg et la Garde rouge, le Comité de Pétersbourg et le Soviet de Petrograd, etc. Mais ils dépassent le cadre choisi. Toutes les citations des débats du Comité de Pétersbourg sont extraites du volume *Pervy legalny PK bolcheviki v 1917 (Le premier Comité de Pétersbourg légal des bolcheviki en 1917)*, Gosizdat, Moscou-Leningrad, 1927.
4. I. Gordienko, *Iz boievovo proclavo (1914-1918) (Souvenirs d'un passé de combat (1914-1918))*, Moscou 1957, p. 36.
5. *Dnevnik Revoljutsii Pravda 1917 (Journal de la Révolution « Pravda 1917 »)*, rééd. 1917, fascicule 1, p. XVII, cité par Mints, *Istoriia velikoyvo oktiabria (Histoire du Grand Octobre)*, Moscou 1967, t.1, p. 319.

6. L.B. *Krassine* (1870-1926), ingénieur très qualifié, avait milité clandestinement à partir de 1887 et avait été l'un des principaux dirigeants bolcheviques. Il avait abandonné le militantisme en 1908 et reprit du service en 1917. Il fut notamment ambassadeur à Paris.
7. *Vseroisskaia perepis tchlenov RKP 1922 goda (Recensement pan-russe des membres du P.C.R. de 1922, fasc. 3, Moscou 1922, p. 21.)*
8. Mints, *op. cit.*, p. 319.
9. *Ibidem*.
10. *Ibidem*, p. 320. Souligné par nous (JJM).
11. Il s'agit là d'entreprises de la métallurgie où les salaires mensuels vont, selon l'âge, l'ancienneté, la qualification, de 30 à 250 roubles. La cotisation au parti bolchevique est de 0,5 % du salaire mensuel, plus, pour le nouvel adhérent, une cotisation d'entrée de 50 kopeks. La cotisation pour un métallurgiste peut donc aller de 50 kopeks à 10 roubles. Les bolcheviks ne recrutent évidemment guère dans la couche bien payée. Cela dit, les chiffres des recettes ne permettent guère de calculer le nombre réel d'adhérents.
12. V.N. *Zalejsky* (1880-1957), dit Vladimir, professeur de physique, militant en 1902, avait passé des années en exil et en prison et avait été condamné à une lourde peine de prison en 1916. A partir de 1922 il se consacra à l'enseignement et à la recherche.
13. P.A. *Zaloutsky* (1886-1938), cheminot s.r. était devenu bolchevik en 1907 et avait travaillé en usine à Petrograd à partir de 1911. Arrêté, exilé, évadé en 1913 il était revenu clandestinement dans la capitale. Il fut membre de l'Opposition unifiée et fut fusillé en 1938. A.G. *Chliapnikov* (1884-1943), dit Belenine, avait commencé à militer en 1900 et rejoignit le parti en 1901 ; il avait fait plusieurs années de prison et avait vécu en exil en France de 1908 à 1914. Muni de faux papiers il était venu travailler en 1914 à l'usine Lessner et assurait la correspondance avec Lénine. Plus tard leader de l'Opposition ouvrière, il renonça au combat politique, fut néanmoins arrêté en 1937 et mourut en prison sous Staline. Viatcheslav M. Skriabine, dit *Molotov* (né en 1890) était membre du parti depuis 1906. Il devait plus tard, en tant qu'homme de confiance de Staline, occuper les plus hautes responsabilités dans le parti et l'Etat. Exclu sous Khrouchtchev, il a été réintégré en 1984 dans le parti.
14. I.D. *Tchougourine* (1883-1947), ouvrier, membre du parti en 1902, déporté, évadé, émigré, élève de l'école du parti à Longjumeau, dirigeait depuis 1916 le rayon de Vyborg. A partir de 1924, il fut directeur d'usine.
15. Il s'agit de l'écrivain Maksim *Gorky* (1868-1936), alors directeur du journal *Novaia Jizn* et ancien du parti bolchevique N.N. Himmer, dit *Soukhanov* (1873-193?), militant menchevique, historien, dont l'appartement fut souvent utilisé par les bolcheviks en 1917 et qui, condamné à une lourde peine de prison, disparut en prison sous Staline.
16. Y.F. Sudrabs dit M.I. *Latsis* (1878-1938), enseignant, avait rejoint le parti en 1905 en Lettonie ; déporté en 1915, il s'évada et milita clandestinement à Petrograd. Il passa ensuite dans la Tchèque dont il fut l'un des hauts responsables, puis occupa des fonctions dans l'appareil économique. Arrêté en 1937, il a été exécuté en 1938.
17. K.I. *Chutko*, dit Mikhaïl (1884-1941), membre du parti en 1902, plusieurs fois arrêté avant d'être en 1916 un des dirigeants de Vyborg. Nous ne savons rien sur les conditions de sa mort.
18. Nous publions dans ce même numéro des souvenirs de Dingelstedt qui était l'un des « agitateurs » du collège (cf. pp. 95-110).
19. L.M. *Mikhailov* (1872-1928), journaliste, social-démocrate en 1896, rejoignit le parti bolchevique en 1910. Il était malade et fut transféré dans la diplomatie ; il militait à la société des vieux bolcheviks.
20. Matilda *Kchesinskaia* (1872-1971) était une très grande danseuse de ballets, « probablement la meilleure de son époque » selon Brian Pearce. Elle avait été la maîtresse de Nicolas II avant son mariage et son accession au trône. Sa maison ou « palais » est devenue le Musée de la Révolution d'Octobre.
21. *Pervy legalny...* p. 38.
22. *Ibidem*, p. 41.

23. G.I. *Boky* (1879-1941) était étudiant à l'Ecole des Mines de Pétersbourg quand il rejoignit le parti clandestin en 1900. Il devint membre du bureau russe du C.C. en 1916. Passé dans la Tchèque au temps de la guerre civile, il fut arrêté et mourut en prison sous Staline.
24. Ia.M. *Sverdlov* (1885-1919), militant à 15 ans, arrêté pour la première fois en 1901, devenu tuberculeux après de trop longs séjours en prison et exil, était secrétaire du C.C. du parti, puis premier président de l'exécutif des soviets après Octobre. Il était alors, tout de suite après Lénine et Trotsky, le troisième dirigeant bolchevique.
25. *Pervy legalny*, p. 127.
26. En fait, le gouvernement avait interdit toutes les manifestations pendant trois jours : cette mesure, dirigée contre les bolcheviks, invoquait le risque d'une initiative contre-révolutionnaire ! Commentant la décision des mencheviks, après ce coup de barre à droite, d'organiser une manifestation le 18, Trotsky écrit : « En décidant une manifestation pour le 18 juin, on ne se tournait pas, bien entendu, vers les bolcheviks, mais on essayait de se tourner vers les masses, contre les bolcheviks ». Mais ces derniers avaient aussitôt relevé le défi.
27. *Pervy legalny*, pp. 146-147.
28. M.P. Efreimov, dit *Tomsky* (1880-1936), ouvrier imprimeur, bolchevik en 1904, avait purgé sept années de prison sous le tsar. Il devait devenir le président des syndicats soviétiques après la révolution, et, avec Rykov et Boukharine, un des trois chefs de file des « droitiers ». Il se suicida en août 1936 à la veille de son arrestation, après avoir été mis en cause au premier procès de Moscou.
29. *Pervy legalny...* p. 161.
30. I.K. *Naoumov* (1895-1938), ouvrier de Pétersbourg, membre du parti en 1913, plus tard membre de l'Opposition unifiée et du groupe Zinoviev, arrêté en 1935 et exécuté en prison.
31. *Procès-Verbaux*, p. 163.
32. N.I. *Podvoisky* (1880-1948), étudiant en théologie, rejoignit le parti en 1901. Organisateur d'un groupe de combat en 1905, il devint un spécialiste des questions militaires ; après la révolution, il se tint à l'écart des oppositions et fut membre notamment de la commission centrale de contrôle. Il prit sa retraite en 1935.
33. M.M. Goldstein, dit *Volodarsky* (1891-1918), militant du Bund, puis menchevik, émigré en 1913 aux Etats-Unis où il milita dans les I.W.W., était revenu en 1917. Extraordinaire orateur, il était l'un des principaux atouts des bolcheviks à Petrograd et fut assassiné par des s.r. le 20 juin 1918.
34. Y.A. *Rakhia* (1887-1920), ouvrier métallo de Cronstadt, membre du parti en 1902, un des fondateurs du parti communiste de Finlande. Il fut également assassiné le 31 août 1920 par des tueurs s.r.
35. *Pervy legalny...* p. 181.
36. *Ibidem*, pp. 182-183.
37. *Ibidem*, p. 180.
38. *Ibidem*, p. 209.
39. « Journal » de Latsis, *Proletarskaia Revolioutsia* n° 5, 1923, p. 114.
40. G.A. *Alexinsky* (1879-1957) était dans l'émigration le responsable du groupe bolchevique de Paris. Devenu social-patriote du jour au lendemain, il collabora avec l'extrême-droite et la police contre ceux qu'il avait trahis.
41. « Journal » de Latsis, *Proletarskaia Revolioutsia* n° 5, 1923, p. 114.
42. *Ibidem*, p. 50.
43. N.G. *Tolmatchev* (1896-1919), étudiant à l'Institut polytechnique, entre au parti bolchevique en 1913. Première arrestation pour le 1er mai, organisateur à Vyborg. En 1916 et 1917 séjourne dans l'Oural pour le parti. Député à la Constituante pour la province de Perm. Chef de détachement en 1918, puis commissaire politique. Encerclé avec ses troupes dans le cours de l'offensive loudénitch contre Petrograd, il s'est suicidé. Victor Serge lui a fait une place dans *Vie des Révolutionnaires*.



44. La commission exécutive du 6 avril, dans son projet de budget, indique cinq « organisateurs responsables » et autant d'« agitateurs responsables » payés les uns comme les autres 250 roubles par mois. Sur un budget mensuel de 5 000 roubles, la rémunération de ces 10 militants absorbait donc exactement 50 % des dépenses prévues. On ne saurait mieux souligner le caractère central de cette double activité aux yeux des dirigeants du comité, « Journal », p. 72.
45. *Ibidem*, p. 58.
46. *Ibidem*, p. 144.
47. V.V. *Schmidt* (1886-1930), métallo, membre du parti en 1905, émigré de 1907 à 1911, puis organisateur des métallos de Pétersbourg plusieurs fois emprisonné. Après la révolution, commissaire du peuple et membre du C.C. « averti » pour ses contacts avec des opposants en janvier 1933, exclu du parti et arrêté en 1937, mort en prison.
48. Préface *Ibid*, p. X.
49. *Ibidem*, p. 263.
50. *Voprosy Istorii KPSS*, n° 3, 1962, p. 114.
51. *Ibidem*, p. 149.
52. *Ibidem*, p. 114.
53. *Pervy legalny...* p. 225.
54. *Ibidem*, p. 267.
55. *Ibidem*, p. 207.
56. V.I. Krivobokov, dit *Nevsky* (1876-1937), étudiant à Moscou, exclu en 1898, rencontre Lénine en 1904 en Suisse, militant clandestin, plusieurs fois arrêté et exilé ; après la révolution, il se consacre à l'histoire du parti. Il fut arrêté en 1935 et mourut en prison en mai 1937.
57. B.V. *Avilov* (1874-1938), avocat, un des dirigeants des bolcheviks « conciliateurs », quitta les bolcheviks pour les mencheviks en avril, laissa ces derniers en 1918 et abandonna la politique. Arrêté et mort en prison sous Staline.
58. S.Ia. *Bogdatiev* (1876-1946), militant fort indiscipliné en 1917, peut-être en raison de ses qualités et de sa popularité, ne semble pas avoir été victime de Staline.
59. P.N. *Milioukov* (1859-1943) était un historien, dirigeant du parti constitutionnel démocratique (KD ou « cadet ») ; il était ministre des affaires étrangères du Gouvernement provisoire et partisan de la poursuite de la guerre aux côtés des Alliés : c'est « l'offensive Milioukov » qui provoqua la colère des masses.
60. 50 kopeks = 1/2 rouble. Pour juger de ce que représente cette somme, signalons qu'en avril, lorsque le comité de Pétersbourg décide d'embaucher des permanents techniques, il décide de rémunérer un secrétaire administratif à 300 roubles par mois, son adjointe et une employée de bureau à 150.
61. Préface aux *Pervy legalny*, p. 9.
62. Le parti social-démocrate finlandais avait décidé en outre une levée de fonds de solidarité.
63. *Voprosy Istorii...*, Moscou 1962, n° 2, p. 144.
64. *Pervy legalny...* p. 199.
65. *Ibidem*, p. 208.
66. *Ibidem*, p. 209.
67. *Pervy legalny...* p. 31.
68. *Ibidem* et Lénine, *Œuvres complètes*, 4e ed., Moscou, 1958, t. 24, pp. 561 et 562. A l'époque, Trotsky n'était pas encore membre du parti bolchevique.
69. *Ibidem* et Lénine, *ibidem*, p. 571.

Pierre Broué

## Compléments à un article sur les trotskystes en U.R.S.S.

C'est en 1980, au retour de la première recherche dans les « papiers d'exil » de Trotsky à Harvard, que nous avons préparé la première mise au point qui était destinée aux *Cahiers Léon Trotsky*<sup>1</sup>. La recherche s'est poursuivie sur ce thème, sans interruption depuis, parallèlement au travail pour les *Œuvres*. On a fait une lecture attentive de la *Pravda*, en accordant beaucoup d'attention aux listes d'exclus, de « capitulards », de réintégrés dans le parti. Les archives de Shachtman à la Tamiment Library ont donné quelques indications. Et nous publions plus loin un document retrouvé par Jean Rous. Mais l'essentiel des renseignements nouveaux est venu des papiers des archives de L. Sedov à la Fondation de Hoover à Stanford, collection Nikolaievsky, ainsi que de leur confrontation avec les documents connus : nous avons trouvé dans les papiers de Sedov bien des originaux avec des passages précieux précisément « censurés » par Sedov dans les copies qui se trouvent à Harvard. Ces archives nous ont également donné un cadre, des dimensions, un espace finalement plus restreint, avec pas mal de jalons, d'où la relative aisance à trouver et identifier.

Nous savions qu'en 1928 et au début de 1929 le « centre de Moscou » avait été dirigé par Boris Mikhailovitch Eltsine<sup>2</sup>, mais nous ignorions la date de sa « chute ». Or nous possédons désormais trois rapports chiffrés de lui : Eltsine était « Starichok » (le petit vieux) et « Otetz » (papa). Nous savions qu'il avait été victime d'un provocateur du G.P.U. qui avait délibérément lancé de fausses nouvelles, comme la mort de Dreitser<sup>3</sup>, organisé ensuite à Leningrad un groupe d'opposition rassemblant nombre d'anciens qu'il avait ensuite dénoncés. Serge appelait cet homme Mikhail Tverskoy<sup>4</sup> — ce qui nous semble maintenant être une confusion avec l'un des provocateurs mêlés à l'affaire dite de « l'officier de Wrangel » en 1927<sup>5</sup>, car on peut douter que le même nom ait pu être utilisé deux fois, pratiquement avec les mêmes personnes. Si l'on en croit la presse, cet homme était Mikhail Akhmatov<sup>6</sup>. On retrouve à Vorkouta, dans la clairière où l'on fusille les trotskystes par fournées quotidiennes, des noms de militants arrêtés dans cette affaire. Relevons encore dans les rapports d'Eltsine l'importance du travail de l'Opposition de gauche dans

les rangs ouvriers — le rôle des militants ouvriers Stoukolkine, de l'usine Gloukhov à Bogorodsk, et Gr. M. Novikov au sort duquel Trotsky s'intéresse pendant des années. Notons également que ce « centre » publie un *Biulleten Oppositsii* qui a donné son nom à la fameuse publication de l'Opposition russe en exil. Ajoutons enfin que nous savons maintenant que Sokrat Gevorkian et Moussia Magid<sup>7</sup> faisaient partie du premier centre de Moscou en 1928.

La version donnée en 1930 de l'affaire Blumkine par Trotsky et Sedov était une version défensive, en réalité destinée à limiter les dégâts après cette arrestation catastrophique<sup>8</sup>. Les mencheviks avaient probablement raison sur le fond quand ils assuraient alors que Blumkine travaillait pour Trotsky, effectuant les liaisons les plus importantes, et que la visite de l'été ou de l'automne 1929 n'était pas un hasard résultant d'une rencontre fortuite avec Sedov dans la rue à Istanbul. Blumkine rendit effectivement visite à Trotsky, probablement en août, ce qui nous a été confirmé par plusieurs de ses visiteurs qui l'ont rencontré et à qui fut donnée la version du hasard<sup>9</sup>. Mais Sedov a fait savoir le contraire à la postérité en précisant de sa main sur le document en question que c'était Blumkine qui avait rédigé, le 2 avril, à sa demande et celle de Trotsky, une notice nécrologique sur Dreitser qui avait été son compagnon d'armes, mais qu'eux ne connaissaient pas<sup>10</sup>. Il faudra creuser encore, mais la découverte est d'importance et vient confirmer la lettre parlant de précautions à prendre après la « saisie » de matériel sur Blumkine, alors que la copie de Harvard de la lettre remise à Blumkine ne peut être considérée comme un véritable « matériel ». Précisons que Blumkine employa à cette occasion le pseudonyme de Svoj. En liaison avec l'affaire Blumkine, notons également l'affaire Blumenfeld-Iossélévitch. Nous savons par Victor Serge que M.J. Blumenfeld, ex-dirigeant des Jeunesses et de l'I.C.J., fut condamné, courant 1929 ou début 1930, à dix ans de prison en liaison avec l'« affaire » Silov-Rabinovitch, c'est-à-dire en liaison avec Blumkine ; en même temps que lui était condamné A.S. Iossélévitch, un tchékiste, ancien membre du collège de la Tchéka à Petrograd, qui était déporté à Minoussinsk. Les deux hommes avaient capitulé à des dates récentes, Blumenfeld en juin, Iossélévitch en juillet. On ne peut s'empêcher de penser qu'il s'agissait là de « capitulations » tactiques — ce qui correspondrait au lien avec un Blumkine dont nous savons qu'il était vraiment l'un des intermédiaires avec Trotsky.

Toujours pour l'année 1929, nous pouvons situer approximativement à l'été la chute du « centre », immédiatement après l'interception de la lettre dans laquelle E.B. Solntsev pressait Rakovsky de rédiger une « déclaration » de l'Opposition de gauche avec l'objectif d'arrêter la panique dans les colonies et d'enrayer la vague de capitulations qui avait suivi celle des trois, Préobrajensky, Radek, Smilga<sup>11</sup>. Nous possédons en revanche quelques éléments supplémentaires sur l'équipe de rechange qui

eu à faire face à l'explosion des « capitulations ». Sur V. Ianoutchevsky, nous n'avons rien de plus : sa correspondance avec Trotsky sur les chiens de chasse peut très bien avoir porté seulement sur... les chiens de chasse. En revanche, en ce qui concerne Grigori Iakovlévitch Iakovine<sup>12</sup>, nous avons appris qu'il avait été un ami personnel d'A.A. Joffé et que plus tard, libéré en exil, il épousa sa veuve Maria Mikhailovna, alors qu'il résidait à Stalinabad peu avant sa toute dernière arrestation. Nous espérons toujours trouver des traces consistantes des militants qui ont été arrêtés à Moscou en juillet-août 1931 et dont Pierre Naville parlait dans une lettre à Trotsky<sup>13</sup>. Nous avons maintenant de solides raisons de penser que leur responsable, ce « Michel », ami de Nin, selon Pierre Naville, qui le tenait de Serge, qui tint magnifiquement devant le G.P.U. était en réalité Mikhaïl Andréiévitich Polevoi, qui fut envoyé effectivement en isolateur, puis en déportation à Koursk avant d'être définitivement arrêté de nouveau après l'assassinat de Kirov. Nous ne sommes pas encore parvenus à identifier l'homme qui transmettait beaucoup d'informations sur l'U.R.S.S. à Sedov jusqu'en 1933 et dont le B.O. a publié bien des lettres sous les signatures de Tenzov, T.T., M.M., Svoj également, et qui est un ami de Kasparova. Nous savons de cet homme qu'il appartenait à la vieille génération bolchevique, travailla dans une représentation commerciale de l'U.R.S.S. en Europe occidentale, eut la possibilité de rendre visite en leur lieu de déportation à Kasparova et Koté Tsintsadzé<sup>14</sup>.

Nous n'avons pas encore réuni une ample moisson d'informations sur les militants et sympathisants de l'Opposition en-dehors de l'U.R.S.S., en dehors d'une très belle photographie de Nina V. Vorovskaïa, morte prématurément de tuberculose, qui avait été pendant un temps à Moscou à elle seule « l'appareil technique » de l'Opposition de gauche clandestine<sup>15</sup>. Nous avons des lettres non dénuées d'intérêt d'une Rozovskaïa, qui raconte qu'elle avait autrefois prêté à Berlin sa chambre à Chliapnikov pour qu'il y rencontre Urbahns. Était-ce Vera Rozovskaïa, qui était employée à l'ambassade à Paris du temps de Rakovsky ? Piotr Sergeievitch Kuroedov avait été secrétaire de Vorovsky et employé aussi en Norvège dans des services extérieurs. Atteint de tuberculose, hospitalisé, il a tout de même, d'Oslo, assuré quelques liaisons. Nous sommes certains que la délégation commerciale d'U.R.S.S. à Berlin compta dans son personnel plusieurs « bolcheviks-léninistes ». En 1929, le Parisien Jean Meichler reçut l'un d'eux qu'il appelle « Dr H.K. ». Pierre Naville croit bien se souvenir que l'un des deux qu'il rencontra à Berlin au retour de Prinkipo en 1930 était Bessonov, futur accusé au procès de 1938. Un autre, du nom de Lepoladsky, se faisait appeler Melev : il joua le jeu de Well et Sénine, essayant de persuader Trotsky que Landau détournait le courrier d'U.R.S.S. pour envenimer leurs rapports, en 1931. Le compte rendu du procès Boukharine mentionne deux autres « trotskystes » dans

les services de Berlin, Birkengof et Reich. Nous ne savons rien d'autre du premier. L'accusé-témoin de l'accusation, Bessonov, assure que Reich, ingénieur métallurgiste, organisateur des « voyages » en U.R.S.S., refusa de revenir en U.R.S.S. à son rappel en 1932 et devint citoyen danois, avec un passeport au nom de « Johanson ». Les trotskystes ont nié à l'époque cette affirmation, mais il y a à cette époque, à Copenhague, un abonné du *Bulleten* qui s'appelle Reich et Jo Jacobsen, qui utilise en 1933 la boîte à lettres d'un autre Reich célèbre, Wilhelm, le père de la « sexpol ». On note aussi la présence, mais beaucoup plus tôt, au début des années 20, d'un Ilya Reich dans la délégation commerciale soviétique. Les expériences avec Kharine et Melev, ainsi que Jakob Frank <sup>16</sup>, peuvent inciter au soupçon que certains de ces « amis » agissaient sur commande. Mais il ne faut pas abuser du soupçon et Sedov, même si Zborowski le déjoua finalement, était tout de même très attentif.

Nous avons des éléments sur le travail militant de Sedov en direction des Soviétiques en Allemagne. Nous avons déjà parlé d'Oskar Grössmann <sup>17</sup>, un étudiant soviétique en situation légale, qui dirigea à Berlin les jeunesses, puis fit partie de la direction clandestine. Il envoya d'Allemagne à Sedov, en 1933 des lettres signées « Brandt ». Il y mentionne un autre Soviétique, « le vieux A. de Halensee », qui va partir en Finlande travailler pour les éditions Petropolis, mais qu'il voudrait qu'on invite à Prinkipo où il serait bien utile. La correspondance de Sedov nous apprend également les liens qui existaient avec le journaliste menchevique Grigori Ossipovitch Binshtok (Bienstock), collaborateur de *Die neue Weltbühne* à Prague, sympathisant avec l'Opposition, qui exprimait en 1934 son désir de rencontrer Trotsky <sup>18</sup>. Notons également les discussions entre Sedov et Vera Aleksandrova <sup>19</sup>.

La correspondance nous donne beaucoup d'éléments d'ordre technique sur la façon dont se menait la correspondance avec l'U.R.S.S. : les lettres, systématiquement ouvertes et confisquées, sont tombées en désuétude. On envoi des cartes postales dans lesquelles on copie en tout petits caractères lettres politiques et circulaires avec quelques formules-devinettes et cela passe sous le nez de la police. C'est ainsi que Sedov par exemple fit connaître aux militants d'U.R.S.S., jusque dans les isolateurs, la tenue de la conférence d'avril 1930 <sup>20</sup>. Pour le *Bulleten*, Sedov avait mis sur pied un véritable réseau. Hambourg et Anvers étaient deux des têtes de ligne d'où les B.O., par des marins, partaient par dizaines. Des touristes en emportaient également, voire des étrangers allant travailler en U.R.S.S., comme l'Américain John Becker <sup>21</sup>. La plus grande partie des exemplaires, imprimés en caractères minuscules sur du papier très léger, étaient insérés dans des journaux des P.C., préalablement allégés d'un poids correspondant dans les pages intérieures et adressés à des institutions, commissariats, bibliothèques, universités, instituts, foyers — en fait le plus souvent à des destinataires précis : nous avons de longues listes

avec les adresses officielles et l'identité de la personne visée. A Berlin, Sedov s'enorgueillissait beaucoup de la prouesse technique réalisée pour l'impression des « petits », ces exemplaires sur tissu léger qui pouvaient passer sous le nez des policiers, même s'ils décousaient ou déchiraient les doublures.

Nous savons également que Trotsky et Sedov conseillaient à ceux de leurs correspondants qui leur demandaient quoi faire, d'informer le B.O. en écrivant à des adresses données des cartes postales. Le candidat au statut d'« oppositionner » avait comme premier devoir d'informer ce *Bulleten* — pour lequel l'agence soviétique officielle payait *cash* treize abonnements.

Cette organisation, en tant que telle, et en dépit de tous ses mérites et toutes ses prouesses, a été finalement détruite en 1930-31 et ne renaîtra jamais sous sa forme ancienne de type bolchevique, dérivée clandestine de la fraction de 1927. Mais elle renaît de ses cendres sous une forme nouvelle et à une échelle tout autre, en 1932, en résultat, tant du patient travail de marqueterie de Sedov que sous l'impulsion de la crise qui s'aggrave dans le pays et secoue sérieusement l'appareil. Nous savions par Victor Serge qu'un nouveau « centre » fonctionnait à Moscou en 1932 et aussi qu'il soupçonnait l'un des membres de cet organisme, A.M. Chabion, atteint d'un cancer, d'être devenu informateur du G.P.U., victime d'un chantage aux soins. Il faut rester sur ses gardes, car Serge soupçonne Chabion d'être un provocateur pour la seule raison apparemment que ce dernier a tenté de le recruter et sa méfiance le conduit en général à jeter le soupçon sur quiconque est actif ou tente de l'être. La rumeur avait rencontré d'autres oreilles, puisque l'émissaire du groupe O., en 1932, refuse le contact avec les trotskystes de Moscou en invoquant la provocation au « centre ». Relevons que Chabion, ancien de l'Opposition, avait capitulé en 1929, qu'il était professeur d'histoire et fut arrêté pour s'être trop apesanti sur le thème de « Thermidor » dans ses cours sur la Révolution française.

Nous connaissons par le livre de souvenirs <sup>22</sup> de Maria Mikhailovna Joffé le nom d'Andréi Konstantinov, dit Kostia dont elle a immortalisé le personnage de militant irréductible. Dans une lettre à Léon Sedov, Victor Serge le mentionne en 1936 en indiquant qu'il s'était rallié mollement à l'Opposition en isolateur et l'avait probablement quittée ultérieurement. Là encore, le grand écrivain péchait par scepticisme et se trompait lourdement. C'est encore M.M. Joffé qui nous donne la clé de Kostia : comme pas mal d'autres, il était « clandestin » dans le parti, nia les accusations, mais, en prison, se « rallia », « officialisa » son lien oppositionnel : le caractère clandestin de son activité n'avait plus à être préservé, même si son activité passée devait l'être encore. Il fut et mourut ferme. Victor Serge avait également parlé, en termes moins soupçonneux mais tout aussi ambigus, d'un militant qui était venu le voir en 1933 à Orenbourg et s'était

présenté comme un trotskyste actif. Cet homme, « Russe francisé », dit-il, s'appelait Kotcherets, et Serge indique à Sedov qu'il utilisait dans ses travaux de traducteur le pseudonyme de Jacques Reyhaud ou Renaud. Quelques mois plus tard, il dira à peu près la même chose à Poulaille, donnant cette fois Jean Renaud comme pseudonyme et indiquant que l'homme avait été lié à Louis Aragon. Le soin avec lequel Léon Sedov biffe, des textes à publier, tout ce qui concerne Kotcherets, était déjà révélateur de l'intérêt du personnage. Une rature mal achevée permet de l'identifier comme étant « Vetter » — un homme qui a un dossier à lui dans la correspondance Sedov, qui est mentionné dans la correspondance avec Trotsky comme le pivot du travail en U.R.S.S. et qui est appelé « Vet » dans les lettres d'U.R.S.S. et le courrier publié dans le *B.O.*

Ce « Vet », que Sedov appelle aussi parfois « le Français », était-il, comme on peut le penser, la plaque tournante de la liaison de Sedov avec l'Union soviétique ? Quand nous avons mentionné son nom — et rien d'autre — devant Raymond Molinier, celui-ci nous a déclaré que « Vetter » était un soviétique parlant le français parfaitement, qu'il avait convoyé à Prinkipo en 1931 et qui fut reçu chez lui par Trotsky. A cette date, Kotcherets avait déjà derrière lui une « grève de la faim » contre les accusations du G.P.U., puis une capitulation « feinte ». Il détenait les liaisons les plus étroites avec le parti, puisque c'est à lui que Sedov demandait les circulaires internes. Mais il n'était incontestablement pas le seul, même s'il était le mieux placé pour les communications, en raison de circonstances que nous ignorons évidemment.

D'abord un « Pierre »<sup>23</sup>, en français, que nous connaissions déjà comme courrier et courtier de l'opposition en Europe en 1927, Nikolai N. Pereverzev (que nous avons longtemps confondu avec un homonyme « capitulard », lié, lui, au groupe Smirnov et particulièrement à S.V. Mratchkovsky). Le nôtre semble être en exil, mais il se déplace « à la ville », et c'est de lui qu'on attend souvent des précisions. Le lien avec l'étranger est toujours « Tenzov » dont les lettres sont parfois reproduites intégralement dans le *B.O.* Nous ne savons rien de « Kar », associé à « Vet » dans un message. Nous entrevoyons une vieille militante, membre du parti depuis 1904, tchékiste pendant la guerre civile, Nadejda I. Ostrovskaja — dont l'arrestation marque un tournant en 1933. Nous découvrons aussi une jeune femme, la sœur de l'écrivain Grossmann<sup>24</sup>, Nadejda Moisseievna Almaz, ancienne secrétaire de Lozovsky — dont Serge assure qu'elle ne fut arrêtée que parce qu'elle le connaissait, ce qui n'est probablement pas exact. En 1934, Sedov envoie de Paris de l'argent aux colonies d'Arkhangelsk et de Veliki-Ustiug, par l'intermédiaire respectivement du Kharkovien Ilya Rosengaus<sup>25</sup> et de la Géorgienne Nadejda Iachvili.

1932, on le sait, est l'année de la réapparition et du retour à l'Opposition des « trotskystes ex-capitulards » comme écrit Sedov, pour qui tou-

les « capitulards honnêtes » sont revenus à l'Opposition de gauche avec I.N. Smirnov, en même temps que se tournaient vers elle des hommes qui avaient jusque là suivi la « ligne générale ». Nous savons qu'en septembre 1932, Sedov a rencontré à Berlin l'émissaire de Smirnov, Holzman, et que, quelques semaines plus tard, il a reçu un autre vieux-bolchevik, qui a pris contact avec lui sous le nom de Gromovoi et s'est recommandé de Kasparova et de Zagorsky : l'homme est venu se soigner en Allemagne et donne à Sedov des détails sur l'activité de son groupe animé par « O » — de toute évidence, il s'agit d'Ossinsky. Il s'agit d'I.P. Gaven (Gavenis) dont le nom est répété par procureur et accusés qui avouent à Moscou en 1936, mais qui ne paraît pas et aurait été fusillé en 1937 sur une civière, si l'on en croit Roy Medvedev. Gaven est « Sorokine », comme Holzman est « Orlov » et Smirnov « Kolokoltsev », dans la correspondance de Sedov et de son père. Ces hommes-là, leurs amis en U.R.S.S., sont les pièces maîtresses du développement nouveau d'une opposition de gauche qui n'a rien d'une chapelle et pour laquelle Trotsky envisage en octobre 1932 le retour à l'étape de la *Déclaration* politique publique.

Bien entendu, tout est remis en question par la victoire de Hitler. Les prisons se remplissent de nouveau dès le début de 1933. I.N. Smirnov, arrêté aux environs du 20 janvier, est condamné à dix ans de prison pour « contact avec l'étranger ». Plusieurs de ses proches sont arrêtés. Une lettre de Kotcherets (Vet) annonce l'arrestation de Perevertsev et de « Nina » Ostrovskaja — alors qu'un vieux bolchevik, qui signe « L », informe Trotsky par un message envoyé *via* Solow et B.J. Field qu'il s'agit bien de « Nadejda », déportée autrefois à Voronej. Dès mars 1933, Sedov exprime son inquiétude et envisage l'éventualité d'une arrestation de Vetter, qu'il interpelle, ainsi que « Kar », dans le courrier du *Bulletin*. Serge nous informe que Kotcherets a été condamné à dix ans et envoyé à Krasnojarsk. Il ne sera plus question de lui. En 1934, on note des arrestations de gens aux noms familiers depuis des années, comme Barynov et l'Ukrainien S.Kh. Mintz, ancien dirigeant de l'Opposition de gauche en Ukraine, déporté à Barnaoul autrefois avec Rakovsky, à qui il était lié. Le même Serge mentionne l'apparition, à travers le témoignage de Bielenky, d'une « nouvelle génération d'oppositionnels », à propos de laquelle il cite « Rabinovitch ou Roubinovitch », membre de la direction du groupe léniniste de Verkhneouralsk.

Pour la même année, un rapport d'U.R.S.S. signé « R » signale, un peu plus tard, l'arrestation de Rafail (R.B. Farbman), un ancien de l'Opposition des 46 en 1923, membre du « noyau » de 27, vitupéré comme « capitulard » en 1930. Ce rapport précise qu'en sa qualité d'oppositionnel, Rafail avait acquis une grande autorité politique parmi les travailleurs. Une autre lettre, dont nous ne savons de qui elle émane, précise que toute personne en contact avec les travailleurs et soupçonnée d'être proche de l'Opposition de gauche est vouée à l'arrestation et dans le meilleur des cas à l'exil.

La nouvelle « périodisation » qui se dégage des données d'ensemble, le renouveau d'activité organisée constaté à partir de 1932, nous conduisent nécessairement à des révisions. En 1980, dans notre article, nous avons suivi l'opinion de Serge selon laquelle le « procès des isolateurs » dans lequel avaient été impliqués Solntsev, Pankratov, Pevzner, et quelques autres éminentes figures de la jeune génération, avait été une fabrication policière. Nous pensons maintenant que Serge a réagi à cette affaire comme aux propositions d'activité faite par des militants, en dénonçant la « provocation ». Il faut en effet admettre que l'accusation lancée contre ces hommes d'avoir tenté de reconstituer un « centre » ne peut plus apparaître exagérée : c'est le contraire qui eût été étonnant. Ici aussi, il faut tenir compte des nécessaires dénégations défensives et se garder de les prendre au pied de la lettre.

La seconde « révision » nécessaire est sans doute de plus longue portée. Il s'agit de la notion même de « capitulards ». Le terme recouvre en réalité deux catégories bien différentes. Il y a les renégats qui deviennent des ennemis politiques, comme Radek et Piatakov. Ils sont relativement peu nombreux. La grande majorité des autres sont des « capitulards tactiques », du type I.N. Smirnov ou Mratchkovsky, qui ont estimé, à un moment, devoir « payer le prix » d'une liberté précaire d'agir en secret, par des paroles de ralliement. Ils s'y sont décidés individuellement ou par groupes, rompant de fait avec l'Opposition de gauche qui les accueille quand ils reviennent. Un tout petit nombre enfin ont capitulé par « manœuvre », c'est-à-dire sur décision de leur organisation, pour pouvoir reprendre leur poste dans le travail « du dehors ». Nous savions déjà par Serge que Stopalov était de ceux-là. Il faut sans doute ajouter à son nom au moins ceux de Rafail et Kotcherets. Et nous ne serions pas étonnés que « Tenzov » en soit aussi : un « faux capitulard » mêlé en 1929 à la foule des « vrais », ne constituerait pas une hypothèse absurde <sup>26</sup>.

L'examen attentif des « déclarations » et des arrestations montre combien l'historien doit être prudent au sujet des capitulations. Les lettres de 1930 que nous avons publiées dans les *Cahiers Léon Trotsky* n° 7/8 vitupèrent avec un ensemble touchant les *futurs* capitulards Naum I. Mekler, Ilya Rosengaus, Rafail. Mekler est arrêté quelques semaines après sa capitulation et chemine en isolateur. Rosengaus en exil et Rafail en « liberté » — à la veille d'être arrêtés — sont au premier rang des militants de l'Opposition en 1934. De là à supposer que les injures qui leur étaient adressées en 1930 dans les lettres de leurs camarades étaient, d'une façon ou d'une autre, destinées à les « couvrir », il n'y a qu'un pas que nous sommes prêt à franchir. Mais il faut bien souligner aussi que nombre d'anciens « capitulards » finirent de toute façon en militants fermes du noyau de Vorkouta : c'est le cas de David Roitman, qui faisait là-bas l'admiration de ses camarades, et aussi celui de Faina Iablonskaia, dont Maria Joffé a raconté l'exécution à Vorkouta. Tous deux avaient

signé la déclaration de Smirnov et Bogouslavsky. Dans le même ordre d'idées, on avait été frappé du nombre de reniements des « décistes » en 1929, la plupart des partisans de ce courant ayant capitulé. Il est légitime de se demander aujourd'hui si ce courant — auquel appartenait I.K. Dachkovsky, ce survivant qui démontrait en 1960 sa fidélité à ses idées de jeunesse — n'avait pas décidé la capitulation formelle pour assurer survie et action.

Nous terminerons par deux remarques à propos de l'extermination des trotskystes détenus. D'abord, il est fait mention à plusieurs reprises dans divers documents, de l'exécution en U.R.S.S. de communistes étrangers accusés d'espionnage, au lendemain de l'assassinat de Kirov. Parmi les noms publiés, celui de V. Sidorov a retenu notre attention. Il y avait en effet dans les rangs de l'Opposition de gauche en 1927 un jeune communiste bulgare nommé Vassil Sidorov, réfugié politique, fils du vétéran du P.C. bulgare et ami de Rakovsky, Sider Todorov, qui en parle à Trotsky dans une lettre. V. Sidorov est un des animateurs de la colonie de Roubtsovsk en 1930 <sup>27</sup>, et envoyé ensuite en isolateur. S'agit-il de lui ? Dimitar Gatchev nous a confirmé la disparition en U.R.S.S. du jeune communiste bulgare Vassil Sidorov, mais sans pouvoir en préciser la date ni les circonstances.

Enfin, dans le fonds Nikolaievsky à Stanford, les archives du déciste Duné contiennent une longue liste d'oppositionnels déportés et de militants exécutés à Vorkouta dont Duné fut un des survivants. Nous y avons relevé la présence à la briquetterie, donc au massacre final, de nombre de « trotskystes historiques », mais aussi d'ex-capitulards (l'Ukrainien Kotzioubinsky), des familles de certains condamnés des procès de Moscou (la sœur de Zinoviev, la première femme de Smirnov, la fille de Dreitser), mais nous sommes maintenant capables d'y déceler la présence de nouveaux venus, des femmes et des hommes qui ont été arrêtés dans les années trente : ainsi le professeur de Lougansk Dejneka, l'ingénieur moscovite Semion Voronine, pour ne pas parler de N.M. Almaz déjà citée, sont à la fois témoignage et preuve de la continuité de l'Opposition qui s'est finalement renouvelée jusqu'à son extermination, malgré une répression sans précédent.

## NOTES

1. « Les Trotskystes en U.R.S.S. », *Cahiers Léon Trotsky* n° 6, 1980, pp. 5-65. Référence ultérieure : *CLT* 6.
2. *CLT* 6, p. 29. Ne pas le confondre avec son fils, également oppositionnel irréductible, ex-secrétaire de Trotsky, Viktor Borissovitch.
3. Efim A. Dreitser (1894-1936) était un ancien officier de l'Armée rouge qui avait notamment monté la garde chez Trotsky en 1928. Le bruit de sa mort en prison en 1929 a peut-être été un « truc » du G.P.U. pour faire démasquer Blumkine : la nouvelle semble avoir émané du provocateur du centre de Moscou et n'être arrivée à l'Ouest que par l'intermédiaire d'Urbahns.

4. Dans ses *Mémoires d'un Révolutionnaire*, éd. 1951, p. 265, Serge écrit : « Malade, le vieil Eltsine se confiait, pour maintenir les liaisons et la vie spirituelle d'infimes cercles de militants à un collaborateur jeune, actif et invulnérable — nommé Mikhail Tverskoy, qui était un agent du G.P.U. ».
5. Cf. *CLT* n°4, octobre 1979, « Un point d'histoire : l'imprimerie clandestine et l'officier de Wrangel », pp. 21-37.
6. Serge parle du « ralliement bruyant » de faux oppositionnels de Leningrad. Le seul texte qui corresponde à cela, signé en premier du responsable, M. Akhmatov, a paru dans *Leningradskaja Pravda* du 24 octobre 1929.
7. Cf. *CLT* 6, pp. 30 & 31.
8. Il s'agissait du hasard d'une rencontre dans la rue à Constantinople entre Blumkine et Sedov (*CLT* 6, p. 23).
9. Notamment le tchécoslovaque Kopp.
10. Ainsi s'explique l'apparente contradiction entre cette notice longtemps attribuée à Trotsky et l'affirmation de ce dernier qu'il n'avait jamais vraiment connu Dreitser.
11. *CLT* 7/8, pp. 64-67.
12. *CLT* 6, p. 31.
13. *Ibidem*, p. 43.
14. Cf. *CLT* 6, pp. 28-29.
15. C'est Trotsky qui a écrit la nécrologie de Nina Vorovskaia dans le numéro 9 du *Bulleten Oppositsii* de mars 1931. Cf. *CLT* 6, p. 44.
16. Sur Kharine, alias « Joseph » et « Flavius », *CLT* 7/8, pp. 29-35. Il était dans la délégation commerciale parisienne comme Melev dans la berlinoise et le Lithuanien Jakob Frank dans celle de Vienne. Il était né en 1892.
17. *CLT* 6, pp. 44-45.
18. G.O. *Bienstock* (1885-1954) ne rompit finalement pas avec les mencheviks et émigra aux E.U.
19. *Véra Aleksandrova* était le pseudonyme de V.A. Mordvinova (1895-1972) qui était la femme du dirigeant menchevique Salomon Schwarz-Monoszon. Elle eut des discussions politiques avec Sedov et Lola Estrine — jusqu'en 1939.
20. Cf. *CLT* 7/8, p. 175, pour la lettre de V.B. Eltsine à Sedov du 11 juin 1930 accusant réception de l'information de la tenue de la conférence constitutive de l'Opposition de gauche le 6 avril précédent.
21. Nous n'avons que peu d'éléments sur ce militant américain de la C.L.A. qui est appelé aussi « Muller » et « Brown » et sur lequel Trotsky avait reçu des informations de Paris qui l'avaient mis hors de lui en 1932. Il le rencontra en France en 1933.
22. *One Long Night* (Londres 1978).
23. C'est à lui qu'étaient adressées les deux lettres volées à Trotsky par le G.P.U. et publiées par la *Pravda* du 14 janvier 1928 puis dans la presse des P.C. du monde entier.
24. Très célèbre, mais à titre posthume, auteur notamment de *Vie et Destin*.
25. Rosengaus est un de ceux dont la correspondance entre déportés « annonce » la capitulation à grands cris, ce qui permet de douter de sa sincérité quand elle se produit en 1930.
26. Relevons dans cet ordre d'idée un petit mystère. On sait sans doute que, par un réflexe fétichiste — peut-être un geste spectaculaire — Trotsky détruisit ou fit détruire les photos des « capitulards », dont celle de Rakovsky. Nous savons qu'il en fut de même pour d'autres, comme par exemple Boris Livshitz dont il avait montré la photo à Maurice Paz — une photo qui n'est plus dans les archives. Or nous avons trouvé dans les archives une photo, découpée dans la *Pravda* de 1936 d'anciens combattants de guerre civile réunis au Kremlin pour une cérémonie. Deux hommes ont été encadrés d'un coup de crayon, Boris S. Livshitz — deux fois capitulard, en 1930 d'abord et plus tard puisqu'il avait été arrêté en 32 avec les amis de Smirnov — et Kavtaradzé dont on sait qu'il fut l'un des rares à avoir été libéré sans avoir capitulé, et qui mourut commissaire du peuple-adjoint. Nous ne tirons de ce fait surprenant aucune conclusion ; nous croyons simplement qu'il est à noter.
27. Nous avons publié deux lettres de Sidorov, dans *CLT* 7/8, pp. 142-144, une lettre à Trotsky du 25 janvier 1930, une autre à Sedov du 3 mars 1930, pp. 153-154. La longue lettre critique envoyée à la fin de 1929 par la colonie de Roubtsovsk au sujet de la déclaration de Rakovsky est sans doute de sa main.

Pierre Broué

## La main d'œuvre « blanche » de Staline

Trouver en Californie dans une bibliothèque ouverte au public un dossier de la police française dont l'accès vous est interdit dans votre propre pays, c'est le plaisir que j'ai eu cet été à Stanford. En outre, ce n'était pas n'importe quel dossier et je ne peux tarder à informer les lecteurs des *Cahiers* de son contenu.

Ces derniers, comme ceux des *Œuvres* de Trotsky, sont maintenant familiers avec la façon d'opérer du G.P.U. dans les années 30 et notamment son recrutement systématique d'hommes de main dans le milieu décomposé des émigrés « blancs » — les vaincus de la guerre civile. A travers les références à « l'affaire Turkul », ce général blanc qui préparait en 1931 l'assassinat de Trotsky à Prinkipo, ils ont saisi que le G.P.U. avait infiltré les organisations « blanches » et en manipulait les dirigeants les plus autorisés. Sans doute ont-ils été comme moi frappés dans le tome XX par les réflexions de Trotsky lors du jugement aux Assises de la Plévitkaia. Cette dernière, chanteuse russe émigrée, épouse du général Skobline, était accusée d'avoir été la complice de son mari, « en fuite » dans l'enlèvement et la disparition du général blanc Evgenii Karlovitch Miller. Le commissaire André Roches, de la P.J., le policier-vedette de ces années, venu déposer, avait fait allusion au projet de Turkul d'assassiner Trotsky. Ce dernier commentait sans indulgence ses propos et ironisait sur la bienveillance manifestée au G.P.U. par le gouvernement du Front populaire, en l'occurrence, sa police<sup>1</sup>.

Voici plusieurs années que, jugeant les comptes rendus de presse un peu maigres, j'ai essayé d'avoir accès aux papiers officiels qui avaient inspiré le commissaire. Après tout, spécialiste de Trotsky, je pouvais espérer me voir reconnaître le droit d'avoir connaissance d'un dossier concernant une tentative de l'assassiner. Toutes mes tentatives ont été vaines. Tant sous la présidence de M. Giscard d'Estaing que sous celle de M. Mitterrand et en dépit de l'ouverture d'esprit concrètement manifestée en ce domaine par M. Franceschi, il m'a été impossible ne serait-ce que de localiser ces documents — voire d'avoir seulement confirmation de leur existence — et je ne parle pas évidemment de la possibilité de les consulter.

La police française ne savait rien. Eût-elle su d'ailleurs qu'elle ne me l'eût sans doute pas dit : la loi Giscard — toujours en vigueur — n'édicte-t-elle pas que la nécessité de ne pas « compromettre » des personnes l'emporte sur celle d'établir la vérité historique, même si les personnes en question sont des tueurs à gages et leurs employeurs. Je m'étais donc résigné. Or j'ai trouvé le dossier en question dans la collection Nikolaïevsky à Stanford, dans le voisinage des papiers de Léon Sedov à la fondation Hoover : ce dossier comprend des rapports de police sur des points de l'affaire Miller, un rapport dit « rapport Tastevin », un rapport général non signé et le rapport final du commissaire André Roches, synthèse des précédents, bilan des perquisitions et interrogatoires<sup>2</sup>. Je crois pouvoir dire qu'il s'agit d'un dossier de qualité, tant du point de vue de la collation de l'information que de celui de l'analyse, très soignée.

Je ne vais pas parler ici de l'affaire Miller en elle-même — laquelle intéressera sans doute un collègue chercheur<sup>3</sup>. La conviction des enquêteurs — elle m'a convaincu — est que le général Skobline travaillait pour le G.P.U. et que c'est dans le cadre d'une opération des services secrets soviétiques qu'il a attiré son chef et compagnon d'armes, le général Miller, dans un piège fatal. Le dossier apporte sur ce point bien des éléments concrets et la découverte que cette vérité-là, dans les sommets d'une émigration blanche étroitement imbriquée dans les différents services de renseignement, était une vérité première, une évidence. L'enlèvement de Miller et son probable meurtre ultérieur n'étaient que la conclusion, le couronnement d'une longue bataille, entre factions politiques rivales, pour le contrôle de la principale organisation de l'émigration russe blanche.

L'Union générale des anciens combattants russes, la R.O.V.S., fondée après la victoire de l'Armée rouge, avait été dirigée successivement par le Grand-duc Nikolai Nikolaiévitch, puis le général baron Wrangel auquel avait succédé le général Koutiépov, « enlevé » et disparu en 1930, remplacé alors par Miller. Ce dernier, ancien officier tsariste, monarchiste traditionnaliste, avait été très vite contesté pour sa prétendue « passivité » et « modération » par des éléments activistes — que la presse de l'époque présente à tort, consciemment ou non, comme des « amis de Hitler » qui auraient ainsi critiqué un « ami des démocraties » — ce que Miller n'était pas. Le secteur essentiel de la R.O.V.S., son bras militaire, son « 2<sup>e</sup> bureau », comme écrivent les spécialistes chargés de renseigner le magistrat instructeur, était le service appelé « Ligne intérieure » ou encore « spéciale », dont l'activité, en liaison avec plusieurs services de renseignement, était depuis 1933 dirigée par un jeune général, ancien aide de camp de Kornilov, Nikolai Vassiliévitch Skobline. En décembre 1936 cependant, la décision du général Miller de relever de ses fonctions le général Skobline, puis ses ordres pour qu'aucun contact ne soit gardé avec ce dernier dans le travail, enfin la dissolution de fait de ce service,

n'étaient que les signes avant-coureurs de l'explosion. Quel était donc le véritable enjeu de cette lutte acharnée ?

Notre dossier de police décrit avec beaucoup de soin les personnalités et groupes engagés. Au premier rang des « critiques » de Miller figurent effectivement des candidats à sa succession, le général Feodor Abramov, qui vit à Sofia et passe pour un « dur », entendons germanophile, et le général Pavel Nikolaiévitch Chatilov, qui vit en France et que la police signale comme franc-maçon. Il ne semble pas, selon les rapports, que le rôle de ces personnalités ait été décisif. Les policiers français sont en revanche beaucoup plus intéressés par l'activité de groupements dissidents de la R.O.V.S. Ils appellent l'une d'elles, l'« officine » : l'Union historique russe (R.I.S.) est l'objet de toute leur attention. Ils connaissent très bien ses dirigeants, dont l'un au moins, Katzmann, est un indicateur appointé chargé d'une surveillance politico-policière à Billancourt et de recruter des Russes blancs pour surveiller les ouvriers « communistes ». Mais les plus intéressants sont certains bailleurs de fonds de la R.I.S., les frères Schwarz, hommes d'affaires prospères, et l'ancien secrétaire du financier Ivar Kreuger, l'homme du trust des allumettes, Bogovout-Kolomiitsev. L'avocat Filonenko, l'ex-conseiller d'ambassade G.S. Besedovsky, un professionnel du renseignement, Koltypine-Lyubsky, et un officier tsariste, le capitaine Zavodsky-Krasnopolsky, appelé « Z-K » dans nos documents, sont les autres dirigeants connus de la R.I.S.

Et il y a Turkul. Le général ne se fait pas oublier. Son activité politique en 1937 est tellement spectaculaire qu'on peut se demander si sa raison d'être n'est pas précisément de monopoliser l'attention. Le général Anton Turkul était membre de la « ligne intérieure », lié depuis des années dans l'opposition à Miller aux généraux Skobline et Fock — ce dernier a été tué comme officier du rang chez Franco. Il est membre d'un « groupe d'initiative » de dix personnes — dont Skobline et Chatilov — qui combat Miller. Ce remuant personnage que les policiers, au lendemain de la perquisition à son domicile, qualifient de « personnage énigmatique et douteux », a fondé en 1936 sa propre Union amicale des anciens combattants russes, moins remarquables par ses effectifs (même pas 200 personnes) que par ses positions ouvertement pro-nazies. En 1937, à l'invitation du chef des national-socialistes russes Biskoupsky, il est allé en visite à Berlin et y a prononcé des discours très violents, dénonçant la « mollesse » de la R.O.V.S. sous Miller, célébrant les vertus des régimes de Hitler et Mussolini, modèles à ses yeux de la lutte contre le communisme et de l'organisation autoritaire de l'Etat. Il s'est proclamé « certain de rentrer en Russie pour en extirper le marxisme qui y règne ». Enfin, il est depuis des années l'un des champions de l'organisation systématique d'actes terroristes contre l'U.R.S.S., l'assassinat politique et les attentats étant, selon lui, les armes qui peuvent mettre les « Rouges » à genoux.

Pour en finir avec ce milieu si particulier, une émigration ravagée tant par la démoralisation et les difficultés économiques que décomposée par les rivalités entre services secrets, il reste à expliquer comment la police française est si bien informée et par qui. C'est que, bien entendu, la « conspiration » Skobline — Turkul — R.I.S. 4 pour se débarrasser de Miller à la tête de la R.O.V.S. est contrôlée par un « indic ». En 1930, le commissaire Charles Faux-Pas Bidet, des R.G., immortalisé par Trotsky dans son autobiographie 5, a été chargé de l'enquête sur la disparition du général Koutiépov. Il a conservé de cette enquête un indicateur, le capitaine Z-K déjà cité, qu'il a placé ensuite au cœur de la R.I.S. Les enquêteurs ne cachent pas leur réprobation : il est vrai qu'eux appartiennent à la P.J. et Faux-Pas Bidet aux R.G. comme à la maçonnerie, comme ils se plaisent à le souligner 6. Mais ils nous permettent aussi de savoir que les R.G. sont ainsi l'une des sources de financement de la R.I.S.

Je pense qu'à cet endroit de mon article, les lecteurs attirés par le titre doivent se sentir frustrés puisqu'il n'a été question ni de Staline ni de ses agents. Mais c'est là seulement le résultat d'un artifice de plan. On peut en effet se poser légitimement la question de savoir exactement qui, dans ces milieux dirigeants des Blancs, et en dehors bien sûr du malheureux Miller, n'appartient pas au G.P.U. ! Comme on le sait par divers travaux sur l'espionnage soviétique et comme Trotsky l'a souligné à plusieurs reprises en passant, le G.P.U. a pour les organisations blanches d'émigrés un grand intérêt : elles sont pour lui à la fois un bouillon de culture et un vivier où recruter des hommes prêts à tout qu'il pourra utiliser contre ses véritables ennemis, les oppositionnels. Il y a bien longtemps en effet que les Blancs en eux-mêmes ne comptent plus.

La partie engagée par le G.P.U. consiste donc à placer à la tête des organisations blanches, ou du moins de leurs secteurs d'« action », des hommes à lui, ce qui lui permet à la fois de contrôler leur activité et de drainer les éléments les plus actifs et les plus déterminés, soit pour les utiliser si possible, soit pour les éliminer. La note du 15 novembre, dans le dossier, distingue trois périodes dans l'histoire de la pénétration du G.P.U., de sa recherche pour cristalliser au sommet une organisation secrète, un « Trust » qui permette la manipulation. De 1921 à 1928, c'est l'activité du premier « Trust », avec l'agent Opperput, la crise provoquée chez les monarchistes par le voyage en U.R.S.S., à l'initiative du G.P.U. de l'ex-député V.V. Choulguine 7, et l'arrestation des « terroristes de bonne foi », à l'exception de l'ex-s.r. Larionov qui échappe aux policiers et parvient à repasser la frontière. La seconde période est, toujours selon la note, celle de « Roberty et Popov » 8, qui s'achève avec l'enlèvement de Koutiépov. La troisième, qui coïncide avec la présidence de Miller, est aussi, selon la note du 15 novembre 1937, celle du « troisième Trust », celui de « Pierre Pérovitch ». Or Pierre Pérovitch, c'est Skobline, lui aussi par ailleurs partisan ardent du terrorisme anti-soviétique et allié de Turkul dans le « groupe d'initiative ».

Avouons-le, sur ce point, le rapport de la police française nous semble un peu insuffisant et sans doute délibérément. Elle passe en particulier sous silence le fait que la lutte contre les Blancs n'est plus pour Staline un objectif en soi, mais seulement un moyen dans sa lutte contre ses adversaires « de gauche ».

Le premier Trust a été organisé par un agent de très grand talent, un officier letton rallié au régime soviétique, Eduard Upeninch plus connu sous ses pseudonymes d'Opperput et E.O. von Staunitz 9. Son palmarès est éloquent puisqu'on peut ajouter aux exploits ci-dessus qu'il a réussi à attirer en U.R.S.S. et à capturer le fameux terroriste s.r. Boris Savinkov 10. Mais il y a plus intéressant encore. Une étude remarquable et, il faut bien le dire, inaperçue, de Natalie Grant, intitulée « L'Amalgame thermidorien » 11, souligne les multiples indices qui suggèrent que la raison d'être de l'entreprise d'Opperput était l'organisation d'une provocation pour accuser de collusion avec les Blancs l'Opposition unifiée de Trotsky et Zinoviev. Ce sont les collaborateurs d'Opperput se présentant comme des officiers blancs qui attirent en U.R.S.S. le fameux as de l'Intelligence Service Sidney Reilly 12 en lui promettant d'organiser une rencontre avec ... les chefs de l'Opposition. L'amalgame a semblé un jour près de fonctionner au moment où les *Izvestija*, le 17 juin 1927, ont publié les premiers aveux de l'agent britannique. L'affaire a tourné court pour des raisons qui semblent bien avoir été tirées au clair par Natalie Grant : retenu par le G.P.U., le diplomate esthonien Ada Birk, qui connaît fort bien Opperput, a réussi à fausser compagnie à ses gardes et à se réfugier à la légation de Norvège ; tout peut être compromis. Aussi, faute d'une provocation internationale, Staline devra se contenter d'une provocation sur le terrain national, la fameuse histoire de « l'officier de Wrangel » 13 ; il semble bien — et le service de renseignement polonais s'en dit à l'époque certain — que celui qu'on appela « l'officier de Wrangel », Stroilov, l'homme qui offrit à l'Opposition de gauche les moyens d'imprimer sa plateforme ait été en réalité Upeninch lui-même : il s'agissait, pour Staline, de démontrer la collusion entre l'Opposition et les Blancs. Natalie Grant ajoute à tous les bons arguments qu'elle a puisés dans une lecture attentive de la presse blanche un argument supplémentaire en faveur de sa thèse de l'« amalgame thermidorien », puisqu'elle reprend le mot de Trotsky pour qualifier la provocation montée contre lui : le bras droit d'Upéninch à la direction du Trust, Fedorov, dont le vrai nom est Iakouchev, est précédé en Lettonie d'une solide réputation de « trotskysme ». Il semble bien que la lumière soit faite là-dessus et il n'y a que peu de choses à ajouter à l'article de N. Grant. Rien n'indique en revanche qu'il y ait un projet précis contre l'Opposition de gauche dans la période du « deuxième Trust », quand le colonel Diakonov, émigré et agent du G.P.U., recommanda au malheureux Koutiépov les agents de Roberty et Popov comme des officiers de confiance. Quant au



« troisième Trust », il est tout à fait clair que son activité n'était qu'un des éléments de la lutte de Staline contre Trotsky et l'Opposition de gauche.

Au fil des rapports et au fur et à mesure que s'accumulent les éléments fournis par témoins et documents saisis, l'ensemble devient accablant pour Skobline. Nous ne discuterons pas, comme le font certains, la question de savoir s'il était « chef » ou agent subalterne. Son rôle au service du G.P.U. est indiscutable. Son mariage avec une chanteuse populaire dans une émigration éparpillée dans le monde entier constituait pour lui la couverture idéale. Lors de la disparition de Miller en 1937, il y avait déjà plusieurs années que le milieu russe blanc bruissait de rumeurs à son sujet. On l'accusait de collusion avec le G.P.U. De Bulgarie, le général Zinkievitch écrit en 1935 qu'il est suspect par les relations qu'il entretient avec les frères Solonevitch<sup>14</sup>, surtout Boris, qu'il tient pour l'un des agents les plus redoutables du G.P.U., malgré la biographie d'« opposant de droite » qu'il a su se composer. D'Helsinki, le général Dobrovolsky et ses collègues du service de renseignement finlandais refusent de prêter la main aux opérations de la « Ligne intérieure » vers l'U.R.S.S., car ils ont la certitude que le G.P.U. a un homme au « centre ». On se répète que Skobline était partie prenante dans le projet de Turkul contre Trotsky, finalement révélé par le G.P.U. à travers *Die rote Fahne*. On s'inquiète du train de vie de Skobline, bien supérieur à ses ressources connues, malgré les « cachets ». On s'indigne que la Plévitskaïa ait été liée par contrat à l'Union pour le retour, succursale bien connue du G.P.U. Depuis des années, l'accusation est ouvertement formulée par un chauffeur de taxi parisien, le colonel Fedosseïenko. Skobline se défend comme un beau diable, obtient un « jury d'honneur » présidé par l'amiral Kedrov : celui-ci le blanchit, sans emporter pourtant la confiance du général Miller lui-même<sup>15</sup>..

C'est que les amis de Skobline ne sont pas les « gestapistes » que l'*Humanité* dépeint quotidiennement à ses lecteurs<sup>16</sup>. Tous ces personnages sentent le G.P.U. à plein nez. Le plus gros poisson, à la fois connu et inconnu, est évidemment Vladimir Kolomiutzev dit Bogovout, ancien chef du G.P.U. à Berlin, que la police française tient pour un « patron »<sup>17</sup>. Quand l'ex-diplomate Kriukov-Angarsky, lequel, quelques années auparavant a refusé de rentrer en U.R.S.S., refuse de répondre aux questions des policiers français dans le cadre de l'enquête sur l'affaire Miller, en disant qu'il a peur, les enquêteurs n'insistent pas. Les policiers français savent depuis longtemps que Bogovout dispose de fonds illimités sur lesquels, entre autres, il finance à Paris le journal russe *Borba* et rétribue comme « journaliste » l'ancien diplomate Bessedovsky.

Boris G. Schwartz, un des mécènes de la R.I.S., a été propriétaire à Paris d'une imprimerie russe. La police française relève que le gérant de l'imprimerie, Klipinine, son correcteur, Sergéï Efron (ex-officier de Wrangel et époux de la poétesse Tsvitaïéva), ainsi que l'ouvrier Vadim

Kondratiev, lui aussi ancien officier blanc, sont tous les trois en fuite, recherchés pour l'assassinat en Suisse de l'ex-agent du G.P.U. Ignace Reiss, rallié à Trotsky après les premiers procès de Moscou. Nous ignorons jusqu'à présent dans cette affaire jusqu'au nom de Klipinine ainsi que d'Eugène Dumbadzé, mentionné ici comme « suspect » dans l'affaire Reiss et dont nous savons qu'il fréquentait non seulement Skobline et Kondratiev, mais Pierre Schwarzenberg, l'homme qui avait recruté la Suissesse Renata Steiner pour filer Reiss et Léon Sedov dans le cadre de leurs opérations de meurtre<sup>18</sup>.

Il ne faut pas gratter très longtemps le vernis anti-soviétique de « Z-K » pour découvrir des détails troublants. Le capitaine Zavadsky-Krasnopolsky, expulsé de Yougoslavie comme agent soviétique, exclu de l'amicale des wrangéliens pour cette raison, est toléré dans le milieu parce qu'il est l'indicateur des R.G. français, l'homme de Faux-Pas Bidet. Dans le meilleur des cas, on le tient pour un agent double. Des témoins assurent qu'il fréquentait à Paris en 1921 le haut fonctionnaire du G.P.U. A. Spiegelglass. Ce dernier a eu également des contacts avec le général Chatilov et l'économiste Navachine<sup>19</sup>. Apparait aussi un nom sinistre, celui d'Eitingon, médecin ou « haut-fonctionnaire », ami de Marie Bonaparte, qui écoule sur le marché des fourrures « saisies en Sibérie » : ce frère de l'amant de Caridad Mercader est le protecteur de la Plévitskaïa<sup>20</sup>..

Les spécialistes des services français qui ont fourni le gros de ce dossier sont-ils atteints d'espionnisme ? Il ne semble pas. Pour eux il n'y a pas de discussion quant au rôle de Bogovout. Mais ils ne font pas le même honneur à Koltypine-Lyubski, qu'ils qualifient de « provocateur vendu à qui le paie », de « spécialiste de la provocation conçue comme un art », discipline et ancien collaborateur de Bourtzev<sup>21</sup> passé au service de Bogovout et de ses patrons — qui paient.

En ce qui concerne le projet Turkul d'assassiner Trotsky, des éléments succincts sont donnés dans le rapport Tastevin et dans le rapport général qui assure :

« Conformément à son programme, le général Turkul ayant, paraît-il, projeté d'attenter aux jours de Trotsky (réfugié à Barbizon), cet attentat a été manqué, le principal conjuré, Larionov, ayant été retiré par Skobline et Chatilov ».

En fait, le rapport général confond ici — et c'est un peu surprenant, vu la précision des autres conclusions — deux projets distincts contre Trotsky dont seul le premier était connu jusqu'à présent. C'est en effet le 31 octobre 1931 que le journal du P.C. allemand, *Die rote Fahne*, s'était fait l'écho des préparatifs de Turkul contre Trotsky, cette information étant probablement destinée à dédouaner d'avance le G.P.U. Mais le dossier français nous apprend que l'homme de base de cette opération était le capitaine Piotr Panteleïmonovitch Savine<sup>22</sup> et que cette entreprise

était non seulement connue mais soutenue par Skobline et par Z.K. — donc connue des autorités françaises *via* les R.G. Cependant il s'agit d'un attentat préparé contre Trotsky en 1931 alors qu'il était en Turquie, et non en 1928, époque où il était en U.R.S.S., exilé à Alma-Ata, comme l'écrit le rapport. Mais, nous venons de le voir, il y eut un autre projet, sur le territoire français cette fois, à Barbizon, donc entre novembre 1933 et avril 1934, un projet Turkul avec soutien de Skobline toujours, dont l'homme de base était cette fois Larionov, le survivant du Trust. <sup>23</sup> Curieusement, à propos de ces deux affaires, les policiers français écrivent sans trop de scrupules que ces tentatives échouèrent, « Trotsky ayant été prévenu par le G.P.U. ». Bien que ce soit un peu gros, on peut admettre que la police française ait manqué totalement de curiosité.

Mais, sur un point capital en tout cas, elle est convaincue et convaincante : l'enlèvement du général Miller a été le fait du G.P.U. et l'opération elle-même menée avec au moins la participation personnelle de Skobline.

On connaît généralement par la presse le déroulement de l'affaire. Le 22 septembre 1937 à midi, le général Miller quitte son bureau. Il a rendez-vous avec deux agents allemands, une rencontre organisée pour lui par Skobline. C'est ce qu'il écrit en tout cas dans une lettre qu'il remet sous enveloppe cachetée à son aide de camp, le général Pavel Alekseïevitch Koussonsky, en lui demandant de la décacheter s'il n'était pas revenu à son bureau à 16 heures. Mais l'aide de camp a des distractions : ce n'est que quand la générale Miller s'inquiète et alerte ses amis qu'on ouvre la fameuse enveloppe à 22 h 30. On part alors à la recherche de Skobline qu'on trouve peu après minuit. Il commence par nier tout contact avec Miller ce jour-là, mais est confondu par la lettre de Miller : il s'éclipse alors, tout simplement, vers 2 heures du matin, au nez et à la barbe de ces militaires d'opérette. A 2 h. 45 du matin, le 23 septembre, il sonne à la porte de ses amis Krivocheïev, à Neuilly, et leur emprunte 200 francs avant de disparaître dans la nuit. Il avait l'air d'un homme aux abois et on ne le reverra pas, bien que toutes les polices de France — et d'autres sans doute — soient à ses trousses. La perquisition à son domicile d'Ozoir-la-Ferrière met entre les mains de la police bien des documents accablants et certaines coïncidences troublantes. C'est ainsi qu'on trouve de faux-passeports yougoslaves qui étaient sans doute destinés aux hommes aux ordres du G.P.U. chargés d'abattre à Denfert-Rochereau le Yougoslave Tcherbintchitch <sup>24</sup> qui a survécu. Surtout, on découvre dans certaines lettres des formules conventionnelles et des phrases qui se traduisent avec le même code que certains des documents récupérés de la même façon lors des attentats de l'Etoile, œuvre de la Cagoule. Comme le général ne reparait pas et comme, de toute évidence, sa femme était informée de ses activités, c'est elle qui paie la note. Après un procès où elle est défendue par M<sup>e</sup> Filonenko — de la R.I.S. —, la Plévitskaïa est

condamnée en 1939 à 20 ans de travaux forcés. Elle mourut à l'hôpital de la centrale de Rennes le 24 septembre 1940 dans des circonstances dont Marina Grey (*op. cit.* pp. 162-166) souligne les aspects pour le moins curieux. Dans l'intervalle, elle aurait fait une confession à un agent du 2<sup>e</sup> bureau, dit-on d'abord, en fait à un commissaire de police venu l'entendre à sa demande. Elle aurait admis que Miller avait été victime d'un « assassinat patriotique », des « patriotes » ayant joué les « gestapistes » pour assassiner le pro-allemand Miller ... Elle aurait également indiqué qu'avant de disparaître son mari lui avait confié que Miller avait été endormi très proprement dans une villa de Saint-Cloud et qu'il l'avait vu <sup>25</sup>. D'autres continuent d'assurer que le général, mort ou vif, fut embarqué dans une caisse sur le cargo *Maria Oulianova* le 22 septembre 1937. Certains lui font faire le détour par Gerona en Catalogne, la majorité le font exécuter à Moscou. Son exécution, vu les circonstances, ne fait aucun doute.

Il allait revenir à l'ex-agent du G.P.U. connu sous le nom d'Alexander Orlov de donner la clé de l'énigme, là comme ailleurs. Orlov a d'abord confirmé ce que Trotsky et d'autres avaient soupçonné : Turkul travaillait pour le G.P.U. où il était placé sous l'autorité directe de Katznelson, liquidé en 1937 en même temps que les hommes d'Ejov <sup>26</sup>. Il a indiqué ensuite que, comme on l'avait généralement supposé, Skobline, pris au dépourvu par la méfiance inattendue de Miller et son accusation posthume, s'était tout simplement réfugié à l'ambassade d'U.R.S.S. <sup>27</sup>. Il ajoutait que Staline avait fait payer cher à Ejov cette imprudence grave d'un agent réputé des meilleurs.

Que nous apporte finalement ce double d'un dossier qui risque d'être encore inaccessible en France pour longtemps ?

D'abord il contient une démonstration éclatante des méthodes staliennes de provocation. Staline abattait des hommes coupables de l'avoir critiqué dans des conversations privées, après leur avoir arraché sous la torture des aveux d'« actes terroristes », mais c'était lui qui ordonnait à ses agents d'entraîner les Blancs sur la voie du terrorisme anti-soviétique pour pouvoir mieux en accuser les « trotskystes » ! Et c'est pour ouvrir cette voie qu'ils se sont débarrassés du général Miller dont la prudence était devenue un obstacle. Staline était bien le premier et le plus dangereux des terroristes anti-soviétiques des années trente.

Ensuite, à propos du commissaire Roches, Trotsky signale qu'à son avis les policiers francs-maçons du gouvernement de Front populaire ne voulaient nullement gêner l'activité du G.P.U., agence « alliée ». On retiendra à l'appui de cette opinion non seulement la discrétion de la police française sur les attentats contre Trotsky (car enfin on n'a pas prévenu « la personne en danger »), mais aussi cette surprenante assertion d'un des meilleurs policiers de sa génération, le commissaire Roches, à la page 18 de son rapport de février 1938 au directeur de la Police Judiciaire :

« J'ajoute pour terminer que je me suis inquiété de savoir si une corrélation pouvait ou non exister entre cette disparition et d'autres attentats qui font actuellement l'objet de différentes enquêtes (affaire Reiss, affaire Rosselli, affaire dite « de la Cagoule »). Je n'ai quant à présent pu établir l'existence d'aucun point commun entre ces différentes affaires ».

La racaille blanche de Staline avait assurément devant elle encore de beaux jours... en ce mois de février 1938 où mourut Léon Sedov, épié et traqué depuis des années par des tueurs aux ordres des Skobline et Turkul de Staline. Personne sans doute, du côté des autorités françaises, ne croyait à la version propagée par *l'Humanité* d'un enlèvement gestapiste, mais personne n'avait apparemment intérêt à ce que lumière soit faite.

Le pain, la paix, la liberté ? En tout cas, pas la vérité !

### NOTES

1. « Staline, Skobline et Compagnie », 30 janvier 1939, *Œuvres*, t. XX, pp. 84-88.
2. Il s'agit du dossier Nikolaïevsky 228, B1/7. Le rapport Tastevin compte 49 pages dactylographiées, le rapport général 29, le rapport Roches 18, les autres de 2 à 10.
3. En décembre 1977, à l'occasion de l'émission télévisée de la série *De Mémoire d'Homme*, Mme Marina Grey — fille du général Denikine — se déclara convaincue de la nécessité de revoir la thèse de la culpabilité principale de Skobline. Elle a produit depuis un livre passionnant, *Le Général meurt à Minuit* (Plon, 1981), qui pourrait bien être pour longtemps le point sur l'affaire en elle-même. Mais Marina Grey n'a pas les mêmes centres d'intérêt que nous, et il semble, bien qu'elle ait été autorisée à voir de nombreux dossiers, qu'elle n'ait pu consulter celui-là.
4. Le 10 mai 1933, une délégation formée des généraux Fock, Skobline, Pechnia, Turkul, et du colonel Sokolsky demanda à Miller d'engager une activité terroriste visant « une terreur massive » en direction de l'U.R.S.S. Le général les reçut ensemble, puis séparément. Parallèlement était constitué, existant en 36, un « groupe d'initiative » dont l'objectif était de chasser Miller de la tête de la R.O.V.S. : dix personnes dont Skobline, Fock, Turkul, Chatilov. Le 7 janvier 1936, dans une lettre privée, Turkul indiquait que « des événements » allaient conduire à trouver un remplaçant pour Miller.
5. Voir *Ma Vie*. Trotsky fut expulsé de France en 1916, à cause de la ligne du quotidien russe de Paris, *Naché Slovo*, qu'il inspirait. L'un des agents de cette expulsion avait été le commissaire Faux-Pas Bidet dont Trotsky écrit qu'il se distinguait des autres par sa grossièreté. Il eut la surprise de le retrouver en 1918 à Moscou où il avait été arrêté comme espion au service du gouvernement français. Il avait été échangé plus tard.
6. Les enquêteurs énumèrent les personnes qu'ils soupçonnaient d'appartenir à la franc-maçonnerie : outre le commissaire Faux-Pas Bidet lui-même, son indicateur « Z-K », le général P.N. Chatilov, le colonel Diakonov, ancien attaché militaire à Londres et indiscutablement agent du G.P.U., l'économiste Navachine (cf. n. 19).
7. V.V. Choulguine (1878- ? ), monarchiste, ancien député plusieurs fois élu à la Douma, avait émigré en 1920. Le « Trust » le contacta sous le déguisement d'une organisation anti-communiste le MOTsR et lui proposa un séjour clandestin en Russie qu'il effectua bien entendu et dont il revint... Plus tard les autorités soviétiques dénoncèrent elle-même la supercherie. Choulguine a vécu en U.R.S.S. en liberté depuis 1956, après avoir été pris à Prague en 1945. Nous ignorons les détails de cette dernière période de sa vie.
8. C'était Diakonov qui avait rencontré à Berlin Aleksandr Nikolaïevitch Popov, un ancien juge militaire, et le colonel d'état-major Nikolai Aleksandrovitch de Roberty qui s'étaient présentés comme mandatés par une organisation clandestine du nom de VRNO.

Ils avaient assuré avoir des contacts importants dans l'Armée rouge, notamment Toukhatchevsky et Poutna. C'était là la préface de l'enlèvement du général Koutiépov qui s'est peut-être jeté tête baissée dans le piège. Pour tester le VRNO, il envoya en effet en mission d'exploration en U.R.S.S. son propre chef d'état-major, le général B.M. Steifon qui revint bien entendu parce que cela faisait partie du plan du G.P.U., qu'il en ait été l'agent, direct ou non.

9. Eduard Oupeninch ou Upeninch, porta également les pseudonymes de Saveliev, Seljaninov et d'autres sans doute. Il a été officiellement décédé en 1927 puis officiellement « ressuscité », le mort s'étant vu attribuer un autre nom.
10. Boris Viktorovitch Savinkov (1879-1925) avait été l'un des terroristes s.r. les plus célèbres, vice-ministre de la défense dans le gouvernement provisoire, médiateur entre Kerensky et Kornilov lors du putsch de ce dernier, l'un des organisateurs de la guerre civile côté Blancs. Il avait représenté le gouvernement Koltchak à Paris, puis s'était fixé en Pologne, hanté par la nécessité de « pénétrer » l'U.R.S.S. Il y fut attiré par les services d'Opperput se présentant en envoyés du MOTsR organisation clandestine qui était, lui avait-on dit, puissante dans l'armée et la tchéka et qui voulait définitivement écarter « les Zinoviev et les Trotsky ». Il revint clandestinement en U.R.S.S. et fut pris à la frontière. Condamné à dix ans de prison malgré un spectaculaire ralliement au régime des soviets à son procès, il réclama ensuite vainement sa libération et se suicida en prison en invoquant l'impossibilité dans laquelle il était de supporter le régime carcéral.
11. Natalie Grant, « A Thermidorian Amalgam », *The Russian Review*, vol. 22, July 1963, n° 3, pp. 253-273. Selon les informations qui nous ont été données par Ella (Mrs Bertram D.) Wolfe, Natalie Grant était la compagne de Richard Wraga un des historiens du « Trust ». Elle emprunte à Trotsky le terme et la notion même d'« amalgame thermidorien » et l'applique avec brio à l'entreprise du premier « Trust ». Cette étude absolument remarquable semble être passée inaperçue.
12. Sidney Reilly (1871-1927 ?) né « Sigmund Rosenblum » à Odessa, avait été sous les ordres de Bruce Lockart, l'« as » de l'Intelligence Service en U.R.S.S., héros d'un « best-seller » (E. van der Rhoer, *Master Spy*) et d'une série télévisée très populaire aux Etats-Unis. Il vint littéralement se jeter dans la gueule du loup, ayant « marché » aux mêmes arguments que Savinkov...
13. Voir dans *Cahiers Léon Trotsky* n° 4, l'article non signé intitulé « Un point d'histoire : l'imprimerie clandestine et l'officier de Wrangel », pp. 21-28, qui rectifie plusieurs erreurs commises par Jean Elleinstein dans son *Staline-Trotsky*.
14. Les frères Boris et Ivan L. Solonévitch (1891-1953), anciens s.r. devenus monarchistes, anciens prisonniers des îles Solovki, avaient réussi à « s'évader » et s'étaient établis à Sofia, où ils éditèrent le journal *Golos Rossii*. Le 2 février 1938, un colis piégé à leur adresse tua deux personnes, la femme d'Ivan, Tamara, agent du G.P.U. selon Victor Serge, et leur secrétaire Nikolai Petrovitch.
15. On trouve dans le dossier de police une copie du « verdict » du jury d'honneur blanchissant Skobline, datée du 14 juillet 1936. Boris Fedosseïenko (1898-1972), ancien officier, chauffeur de taxi avait été condamné à sept ans de prison à la Libération.
16. Il serait facile de prolonger ici à travers l'affaire Miller l'étude de Jean P. Joubert publiée dans le n° 3 des *Cahiers Léon Trotsky* : « Quand *l'Humanité* couvrait les traces des tueurs ». Joubert y étudie la façon dont l'organe central du P.C.F. rendait compte des meurtres de Reiss et Klement en tentant d'accréditer la thèse d'un règlement de comptes entre gestapistes, mais n'oubliant pas de profiter de l'émotion de l'opinion publique pour réclamer l'expulsion des éléments « anti-soviétiques » comme ... Léon Sedov ! Il est difficile d'être plus bas et l'étude détaillée de *l'Huma* sur l'affaire Miller ne nous apprendrait rien.
17. Le vrai nom de l'homme qu'on appelait à Paris Bogovout était semble-t-il Vladimir Kolomütsev que nos sources écrites traitent plutôt d'« aventurier »... jusqu'à ce dossier. Officiellement il était agent commercial, habitait un splendide appartement rue de la

- Pompe et avait été le collaborateur d'Ivar Kreuger dont le krach avait englouti une partie importante du « trésor de guerre » des Blancs.
18. Grâce à son avocat Gérard Rosenthal qui était également avocat de la partie civile dans l'affaire Reiss, Trotsky eut les papiers des enquêtes et nous avons pu consulter à Harvard les documents de la police française sur les morts de Reiss et Sedov. Ces documents mentionnent déjà des noms qui n'avaient pas été mentionnés parmi ceux des suspects.
  19. Dimitri *Navachine* (1889-1937), économiste, vice-président de la Croix-Rouge sous Kerensky, rallié au régime soviétique, avait été nommé en 1927 directeur de la Banque Commerciale de l'Europe du Nord. On le disait ami de Piatakov, il était lié au ministre socialiste Spinasse. Trotsky vit la main du G.P.U. dans son assassinat : il aurait été en mesure de faire des révélations qui auraient ruiné la thèse de l'accusation dans le procès de Piatakov. Le meurtre de Navachine est généralement attribué à la Cagoule : les liens entre cette organisation et le G.P.U. sont une question qui n'a pas été réglée, comme le montrent certains éléments du dossier. Navachine fut poignardé au Bois de Boulogne, en promenant son chien, au petit matin du 24 janvier 1937. Dans *Poslednye Novosti*, le rédacteur Aron Zwibak, dit Andréi Sedykh, écrivait le 27 janvier : « Les milieux soviétiques considéraient Navachine comme un homme de confiance des trotskystes dont le rôle aurait été de réunir et de garder les fonds destinés au « mouvement trotskyste à l'étranger ». Il poursuivait en expliquant que la liaison avec Navachine était assurée par Sedov, ce que ce dernier devait immédiatement démentir.
  20. L'Eitingon de notre dossier, prénommé Marc et médecin, n'est évidemment pas Naum Ia. — le général Kotov en Espagne, qui fut le « coach » de Ramón Mercader et survécut à Staline. Il était son frère et en tout cas collègue, car l'activité de vente des fourrures saisies était évidemment liée aux services.
  21. Vladimir Lvovitch *Burtzev* (1866-1942), ancien terroriste de La Volonté du Peuple, qui avait penché ensuite pour le libéralisme, était devenu célèbre par son activité spécialisée contre les agents de l'Okhrana tsariste infiltrés dans le mouvement clandestin, et c'était lui qui avait démasqué le célèbre terroriste-agent tsariste Azev.
  22. Piotr Panteleimonovitch *Savine* (1895-1971) a légué aux archives de la fondation Hoover un gros dossier de correspondance/mémoires sur l'affaire Miller notamment. On y apprend les soupçons qu'il éprouvait concernant X ou Y et surtout Chatilov, ses états de service pour et chez Franco, son activité en liaison avec le commandant Troncoso, d'Irun. Il raconte qu'il revint d'Espagne pour témoigner devant le juge Marchat mais préféra repartir, effrayé par les menaces de mort et l'écrivain au Juge dans une lettre du 16 février. Il indique également qu'il a été déporté à Sachsenhausen et Oranienburg, mais ne dit pas qu'il prépara un assassinat.
  23. Viktor Aleksandrovitch *Larionov* (né en 1897) a écrit le récit de son expédition de 1927 en U.R.S.S. où il alla — à l'instigation du G.P.U. et dans l'intérêt de Staline, mais sans le savoir — faire exploser une bombe dans le local du parti à Leningrad, *Boevaia vylazka v SSR* (Paris 1931). Nous n'avons pu consulter un autre ouvrage de lui, *Ot Opperputa — do Skoblina* (d'Opperput à Skoblina), au titre significatif dans son raccourci. Nous ignorons s'il a reconnu sa participation à l'attaque prévue contre Trotsky.
  24. *Tcherbintchitch*, probablement un Yougoslave au service du G.P.U. était soupçonné d'avoir joué double jeu. Elsa Bernaut, veuve d'Ignace Reiss, avait été sollicitée pour coopérer à sa liquidation. L'attentat fut commis à Denfert-Rochereau au printemps 1937 et échoua : blessé, Tcherbintchitch fut hospitalisé et disparut.
  25. Le premier récit dans Henri Danjou, « Voici la vérité sur la disparition du général Miller », *France-Soir*, 3 mars 1948. Il semble qu'il ne s'agissait que d'une transposition du récit fait à un policier, le commissaire Belin, paru ensuite dans J. Belin, *Trente Ans de Sécurité nationale* (Paris, *France-Soir*, 1950).
  26. *The Legacy of Alexander Orlov*, pub. Commission de la Justice du Sénat, imp. du gouvernement des E.U., 1973, p. 7.
  27. *Ibidem*, p. 8.

## A la veille du « dimanche rouge » de 1905

*Aleksandra Lvovna Sokolovskaia était née en 1872. Elle était la fille d'un militant s.r., un narodnik, et se retrouva elle-même membre d'un cercle clandestin à Nikolaïev. Quand le lycéen Lev Davidovitch Bronstein y entra à son tour, elle était « la » marxiste du cercle et les heurts entre eux furent apparemment très vifs sur cette question, puisqu'elle semble avoir quitté le groupe en signe de protestation contre son attitude. Ils se retrouvèrent quelques années plus tard au sein de l'organisation, marxiste celle-là, de l'Union des ouvriers de la Russie méridionale et furent victimes de la répression, arrêtés au même moment en 1899.*

*Les deux prisonniers — malgré la différence d'âge — commencèrent leur idylle au cours de l'enquête et surtout du transport. Bronstein, mineur, se vit refuser par ses parents l'autorisation d'épouser une femme de sept ans plus âgée, qu'ils considéraient comme responsable de ses égarements en politique. Mais, après la condamnation, en 1900, il réussit à les fléchir. Aleksandra Lvovna et Lev Davidovitch se marièrent en prison pour être exilés ensemble. Ils eurent deux filles, Zinaïda et Nina. On sait que, dès 1902, et sur l'insistance d'Aleksandra Lvovna, Lev Davidovitch tenta et réussit la belle : cette évasion était aussi la fin de ce mariage avec une camarade qui devait rester à l'avenir une de ses plus fidèles et plus proches, alors qu'il était devenu « Trotsky ».*

*Nous ignorons dans quelles conditions Aleksandra Lvovna, que les parents Bronstein aidèrent à élever les filles, réussit à quitter la Sibérie. Elle vécut quelque temps en Suisse en 1904, avec un petit groupe d'émigrés qui, comme Trotsky, avaient rompu avec Lénine en 1903 mais étaient en train de rompre avec les mencheviks. Elle avait repris le combat politique en liaison avec Trotsky et le rencontra à Berlin où il lui conseilla de s'établir à Pétersbourg plutôt qu'à Moscou. Ils continuèrent à échanger une correspondance politique régulière pendant toute la période de la Pravda de Vienne et il en reste des traces dans les archives de l'Okhrana. A Vienne, Trotsky put ainsi recevoir la visite de ses fillettes. La maman, sous le nom de parti de Sofia Mikhailovna et la fausse identité de Evgenia Mikhailovna Tsiklinskaia était l'un des personnages les plus influents chez les ouvriers pétersbourgeois de 1905.*

\* *Krasnaia Letopis*, 1925 n° 1, pp. 19-30. Traduit par K. Péresse.

*Membre du parti, vétéran respecté, Aleksandra Lvovna retrouva Lev Davidovitch en 1917 dès son arrivée en Russie où les fillettes étaient devenues des jeunes filles, Zina dirigeant à seize ans le journal des jeunes communistes. Leurs itinéraires politiques ne se distinguent pas. Membre de l'Opposition dès 1923, centre de la résistance à Leningrad contre les apparatchiki de Zinoviev puis de Staline, elle était appelée « babouchka » (la grand-mère). Victor Serge raconte : « Babouchka, la grand-mère, présidait de coutume nos réunions. Empâtée, avec un bon visage sous des cheveux blancs, Aleksandra Lvovna Bronstein était le bon sens et la loyauté même. Environ trente-cinq ans de vie militante derrière elle, l'exil en Sibérie, elle avait été la compagne des premières années du combat de Trotsky ». Elle avait d'abord été collaboratrice de l'Institut d'histoire du parti (Istpart) à Leningrad mais Serge poursuit : « On ne lui permettait plus que d'enseigner les éléments de la sociologie à des enfants de moins de 15 ans et cela ne devait pas durer longtemps ». Il ajoute : « J'ai connu peu de marxistes d'un esprit aussi libre qu'Aleksandra Lvovna ».*

*La grand-mère échappe à la prison et à l'exil en 1928 mais on la surveille de près. Elle a la charge de ses petits-enfants, ceux de Nevelson, déporté et de Nina, qui meurt de tuberculose en 1928, puis la fillette de Zina, partie à l'étranger pour se soigner, qui se suicide en 1933. Aleksandra Lvovna est finalement arrêtée en 1935. Sa sœur Maria Lvovna, recueille tous les enfants jusqu'à sa proche arrestation et sa disparition. Nous ne savons ni quand ni de quelle façon exactement Aleksandra Lvovna — dont les dernières lettres sont arrivées à Trotsky et à Sedov qu'elle aimait beaucoup — est morte, sauf que ce fut aux mains du G.P.U. aux environs de 1936.*

*Nous sommes heureux de publier ses souvenirs sur la montée de la révolution de 1905 à Petrograd.*

A l'automne 1904, le groupe menchevique auquel nous appartenions s'appropriait à quitter Genève pour la Russie où l'attendait l'activité militante. Notre groupe ne formait pas un ensemble indifférencié. Les uns faisaient preuve d'une intransigeance absolue à l'encontre des bolcheviks, d'autres — guère nombreux, en vérité — ne concevaient leur action qu'au sein d'un même parti. Je faisais partie de ceux-ci, et je menais une lutte constante pour l'union. A cette époque, d'ailleurs, j'avais déjà nombre de divergences avec les mencheviks. Leur position, tant à l'égard des libéraux que de l'attitude des ouvriers pendant la « campagne des zemstvos », m'avait choquée. Je devais par conséquent considérer avec prudence les accusations portées contre les bolcheviks; elles dénotaient, envers nos adversaires à l'intérieur du parti, une intransigeance qui ne m'était pas non plus sympathique. S'agissant des questions organisationnelles, notre groupe — celui des partisans du compromis — se ralliait totalement à la

plate-forme des mencheviks. Cette plate-forme, semblait-il, donnait de plus larges possibilités d'action commune avec les masses.

Au cours des réunions qui précédèrent immédiatement notre départ pour la Russie, des instructions nous furent données, et chacun d'entre nous, à tour de rôle, dû exprimer son point de vue sur les événements. Il s'avéra que ma position divergeait de celle des mencheviks, tant sur le rôle du libéralisme que sur nos tâches immédiates. La première moûture de la « lettre aux ouvriers », rédigée pour la campagne des zemstvos, fut lue dans ces réunions. L'opposition menchevique y revêtit une expression si virulente que même des mencheviks orthodoxes manifestèrent leur réprobation. La lettre fut réécrite, mais même cette nouvelle rédaction apparut irrecevable à beaucoup de camarades russes, ainsi que je l'appris à mon retour en Russie. Mais en raison de difficultés d'acheminement, la lettre n'avait pratiquement pas été diffusée et elle s'arrêta entre les mains des dirigeants.

Après la tempête qu'avait déclenchée dans notre groupe, au moment où il s'appropriait à partir, la campagne des zemstvos, il était clair que mon activité aux côtés des mencheviks touchait à sa fin. Déjà auparavant, il m'était apparu possible, et même indispensable, de travailler avec les bolcheviks, d'œuvrer, de l'intérieur, pour l'unité; à présent j'étais résolue à aller les trouver. Pour cela, il fallait choisir les voies les plus appropriées. Peu de temps auparavant, sous la pression du courant favorable à l'unité, quelques mencheviks étaient entrés au Comité Central bolchevique. Des bolcheviks intransigeants avaient manifesté leur opposition, ne reconnaissant pas ce « C.C. » comme le leur (il y avait en Russie également, des groupes opposés à tout compromis). Passer par eux pour obtenir une entrevue était impensable. Etant pour l'unité, je ne pouvais en aucun cas être d'accord avec la « plate-forme des onze » : ce sont les mots d'ordre de cette plate-forme qui avaient fait connaître aux mencheviks la position des bolcheviks intransigeants. Il fallait adresser nos propositions de collaboration au C.C., en espérant que le principe du centralisme avait pour les bolcheviks suffisamment de force pour vaincre les divergences de fraction. Il s'avéra par la suite que j'étais dans l'erreur. Je savais bien ce qu'étaient les relations entre fractions chez les mencheviks, mais j'ignorais tout de ce qui se passait chez les bolcheviks. Je n'attachais guère de foi aux informations qui circulaient à leur sujet chez les mencheviks — je les tenais pour des calomnies, ou, à tout le moins, pour des bruits tendancieux.

J'avais obtenu du C.C. un rendez-vous et, pleine de confiance dans son autorité, je partis pour Saint-Petersbourg. Je ne me rappelle pas quelles circonstances m'avaient d'abord fait songer à me rendre à Moscou. Mais, rentrant en Russie, j'avais rencontré Trotsky à Berlin où il séjourna environ deux mois. A cette époque, il avait pratiquement rompu avec le centre

menchevique. Il nous avait conseillé à tous avec insistance d'aller à Saint-Pétersbourg, estimant que « le poids spécifique de Saint-Petersbourg dans la prochaine période révolutionnaire exigeait la concentration de toutes les forces militantes ». J'étais tout à fait d'accord sur ce point. Le C.C. ne fit pas d'objection, et au début de novembre 1904 je quittai Smolensk, où se trouvait le C.C. clandestin, pour Saint-Pétersbourg.

J'y retrouvai mon amie S.L. Dickstein, qui était arrivée peu de temps avant moi. Nous étions d'accord aussi bien sur les questions politiques qu'organisationnelles ; elle pensait également qu'il était possible de travailler avec les bolcheviks. Quel ne fut pas mon étonnement lorsque j'appris qu'elle n'avait pas encore reçu de tâches militantes. Le C.C. bolchevique ne confiait pas de tâches, même simples, aux mencheviks. Ne croyant personne sur parole, je me disais que S.L. Dickstein n'avait sans doute pas su aborder correctement la question. Elle avait peut-être encore trop de préjugés mencheviques. Et donc, voilà qu'à mon tour je tente d'entrer en relations avec le C.C... S.L. Dickstein exprima l'espoir que je réussirais là où elle avait échoué, car j'étais une nouvelle venue, et de plus, j'étais munie d'une recommandation du C.C. Nous arrivons donc en amies, pour défendre la cause de la révolution. Par un cheminement complexe, je parvins enfin jusqu'au secrétaire du parti (dont j'ai oublié le nom). Voici comment je fus accueillie : il commença par me toiser, d'un œil glacial, puis : « Je n'arrive pas à comprendre pourquoi le C.C. continue à nous envoyer des gens ». Haussement d'épaules. « Qu'est-ce que vous avez fait, jusqu'ici ? ». Je dis que j'avais purgé mon temps d'exil, et que j'avais passé huit mois à l'étranger. « Ce qui veut dire que vous n'avez aucune idée de ce qu'est le mouvement révolutionnaire en Russie actuellement ». Je dis que malgré tout j'avais une petite idée là-dessus. « Qu'est-ce que vous savez faire ? » « Prendre la parole, rédiger des tracts... ». A ce moment entra un autre membre de l'organisation. Cette militante, d'un ton énervé, informa le secrétaire de l'arrivée malencontreuse d'une autre camarade qui demandait des tâches. Tout cela en ma présence, et en parlant de moi à la troisième personne. « Qu'est-ce qu'elle veut ? » (c'est-à-dire : moi). « Elle veut du travail ». Après un court silence : « Vous feriez peut-être mieux d'aller en province... Vous avez un passeport ? » Mon passeport n'était plus valable. « Eh bien ! le C.C. nous envoie des gens qui n'ont même pas de passeport ! » Tout cela était tellement absurde, surtout compte tenu de la pénurie énorme de militants même pour des tâches techniques, que je n'étais même pas en colère. Je regardais cela comme un amusant vaudeville. Je déclarai que je n'avais nullement l'intention de partir en province, que le centre m'avait envoyée à Saint-Pétersbourg et que j'y resterais, que j'avais besoin d'un passeport. Je proposai que l'on m'intègre dans l'organisation, et on verrait alors ce que j'étais capable de faire. « Laissez-nous votre adresse, nous vous enverrons un camarade qui arrangera votre situation ». Je ne vis

jamais venir ce camarade. Sophia Lvovna avait raison. J'appris plus tard que l'organisation de Saint-Pétersbourg n'acceptait dans ses rangs que les camarades munis d'une recommandation du camarade Lénine.

Que faire ? La période était tendue. L'intelligentsia était en pleine ébullition ; l'absence d'ouvriers dans la manifestation étudiante était l'objet de maints débats. Une vague de grèves éclata dans le Sud, sur des mots d'ordre nettement politiques, mais à Saint-Pétersbourg, sans que nous puissions dire pourquoi, le mouvement ouvrier restait au point mort. Les camarades que je voyais expliquaient le fait par « l'aristocratie » propre aux ouvriers de Saint-Pétersbourg : ceux-ci, disaient-ils, vivaient relativement bien, et il n'était pas possible de les appeler à l'action révolutionnaire... Une autre explication avait cours également : les ouvriers n'étaient pas assez évolués pour s'élever aux questions politiques. Les camarades qui disaient cela ne faisaient pas seulement écho à l'économisme, ils portaient une appréciation erronée — et fort répandue alors — sur le mouvement des masses. Beaucoup de révolutionnaires de cette époque avaient fait leurs classes dans les cercles politiques, et s'avéraient incapables de voir dans l'action de masse autre chose que l'expression des différentes écoles du passé.

Il fallait pénétrer au cœur des masses ouvrières, aller à la rencontre de l'énergie révolutionnaire que recélait à coup sûr le prolétariat de Saint-Pétersbourg.

Mais comment opérer la jonction avec les ouvriers ? En dehors de l'organisation officielle ? C'était s'engager sur le chemin périlleux de la scission, et je m'étais bien souvent opposée à un tel processus. Mais plus le temps passait, plus il était clair qu'il n'y avait pas d'autre possibilité.

Notre petit groupe ne pensait qu'à se lancer dans l'action ; c'est pourquoi nous prîmes finalement la décision (non sans avoir, parfois, longuement hésité) de chercher à nouer des liens directs avec les ouvriers, sans préjuger des formes d'organisation ultérieures, et en endossant l'entière responsabilité du pas que nous franchissions. Comme à Genève, il se trouvait parmi nous des mencheviks purs et durs qui ne rêvaient que de balayer les bolcheviks de Saint-Pétersbourg, mais contrairement à ce qui se passait à Genève, ces militants n'avaient pas le soutien de la majorité des camarades. C'est l'intransigeance des bolcheviks qui contraignit les autres militants à se constituer en groupe indépendant ; et, par une étrange ironie de l'Histoire, eux qui étaient, par principe, ennemis de la scission, fondèrent ce qu'on a appelé le groupe des mencheviks pétersbourgeois.

Quelqu'un de nos camarades, originaires de Saint-Pétersbourg, avaient des liens — ténus — avec les ouvriers. C'était insuffisant. Parmi les moyens d'entrer en relation avec les ouvriers, il y avait les « Sociétés Gapone »<sup>1</sup>. L'intelligentsia révisionniste s'intéressait énormément à ces sociétés. Prokopovitch et Kouskova<sup>2</sup> voyaient dans ces groupes « indépendants », dégagés des intérêts politiques, l'incarnation de leurs idées.

On parlait assez peu de Gapone lui-même, du moins dans notre milieu. On le considérait comme une créature du gouvernement, qui n'avait rien de particulièrement remarquable.

Pour certains de nos camarades, il importait de pénétrer les organisations inspirées par Gapone, premièrement pour établir des contacts, deuxièmement pour faire éclater ces organisations. C'est ce qui fut décidé par notre groupe après de longs débats sur le thème « y entrer ou pas » (il fallut pour cela surmonter notre répulsion pour un mode de fonctionnement de type policier). Quelques membres de notre groupe n'avaient vraiment rien contre l'idée d'entrer dans ces organisations, et se retrouvèrent sur les positions de Prokopovitch et Kouskova.

Notre organisation (notre « groupe » avait fini par se muer en organisation achevée) fonctionnait de la façon suivante : chaque organisateur de secteur était membre d'un comité, ainsi que le responsable de la propagande et de l'agitation, et, comme il se doit, le secrétaire. Une fois prise la décision de pénétrer les « sections » de Gapone, la tâche reposa principalement sur l'organisateur du rayon correspondant. Il n'était pas toujours commode pour l'organisateur lui-même d'entrer dans une « section » en raison des aspects de conspiration que revêtaient ces organisations ; il lui fallait en outre faire entrer le plus grand nombre possible de camarades. Notre organisation, il faut le souligner, était alors fort réduite, et ne commença à se renforcer qu'après le 9 janvier. Mais le plan fut exécuté en fonction des possibilités.

L'accueil réservé par les partisans de Gapone aux premiers social-démocrates qui vinrent les trouver a fait l'objet de nombreux récits par la suite. Il faut dire, cependant, à la lumière des souvenirs que nous gardons de cette époque, que l'hostilité à l'égard des social-démocrates ne fut pas si virulente qu'on le dit généralement. L'influence des social-démocrates était bien plus forte qu'il pouvait le sembler à première vue. Les événements ultérieurs l'ont démontré. Le problème était que nos sympathisants ne pouvaient, dans une situation où les mouchards de Fullon étaient omniprésents, exprimer leurs opinions de façon aussi ouverte et bruyante que nos adversaires exprimaient les leurs. Quoi qu'il en fût, l'influence des social-démocrates se renforçait régulièrement, devenait plus évidente. Peu à peu nos critiques étaient reprises par les ouvriers, et les revendications que nous avançons devenaient les revendications des masses. C'était particulièrement net dans certains secteurs, comme par exemple dans les quartiers situés au-delà de la barrière Nevsky. Evidemment, sans compter les bolcheviks, d'autres groupes social-démocrates intervenaient également dans ce secteur. (Il était difficile, alors, d'en avoir une vue exacte, mais on le sait aujourd'hui grâce aux documents dont on dispose). Nous sentions que notre influence allait se renforcer, et nous avons commencé à penser qu'il fallait exploiter la combativité montante, sans préjuger des formes. Si j'ai bonne mémoire, nous avons l'idée d'une grève de protesta-

tion ou de solidarité comme il s'en déroulait beaucoup à la même époque dans d'autres villes. Il fallait entraîner Saint-Pétersbourg dans le mouvement général. Bien entendu, il se trouva parmi nous des adversaires d'une « intervention prématurée », qui s'élevaient avec la dernière énergie contre les « bolcheviks dissimulés ».

Au moment du Nouvel An 1905 se tint un banquet-meeting — je crois que c'était à l'Institut Tenichev. Toute l'intelligentsia pétersbourgeoise était là, les membres des zemstvos, et aussi des ouvriers. De nombreux orateurs prirent la parole : des S.R., des libéraux, des « libertaires », et des S.-D. Le thème de ce meeting était la guerre russo-japonaise, et la honteuse défaite que nous avons subie. Les intervenants étaient des membres du barreau, sachant discourir, des professeurs, des membres des zemstvos, des écrivains, ainsi que notre parti, représenté par quelques ouvriers et étudiants peu rompus, à cette époque, à l'art oratoire. Et pourtant, c'est notre résolution qui fut adoptée. Elle avait été rédigée sur place, dans une embrasure de fenêtre ; elle reprenait, comme toujours, l'ensemble du programme minimum. Nous n'avions pas imaginé, avant le meeting, que cela serait possible, et nous n'avions pas préparé de résolution.

C'était symptomatique. On sentait que toute la société tendait ses forces.

Le 3 janvier, pendant la réunion de notre comité, l'organisateur du secteur de Narvsky vint nous apprendre que les ouvriers de l'usine Poutilov étaient en grève à cause du renvoi de trois ouvriers.

Notre groupe, aussitôt, s'anima, sentant que « quelque chose » se préparait. Il était indispensable de prendre une initiative en rapport avec ce « quelque chose » : tout d'abord, diffuser un tract. Mais notre appareil ne pouvait nous fournir, et de loin, tous les tracts nécessaires en une telle circonstance.

Sous ce rapport, notre pauvreté était extrême. Peut-être pouvait-on s'adresser aux bolcheviks ? Les bolcheviks allaient-ils, face aux événements qui s'annonçaient, maintenir leur attitude intransigeante ?

Il fallait coûte que coûte essayer d'entrer en contact avec eux. Pour beaucoup d'entre nous, « l'unité » était un programme tactique (il s'avéra, le lendemain, que le moment n'était pas encore venu de songer à cela). Notre comité réaffirma sa résolution d'entrer dans les « sociétés Gapone », sans tarder, et en y jetant toutes nos forces. Il fallait ensuite y développer notre plate-forme, et prendre en mains la situation. Il fallait de toutes nos forces contribuer au renforcement de la grève dans toute la ville, et s'appuyer sur la grève pour avancer les revendications politiques.

L'organisateur qui nous avait appris la grève, « Semion Semionovitch » (Malkine) était un représentant typique de l'« économisme ». Il avait son propre point de vue sur les événements, et considérait ceux qui proposaient d'élargir le cadre de la grève comme des aventuristes. Que pouvait bien signifier l'intérêt porté à une grève qui ne concernait que

« son » secteur ? Il fallut déployer beaucoup d'efforts pour lui faire entendre raison, et obtenir qu'il se soumette au comité. La faiblesse de notre organisation ne nous permettait pas de nous passer de lui. Tout le réseau de liens du rayon était entre ses mains. Les jours suivants, il venait au comité, se tenait à la porte, et déclarait d'un ton plein de componction qu'il était venu « chercher les directives ».

Une période d'activité intense et de tension commençait. Toutes les forces étaient lancées dans les « Sociétés Gapone ». Bien souvent, les agitateurs y passaient la nuit, tenant meeting sur meeting. Certains étaient pris de syncope. Les sections fonctionnaient pratiquement 24 heures sur 24. D'heure en heure, la résolution des camarades s'affermissait. Les informations qui nous parvenaient de manière ininterrompue témoignaient de notre emprise grandissante sur le mouvement. Parmi les camarades chargés de nous apporter les informations, il se trouvait des sympathisants qui se révélèrent tout à coup être de véritables cadres militants. Ils trouvèrent des appartements pour l'« Etat-major » (on en changeait chaque jour, bien entendu).

Les revendications contenues dans la « pétition » de Gapone, et qui sont tellement en contradiction avec sa pensée profonde, ont été sans conteste mises en avant par l'agitation social-démocrate, adoptées et rédigées sous l'influence des S.-D. Que faisait Gapone pendant ce temps ? Il ne maîtrisait plus rien. Ce n'était déjà plus lui qui dirigeait le mouvement : il s'y cramponnait, donnant son accord pour tout ; c'est tout juste s'il n'était pas prêt à signer pour l'avènement de la république. Lorsque, dans un meeting, il devait affronter nos agitateurs, il était sensible à leurs critiques, se montrait très responsable, déclarait qu'on l'avait mal compris et que son programme coïncidait avec le nôtre. Et il usait de tout le poids de son influence personnelle pour nous aider à formuler les revendications politiques. En fait, il était peut-être réellement, par moments, entraîné par la force du mouvement. Cela ne nous intéressait guère alors. Notre position était claire et nette : ce n'est pas l'individu qui crée la situation, et surtout pas un Gapone<sup>3</sup>, qui ne s'était jamais particulièrement distingué en quoi que ce soit.

La grève s'était étendue à presque toutes les entreprises. Les revendications s'étaient radicalisées. Comment aller plus loin ? Une grève ne peut pas durer indéfiniment. Mais il était également impossible de lui fixer un terme : cela ne correspondait pas à l'état d'esprit du moment, nous n'étions pas dans une situation ordinaire. Passer de la grève à la révolution ? Nous sentions que c'était impossible. Je gardé le souvenir très vif de ce que j'appellerai le malaise qui nous étreignait face à une situation tellement inédite. D'habitude, c'était l'intervention de la police qui résolvait la question de la fin de la grève. Mais la police n'était pas pressée d'intervenir... Pourquoi ? Provocation ? Désarroi ? Plutôt cela apparemment. La société dans son ensemble manifestait une vive indignation à

cause de la défaite devant le Japon. L'autocratie n'était pas du tout habituée à cela, et elle avait perdu un peu de son assurance, se cantonnant sur une position attentiste. Le grève devait déboucher sur la manifestation... Voilà quelle était l'issue concrète à l'état de tension que nous connaissions. Et avant même que nous nous soyions mis en campagne, cette issue fut suggérée par Gapone. On ne peut pas lui enlever cela. « Vous savez ce qu'il a trouvé, cet aventuriste ? Aller tous ensemble trouver le tsar » : voilà ce qu'un camarade était accouru nous dire, à la réunion du comité.

Ensuite, nous avons examiné les formes que pouvait prendre la manifestation, et dans notre travail d'agitation, nous nous sommes opposés de toutes les façons possibles à Gapone (en tant que parti, nous ne pouvions agir autrement). Pourtant, nous comprenions qu'objectivement la manifestation était inévitable, et qu'elle avait un contenu révolutionnaire. Les données du problème étaient les suivantes : à qui fallait-il présenter les revendications qui s'exprimaient ? Au principal responsable, c'est-à-dire au tsar. Il fallait aller trouver le tsar, et qu'il nous réponde lui-même. Les ouvriers croyaient-ils à une issue favorable ? Assurément non. Les plus optimistes — et il fallait l'être, vraiment ! — expliquaient la concentration de troupes et de matériel aux abords du Palais (dès le 8 janvier) par des mesures d'autodéfense prises par le tsar pour parer à l'éventualité d'une « révolte ». Mais les plus conscients ? Pouvaient-ils avoir oublié le passé, c'est-à-dire le combat mené par l'autocratie contre les ouvriers ?

Dans nos rangs, je le répète, le 9 janvier était considéré comme une manifestation d'une ampleur encore jamais vue. C'est ainsi que la voyaient également un certain nombre d'ouvriers conscients. Et c'est le caractère très particulier de cette manifestation qui a drainé vers elle des militants qui, autrement, ne se seraient pas dérangés. Ces petits-bourgeois là croyaient peut-être bien au miracle. Ils ont donné à la journée du 9 sa tonalité particulière, qui ne correspond pas du tout à son caractère réel. On était le 8 janvier, le dénouement approchait. La ville tout entière était tendue dans l'attente des événements. Mouvements de troupes, transports d'armement. Vers quelle destination ? Vers le Palais, disait-on. Il fallait être prêt à tout. La question de l'action commune avec les bolcheviks fut à nouveau soulevée. Aux yeux du monde extérieur, nous devions apparaître comme un parti uni. Pendant la grève, les agitateurs bolcheviques et mencheviques s'étaient souvent trouvés ensemble dans les réunions d'agitation des « sections ». Cela les avait quelque peu rapprochés. Il fallait avoir une discussion avec le centre bolchevique. Nous y parvinmes. Une réunion fut organisée le 8 janvier au soir, dans l'appartement de Gorky<sup>4</sup>, à notre disposition ce jour-là. (Gorky lui-même, ainsi que nous l'avons appris par la suite, était au même moment chez Witte<sup>5</sup>, en compagnie d'un groupe d'intellectuels, pour tenter de le convaincre de ne pas faire



tirer sur les ouvriers). Notre « groupe » était représenté entre autres, et en dehors de moi-même, par Dickstein, et Mandelberg ; du côté bolchevique, il y avait Zemliatchka et Goussev <sup>6</sup>. L'entrevue commença par une polémique, dont j'ai oublié les termes, mais qui touchait à la théorie ; après quoi, nous élaborâmes une tactique pour le lendemain. Il n'était pas facile de mettre au point une tactique pour un mouvement dont la direction organisationnelle nous échappait. La seule décision qui fut prise fut d'être le lendemain dans la rue avec les ouvriers. La conviction était si forte que ce « lendemain » serait une grande journée révolutionnaire, qu'à l'appréhension exprimée par quelques camarades : « Et si les ouvriers ne venaient pas ?... », nous répondions : « Avons-nous donc fait de l'agitation pour qu'ils ne viennent pas ? » Mais ils sont venus. Ce jour historique est arrivé. Ce fut une journée ensoleillée dès le matin, magnifique ; les événements ont été racontés maintes fois par ceux qui y ont pris part. Il n'y a pratiquement rien à ajouter à leurs récits, qui se rapportent à différents moments de cette journée. Je voulais exposer quelle avait été l'attitude de notre petit groupe révolutionnaire face à ces événements.

1. Georgi Apollonovitch *Gapone* (1870-1906), pope et indicateur de police, avait fondé en 1903 l'assemblée des ouvriers russes de Saint-Petersbourg, ces « sociétés Gapone » que les social-démocrates s'efforcèrent de pénétrer. C'est lui qui conduisit la grande procession le jour du « Dimanche sanglant » de Petersbourg. Il fut exécuté par un s.r.
2. Sergéi N. *Prokopovitch* (1871-1955), un ancien social-démocrate, avait rejoint le parti constitutionnel-démocrate (« cadet ») et était en 1905 membre de son comité central. Sa femme, Ekaterina D. *Kouskova* (1869-1958), avait été, en tant que social-démocrate « économiste » l'auteur du célèbre *Credo* des économistes qui fut la cible de Lénine. Tous deux se prononçaient à la veille de la révolution de 1905 pour le développement des « sociétés Gapone » comme « syndicats ».
3. Mais l'intelligentsia bourgeoise, quant à elle, ne le voyait pas ainsi. Le nom de Gapone, comme plus tard celui de Khroustalev, concentrait à ses yeux tout le sens des événements. C'est d'ailleurs à elle que l'on doit le « mythe fondateur » du rôle de Gapone dans les événements de janvier. Et c'est elle qui possédait tous les moyens d'influencer l'opinion publique. A ce moment-là, nous n'avions pas la possibilité de contrecarrer cette mythologie. Ce mythe a acquis ensuite la solidité d'un préjugé. (Note A.L.S.)
4. A.M. Pechkov dit Maksim *Gorky* (1868-1936), le grand écrivain, était clandestinement membre du parti et soutenait les bolcheviks.
5. S. Iou *Witte* (1849-1915), avait été ministre des transports, puis des finances et enfin premier ministre en 1903, et avait essayé d'industrialiser la Russie par le capital étranger. C'était un conservateur modéré.
6. Rosalia S. *Zemliatchka* (1876-1947) avait commencé à militer en 1896 et avait été agent de l'*Iskra* en 1901, cooptée au C.C. en 1903 et bolchevique depuis cette date. Elle devait ensuite occuper des fonctions subalternes jusqu'en 1934 où elle entre à la commission centrale de contrôle, parvenant au C.C. en 1939. Sergéi I. *Goussev* (1874-1933) dont le véritable nom était la N. Drabkine, était militant social-démocrate depuis 1896, rallié à la fraction bolchevique dès son début et fut quelque temps son dirigeant à Pétrograd, connu pour sa brutalité et son sectarisme. Il fut plus tard partisan de Staline et l'un des plus violents contre l'Opposition de gauche.

F.N. Dingelstedt

## Le printemps de la révolution prolétarienne<sup>1</sup>

*Fedor Nikolaïévitch Dingelstedt était le fils d'un universitaire très connu à Saint-Petersbourg, d'origine balte. Il est né vers 1890-1892, a fait des études secondaires et supérieures. Il a rejoint le parti bolchevique en 1910, en pleine période de réaction. Nous perdons sa trace dans les années suivantes et notamment la guerre. Nous le voyons reparaitre au lendemain de la révolution de février où il est envoyé de Petrograd à Cronstadt où il va être un des fondateurs de l'organisation bolchevique. Activement recherché par la police après les journées de juillet, il est éloigné par le parti et milite au cours de l'été, notamment à Perm et Motovilikha. Il revient au lendemain d'octobre et va être membre du comité du parti de Petrograd.*

*Après la révolution, F.N. Dingelstedt est l'un des premiers militants à être admis à l'Institut des professeurs rouges qui doit fournir l'élite intellectuelle du nouveau régime révolutionnaire. Il en sort diplômé au moment où naît autour de Trotsky l'Opposition de 1923 qu'il rejoint à sa naissance, et dont il est, avec un autre professeur rouge, l'historien Grigori Ia. Iakovine, l'un des animateurs dans la ville d'octobre. Il est bien entendu mis à l'écart de toute responsabilité dans l'appareil. Directeur de l'Institut des forêts, il publie plusieurs ouvrages théoriques et d'autres de vulgarisation<sup>1</sup>. Sa thèse sur La Question agraire aux Indes, élaborée après un séjour d'études et de recherches à Londres, est publiée en 1928, alors qu'il est déjà en déportation. Victor Serge, qui a milité avec lui à Leningrad, écrit à son sujet : « Le visage de Dingelstedt, dans sa laideur heurtée et inspirée<sup>2</sup>, exprimait une invincible obstination. « Celui-là, pensai-je, on ne le brisera pas ». Il est actif dans l'Opposition unifiée, après la négociation de fusion de 1926, particulièrement difficile dans l'ancien fief de Zinoviev. Il est incontestablement l'un des hommes de la seconde génération oppositionnelle, universellement estimé.*

*Il semble bien qu'il ait été un déporté de la toute première fournée, en même temps que sa femme qui est, elle, une « sapronovetz », comme on dit. Tous deux sont déportés successivement à Kamen, à Kansk, et l'on a les traces de leur activité ; en février 1929, ils sont envoyés à Roubtsovsk, dans une colonie très vivante. Pendant toute cette période, il correspond avec Trotsky, c'est un pilier de l'Opposition de gauche, reconnu comme tel. En avril 1930, il est arrêté en même temps que les autres exilés de Roubtsovsk et*

enfermé dans la fameuse prison qu'on appelle l'« isolateur » de Verkhneou-ralsk, où les trotskystes les plus actifs ont été concentrés. Il y joue un rôle dirigeant dans l'organisation des bolcheviks-léninistes, écrivant notamment un texte à l'occasion de la préparation du XVI<sup>e</sup> congrès du parti soviétique, en mai 1930 (Cahiers Léon Trotsky, n° 6). Il anime avec le gendre de Trotsky, Man Nevelson, la fraction dite « du centre ». Le Bulletin Oppositiū publie plusieurs textes de lui dont un article sur l'Inde et une interpellation à son ex-camarade, le renégat Kharine.

L'autorité de Dingelstedt est grande parmi ses compagnons de détention : en 1932, il est l'un des membres du comité de grève qui dirige une fameuse grève de la faim menée par tous les prisonniers politiques et tient tête à une répression féroce : la G.P.U. doit se résoudre à l'enlever pour essayer de briser le mouvement qu'elle estime ainsi avoir décapité, au début de 1933. Il est alors transféré au plus sinistre des pénitenciers, celui des îles Solovki où les conditions de détention sont encore aggravées par l'hégémonie des « droit commun ». Nous savons que, là aussi, il a réussi à organiser les prisonniers, à lutter pour la reconnaissance d'un statut du prisonnier politique qui débouche sur d'importantes concessions des autorités pénitentiaires de ce Goulag. Comme tous les éléments importants de l'Opposition de gauche, il a vu sa peine de prison doublée par décision administrative, mais il retrouve brièvement dans l'exil, en 34-35, sa peine terminée, une semi-liberté en exil, à Alma-Ata. Son nom est à nouveau prononcé à propos de la tentative de reconstituer à cette époque un « centre » et à propos du « procès des prisons » — celui de sa génération de « trotskystes » qui a eu lieu à huis clos : il a dû être arrêté comme tous les autres de nouveau en 1935, après l'affaire Kirov.

Nous ignorons ensuite les étapes précises de son calvaire. En 1938, il est à Vorkouta, avec les trotskystes qui ont survécu, dans cette briquetterie où on les réunit avant de les fusiller, au lendemain de la grève de la faim menée par son vieux camarade Iakovine. F.N. Dingelstedt est de ceux qu'on placera devant les mitrailleuses du G.P.U. un matin d'avril ou de mai, dans les fournaies quotidiennes de l'extermination des derniers trotskystes d'U.R.S.S.

Nous publions ici une partie de ses souvenirs sur 1917<sup>3</sup>. Nous les avons, dans la mesure de notre possible, enrichis par des notes concernant les personnes et les principaux événements.

1. Citons parmi eux, avec S. Kharine, *Khrestomatija po politiceskoj ekonomii. Ucenie Marksa ostojimosti Sostavili* (Moscou, n.d., 242 p). *Nakoplenie kapitala i obniscane rabocevo klassa* (Rostov, n.d., 109 p) ; *Den'gi Denejkoe obrascenie* (Rostov, 1924) et *Dialekticeskij Materialism v teorij i praktike* (Moscou, 1925, 56 p) ainsi qu'un concentré de sa thèse, *Agrarij Vopros v Indij* (Moscou, 1928, 139 p.).
2. Nous avons de lui une photographie dans un groupe de déportés de Roubtsovsk (Cahiers Léon Trotsky n° 6, p. 106).
3. Ces articles sont extraits de la revue historique *Krasnaja letopis* n° 4, 1925 et n° 1, 1927.

Les combats de rue refluèrent. Les forces du parti n'étaient pas encore rassemblées. Le comité du parti de Petrograd, dont les membres avaient été arrêtés à la veille de la révolution, ne fonctionnait pas encore. Les rayons ne donnaient encore aucun signe de vie. Le rayon où je militais précédemment (celui de Narva) était éloigné ; je préférerais prendre du service dans le rayon le plus révolutionnaire, celui de Vyborg — j'appartenais à une de ses cellules étudiantes.

La première organisation à laquelle j'eus à faire fut le soviet de Vyborg. A peine constitué, il décida d'engager une large campagne de masse pour expliquer le sens de la révolution qui venait de se produire. A sa séance du 28 février, qui se tint dans les locaux de la caisse mutuelle de l'usine mécanique Narviainen, un certain nombre de camarades furent chargés d'organiser pour le lendemain plusieurs réunions parmi les ouvriers et les soldats en divers points du rayon. Au début, c'étaient des ouvriers mencheviques qui dirigeaient le soviet, mais ils devaient bon gré mal gré s'appuyer sur les bolcheviks, car les dirigeants de leur parti (surtout des gens de l'intelligentsia) préféraient se pavaner dans les salons du Palais de Tauride et, de façon générale, redoutaient encore de se montrer au grand jour. Quant à nous, habitués au travail de masse, nous n'avions pas peur de l'action commune avec les mencheviks : les sommets dirigeants ne considéraient pas que ce fût *a priori* à proscrire.

C'est ainsi que le 1<sup>er</sup> mars, deux jours après le début de la révolution à 2 h. de l'après-midi, j'ouvris le premier meeting public de la révolution. Deux mille ouvriers et soldats étaient réunis dans la grande salle du cinéma Oural. Porté par un auditoire calme et résolu, je dressai un tableau des crises du régime tsariste qui venait d'être renversé et, après avoir donné lecture du Manifeste du C.C. du P.O.S.D.R. (parti ouvrier social-démocrate de Russie), j'appelai les participants à fonder une république démocratique.

Le contenu concret que je donnais à ce mot d'ordre correspondait-il à la dictature des ouvriers et des paysans ? Je ne m'en souviens pas. Je me souviens seulement que je consacrai une grande partie de mon exposé à la propagande pour le socialisme. Traitant de l'Assemblée constituante, je ne la considérais que comme une institution destinée à préciser l'organisation de l'État. Après quoi j'appelai les ouvriers et soldats à faire passer dans la vie les revendications de la révolution, à savoir la journée de 8 heures, la confiscation de la terre, etc. sans attendre la convocation de l'assemblée [...].

Le soir du 1<sup>er</sup> mars se tint la première réunion légale du parti. V.N. Zalejsky 2 parle dans ses mémoires d'un meeting et le situe le 28 février : c'est une erreur. Quant on vit qu'une masse d'ouvriers sans-parti étaient venus pour s'informer, on décida d'ouvrir la réunion par une intervention

générale donnant le sens des événements en cours. C'est le camarade Ivan Tchougourine<sup>3</sup> qui ouvrit la séance. Le camarade « Mikhail » parla dans son rapport de la victoire que constituait la chute de l'ancien régime. Puis le camarade « Vladimir » (Zalejsky, que la révolution avait tiré de sa prison) prit la parole, suivi par d'autres orateurs encore. La nouvelle de la formation d'un gouvernement de la Douma fut accueillie avec réprobation par l'assemblée ; une résolution préconisant sa neutralisation et le passage du pouvoir entre les mains du soviet, donc le retrait des pleins pouvoirs aux membres du gouvernement de la Douma, ce soutien du régime tsariste, fut adoptée à la majorité.

Après ce vote, ce meeting improvisé de 2 000 personnes se dispersa, et la réunion du parti s'ouvrit devant un auditoire naturellement plus réduit (environ 300 personnes, d'après les notes que j'ai prises dans mon journal). On adopta un certain nombre de mesures concernant la vie du parti, en particulier la constitution d'un groupe d'agitateurs attachés au comité de rayon. J'avais déjà des liens avec le rayon, et je poursuivis mon activité. Le comité de rayon se fixait pour tâche d'élargir son influence sur les masses en développant une vaste campagne d'agitation, non seulement dans les usines, mais aussi dans les casernes et dans la rue. A l'évidence, l'idée qui mûrissait dans les masses, c'était : tout le pouvoir au soviet. Il restait à donner à cette aspiration une expression plus précise, à préparer les masses à l'action, pour « pousser à son terme la révolution démocratique ».

Je n'ai pas un souvenir précis du degré de conscience, de la forme concrète prise par la perspective de l'action ; mais on sentait bien qu'il fallait préparer le terrain dès ce moment-là pour que les masses apportent un soutien actif à nos camarades — car c'est de cela que nous aurions besoin, avant tout, lorsque le moment décisif arriverait. Il apparut qu'il n'y avait aucun besoin de préparer les masses : elles manifestaient une vigilance sans défaut pour écarter tout ce qui portait à leurs yeux la marque et le discrédit de l'ancien régime, que ce fût le gouvernement de la Douma tout entier, Pourichkiévitch, ou Milioukov<sup>4</sup>.

Le lendemain 2 mars, dans la matinée, le groupe des agitateurs, réuni au local du comité de rayon, décida de concentrer entre ses mains l'organisation des meetings et, dans la mesure de nos forces, d'en tenir plus. C'est ainsi que j'eus ce jour-là à en animer trois personnellement, à la suite l'un de l'autre et dans des endroits différents. Semion Rochal, qui venait de sortir de prison, prit la parole avant moi. Ivan Naoumov, en capote de soldat, car il avait été libéré la veille, intervint le dernier<sup>5</sup> [...]. Nous ne pouvions nourrir le moindre doute sur l'état d'esprit des masses. Mais la solution au problème du pouvoir restait en suspens : elle ne dépendait pas de nous. Bientôt nous fûmes confrontés au problème de l'élargissement de notre champ d'intervention. En province et même aux environs de Petrograd, on n'avait souvent aucune idée de ce que la révolution était en réalité. Parfois même des bolcheviks s'égarèrent sur des positions « défensistes »

ou bien, prenant une position internationaliste, se limitaient au simple refus de la guerre et omettaient complètement la question du pouvoir.

Le 2 mars au soir, deux marins libérés du bagne, étaient venus au comité de Vyborg, les camarades Pelikhov et Ouliantsev<sup>6</sup>. Ils avaient demandé qu'on les autorise à nous informer de la situation à Cronstadt. Ces camarades, qui avaient été membres du comité exécutif du soviet de Petrograd déploraient que personne du comité exécutif ne fût venu les accueillir. Ces camarades purent faire un exposé détaillé devant une réunion élargie du soviet de Vyborg. Le tableau qu'ils brossèrent suscita chez les auditeurs une inquiétude telle qu'ils n'eurent aucun mal à convaincre cinq ou six militants d'aller à Cronstadt faire démarrer l'activité sur de bonnes bases [...]. Le lendemain, je partais avec eux à Cronstadt.

### L'élargissement de notre champ : Cronstadt

[...] Après un long trajet en traîneau sur les glaces du golfe, nous atteignîmes les feux signalant les postes de garde de la citadelle de Cronstadt. On nous laissa passer sans difficulté ; à une heure du matin, nous arrivions au régiment de la flotte de Cronstadt devenu fameux dans l'Histoire.

Une demi-heure plus tard commençait une réunion entre les représentants du comité du régiment et les délégués qui venaient d'arriver. Je fus élu président de séance : j'avais à donner aux camarades marins des informations sur le cours de la révolution à Petrograd. Il se confirma — ce que nous savions déjà — que les révolutionnaires de Cronstadt n'avaient aucune idée du caractère de la révolution qui se déroulait à Petrograd. Les services du Gouvernement provisoire les tenaient soigneusement dans l'ignorance de la réalité et s'efforçaient de leur présenter les choses comme si tout se ramenait à un simple changement des gens du gouvernement, afin de mieux organiser la victoire.

A Cronstadt, isolée, comme on sait, du reste du monde, la révolution avait commencé la nuit du 1er mars. Flotte et artillerie blindée commencèrent et ouvriers et ouvrières se joignirent à elles.

Les soldats, en particulier les marins qui avaient cessé d'obéir au commandement, tuèrent une partie des officiers qui s'étaient opposés à la révolution et étaient haïs pour leur comportement passé ; d'autres furent arrêtés, et seuls ceux qui avaient été les plus tolérants furent laissés en liberté après avoir été désarmés, ce qui n'empêcha pas de les élire à certaines responsabilités, à la tête des tribunaux, par exemple. Mais il n'y eut pas tout de suite d'avancée décisive vers la constitution d'un organe de pouvoir propre à Cronstadt : on attendait des instructions de Petrograd. La surprise fut grande quand il en arriva un personnage, muni des pleins pouvoirs du Gouvernement provisoire, qui s'intitulait commissaire, commença à prendre des mesures qui rappelaient les méthodes despotiques du pire des administrateurs tsaristes, l'amiral Wiren, qui avait été le premier à

subir le châtiement des marins. Après avoir réussi en manœuvrant à rassembler autour de lui quelques « représentants » des ouvriers, soldats et marins, le commissaire Pepeliaiev s'efforça de maintenir les contraintes de l'ordre ancien. Pour instaurer diverses mesures, comme par exemple la censure, il se mit frénétiquement à répandre des rumeurs sur les opérations aériennes des Allemands, sur des provocations, des espions dont la ville et les casernes seraient pleines [...]. Voilà la situation que nous trouvions à Cronstadt. Que fallait-il faire ? D'abord et sans tarder, prendre des mesures pour que les masses aient une large information sur les événements de Petrograd. Ensuite, il fallait mettre Pepeliaiev hors d'état de nuire.

Voyant avec quelle chaleur les membres du comité, en majorité, nous soutenaient, nous décidâmes sur-le-champ d'organiser dès ce matin même des meetings de masse sur la situation et des manifestations de masse en faveur du soviet [...]. Nous décidâmes de ne pas retarder l'organisation de la masse des ouvriers et des marins. Nous nous partageâmes : avec un autre, je fus chargé d'aller trouver Pepeliaiev ; les six autres délégués, avec Pelikhov, prirent le chemin des casernes et des ateliers pour y organiser des meetings.

Dans le bureau de Pepeliaiev nous trouvâmes, au grand complet, le fameux « comité des dix ». Outre Pepeliaiev lui-même, le comité comptait tout un tas de « représentants » de la « démocratie ».

Nous commençâmes par vérifier les mandats des « représentants » du Cronstadt révolutionnaire, et nous déclarâmes avec force que « plusieurs membres de cette instance supérieure n'y étaient entrés, au fond, que par protection, que, par exemple, le délégué des ouvriers n'avait rien de commun avec le prolétariat » (c'était un artisan et un patron !). Puis, nous avons soumis le commissaire à un véritable interrogatoire serré. Au début, il s'efforçait de faire bonne contenance, manifestant même une certaine morgue en citant son ami personnel « Pavel Nikolaievitch » (Milioukov) et rappelant les services qu'il avait rendus à la révolution. Mais ensuite, sentant qu'il n'était soutenu par personne (les membres du Comité des dix gardaient les yeux baissés et avaient perdu toute envie de polémiquer avec nous, d'autant qu'ils étaient loin d'avoir tous le même avis), il baissa le ton lui aussi. Il en vint, finalement, à reconnaître la supériorité de nos mandats et déclara qu'il était prêt à nous laisser le pouvoir et à retourner auprès de Milioukov. Il nous répugnait de poursuivre la conversation avec ce pitoyable individu (qui, cependant, n'hésita pas, deux ans plus tard, à faire fusiller par centaines des paysans sibériens). Nous opposâmes un refus à la séduisante proposition du commissaire du Gouvernement provisoire. Pourquoi ? Jusqu'à aujourd'hui, je ne peux répondre. Je pense que c'était simplement un manque d'audace, ou bien la crainte d'un piège. Je ne crois pas que notre irrésolution ait eu un lien avec la tactique générale du parti à l'égard du Gouvernement provisoire,

car le parti n'avait pas encore déterminé sa tactique sur ce point, et en tout cas nous n'en savions rien ; en revanche, la tactique du rayon de Vyborg était bien définie. La discipline qui nous était propre, à nous les bolcheviks, joua certainement un rôle. C'est certainement pour cela que nous nous sommes limités aux efforts pour organiser la cohésion des masses.

Lorsque les autres camarades membres de notre délégation arrivèrent des quatre coins de la ville, je leur fis le récit de mes négociations avec Pepeliaiev. Ils ne portèrent pas de jugement sur notre indécision et tombèrent d'accord qu'il fallait concentrer tous nos efforts sur le travail d'agitation et d'organisation. Je me souviens que le rapport du camarade Gordienko sur l'état lamentable du soviet des députés ouvriers de Cronstadt produisit une vive impression : il fut chargé de le réorganiser.

Ce même jour, je rencontrai des ouvriers de Cronstadt : quelques dizaines d'entre eux s'étaient réunis dans l'énorme salle du Manège. Je n'entendis rien d'autre que leurs plaintes au sujet des vexations qu'ils subissaient : ils avaient du mal à s'y retrouver en politique. Le contraste était saisissant avec la conscience du prolétariat de Petrograd.

Afin de chasser la mauvaise impression produite par ce meeting, je fus heureux d'aller tenir deux réunions de nouvelles recrues. Les jeunes marins pleins de fougue, littéralement nourris de révolution, accueillirent avec enthousiasme ce que nous leur disions. Ils suivirent avec la plus grande attention la lecture de deux décrets contradictoires : le premier, qui fut mal accueilli, était celui de Rodzianko<sup>7</sup> : il était tout entier marqué par le souci de défendre « le prestige du nom d'officier » et proposait aux officiers qui avaient pris la fuite de revenir à leurs unités « remettre sur pied leur organisation » ; le second était le Prikaz n° 1 du soviet de Petrograd, qu'ils approuvèrent chaleureusement.

Le lendemain, 5 mars, je tins un meeting qui me donna également beaucoup de satisfaction dans le 1er régiment de la Baltique. Il me montra à quel point la masse des marins dans son ensemble était animée d'une haute conscience révolutionnaire.

Puis je dus courir à la réunion de fraction des marins (l'assemblée des délégués) pour rapporter sur les tâches que s'étaient fixées les délégués du rayon de Vyborg. A la demande de l'un des délégués, le camarade Sladkov<sup>8</sup> aujourd'hui disparu, on donna des éclaircissements sur la signification du mot d'ordre de république démocratique. J'eus là-dessus une discussion avec l'enseigne de vaisseau Glasko (seul officier élu à une instance aussi élevée par les marins) qui exprimait en général des idées libérales. Il faut dire que, si mes souvenirs sont bons, tous les camarades marins soutenaient les positions des bolcheviks. (Il y avait là, outre Sladkov, plusieurs camarades désignés en raison de leur rôle, Baranov, Pavlov<sup>9</sup>, Zaitsev, je crois, Kourkov et autres).

Puis, après un rapide repas au réfectoire du régiment, je filai au

Manège. Il devait s'y réunir des marins de tous les régiments. De fait, ce meeting fut bien différent de celui de la veille. En rangs serrés derrière les drapeaux rouges déployés, les compagnies entrèrent les unes après les autres dans le Manège. Les marins formaient une masse impressionnante autour de la tribune où les organisateurs du meeting avaient pris place. En plus des 3 000 marins, il y avait beaucoup de gens venus d'eux-mêmes, des ouvriers, même des femmes travailleuses. Priront la parole avec moi, je crois, les camarades Pelikhov et Ouliantsev, révolutionnaires enthousiastes décidés à vaincre ou mourir <sup>10</sup>.

### Souvenirs d'un agitateur

Pendant l'été 1917, j'avais pris part au travail de l'organisation à Perm et à Motovilikha. Mais dès l'automne, je compris qu'il fallait retourner à Petrograd ; il était clair en effet que de grands événements allaient s'y produire. A la première occasion, je quittais l'Oural. Nous étions à la mi-septembre. Le 16, je me présentai à G.I. Boky <sup>11</sup>, secrétaire du comité du parti de Petrograd qui se trouvait alors au-delà de la barrière de Narva ; je demandai que l'on me confiât des tâches militantes.

Le parti était sorti depuis peu de la clandestinité où il s'était trouvé de fait jusqu'à la fin août (c'est-à-dire jusqu'aux journées de Kornilov <sup>12</sup>). Le travail d'agitation se développait largement sous l'impulsion des membres du comité central et des autres dirigeants des organisations de Petrograd (c'était eux au premier chef que le parti avait désignés pour cette tâche) : les camarades Kamenev, Trotsky, Volodarsky, Lounatcharsky, Evdokimov, Kollontai <sup>13</sup> et d'autres encore. Les camarades Lénine et Zinoviev, obligés de se cacher, n'étaient pas parmi ces orateurs, les plus grands du parti.

Le parti avait besoin d'avoir en permanence à sa disposition des agitateurs professionnels qu'il puisse envoyer, chaque fois que c'était nécessaire, dans tel ou tel meeting ou réunion.

La Commission exécutive du parti me maintint dans des fonctions d'agitateur, et, pendant plus de cinq mois, j'eus à remplir diverses tâches d'agitation et de propagande. Dans les meetings, les conférences et réunions du parti, je rapportais sur la situation, et je faisais des conférences, dans les clubs ouvriers et pour d'autres organisations s'occupant de culture et d'instruction.

Le secteur « agitation » du parti était alors dirigé par S. Ravitch <sup>14</sup>. C'est d'elle que je recevais mes ordres de mission ; je trouvais tous les renseignements nécessaires — les dates et lieux des meetings — dans une sorte de journal de bord du parti où étaient consignés aussi bien les demandes, les requêtes qu'avait reçues le parti que les noms des camarades chargés d'une mission. En fait, on n'avait pas à rendre compte du

travail accompli, et les orateurs ne recevaient non plus aucune directive. Il allait de soi que chacun savait de quoi il devait parler et ce qu'il devait dire. La réalité vivante qui nous entourait et la pratique de la lutte représentaient à cet égard la meilleure des écoles, même pour des militants peu expérimentés. En ce qui me concerne, j'étais toujours au courant des décisions que prenaient les organes dirigeants, car je fréquentais régulièrement les réunions du parti. Ce laboratoire vivant de l'activité révolutionnaire m'insufflait d'inépuisables réserves d'« énergie propagandiste ».

Les événements évoluaient très vite. La faiblesse des partis petits-bourgeois les poussait à resserrer leur alliance avec la bourgeoisie impérialiste. L'arrogance des capitalistes qui agitaient ouvertement devant le prolétariat la menace de la famine « aux mains décharnées », l'impudence des généraux qui préparaient un bain de sang pour l'armée et la conduisaient volontairement à la défaite militaire, tout cela ouvrait les yeux aux aveugles. Les journées de Kornilov, et le rôle ambigu joué par Kerensky ruinèrent définitivement toute confiance dans le gouvernement provisoire. On peut dire qu'à cet égard chaque heure qui passait éclairait la conscience des masses ouvrières et des soldats.

L'orateur bolchevique, des mots d'ordre des bolcheviks, étaient désormais présents dans tous les meetings. La volonté de combattre qui s'affirmait trouvait une expression adéquate dans des résolutions pleines d'enthousiasme révolutionnaire.

Le bilan que je tirai des nombreux meetings que j'avais tenus en septembre-octobre dans des fabriques, des usines, des casernes de Petrograd était le suivant : les résolutions présentées par les bolcheviks étaient dans la plupart des cas adoptées sans réserve, et, bien souvent, il n'y avait même pas besoin de résolution, car le rapport était adopté intégralement, sans la moindre objection — l'assemblée, en quelque sorte, en prenait acte. Les mencheviks, comme d'ailleurs les autres conciliateurs, ne se montraient pas souvent dans les meetings ; ils n'avaient guère envie de prendre la parole, et par ailleurs les meetings étaient de plus en plus souvent organisés à l'initiative de camarades sympathisant avec nos idées ou ayant des liens organisationnels avec nous, et par conséquent peu enclins à inviter des orateurs indésirables.

Pour celui qui a vécu et évoque aujourd'hui le souvenir de ces mois où l'on vit les masses d'ouvriers et de soldats se démarquer avec une résolution grandissante des conciliateurs, le prolétariat et la garnison de Petrograd renoncer à leurs dernières illusions sur le compte de la coalition, il est impossible de ne pas être frappé, rétrospectivement, par la rapidité avec laquelle même les couches les plus arriérées des masses laborieuses ont tiré les leçons des agissements de Kornilov et de Kerensky.

De nouvelles élections au soviet de Petrograd donnèrent la majorité aux bolcheviks. Ce fut pour Tchkhéidzé <sup>15</sup> un piteux échec, tandis

qu'était élu à la présidence du soviét le camarade Trotsky. Cet événement renforçait la confiance des masses dans leurs propres forces ainsi que dans les voies que préconisaient les bolcheviks.

La convocation de la conférence démocratique, la pitoyable comédie du pré-parlement, la tentative avortée du gouvernement provisoire de se replier sur Moscou, le projet — qui ne fut pas non plus réalisé — de faire évacuer la capitale par les troupes révolutionnaires, tous ces faits, et bien d'autres du même genre, avaient mis en évidence la corruption et le rôle traître du groupe dirigeant et nous sûmes parfaitement les utiliser dans notre travail d'agitation pour saper le peu d'influence que les partis conciliateurs gardaient encore.

Au cours de cette période, j'eus à intervenir dans de nombreuses usines [...]. Il nous arrivait de nous trouver en face d'orateurs de partis adverses. Par exemple aux chantiers Poutilov, il y eut un débat avec les anarchistes, mais nous n'eûmes pas beaucoup de peine à réfuter leur démagogie criarde. En revanche, le 26 septembre, à l'usine d'électricité, je dus repousser les violentes attaques d'un s.r. qui jouissait d'un soutien d'une partie de l'assistance [...]. La réunion du 24, journée décisive où je m'usai la voix pour démontrer aux cheminots qu'il fallait renverser le pouvoir bourgeois, n'aboutit pas non plus à une prise de position claire.

Naturellement, il ne faut pas tirer de l'impression générale que m'avait laissée cette réunion des conclusions générales sur l'état d'esprit des cheminots. Je me souviens de la conférence des cheminots bolcheviques de Petrograd, que j'ai présidée avec I.M. Moskvine<sup>16</sup> le 18 octobre au local du parti. Ce fut un modèle de détermination et de conscience révolutionnaire de l'avant-garde prolétarienne : les cheminots avaient leurs dirigeants, prêts à mener au combat une base bigarrée et indisciplinée, mais qui s'avérait une réserve formidable de combattants.

Ce n'est pas chez les cheminots que mencheviks et s.r. se manifestaient le plus. Ceux d'entre eux qu'on voyait se démener là étaient moins coriaces que les membres du Vikhjel<sup>17</sup>. On les trouvait plutôt dans certains secteurs arriérés, surtout chez les imprimeurs : on se souvient que leur dernière citadelle fut longtemps le service d'expédition des stocks d'imprimés de l'usine d'Etat. Tsereteli, Gotz, Avksentiev,<sup>18</sup> aimaient aller y intervenir.

C'était, bien sûr, le cours général des événements, ainsi que les caractéristiques du moment, qui dictaient le ton et le contenu des discours que nous prononcions dans les meetings pendant la période qui a précédé la Révolution d'octobre. En général, le plan des rapports que nous faisons comprenait, au début, un bilan de l'expérience des premiers mois de la révolution, sous l'angle des solutions à apporter à la question de la guerre, à celle de l'organisation de l'industrie et de l'approvisionnement, etc. La faiblesse de l'action menée par le pouvoir « révolutionnaire » en faveur des ouvriers et des paysans apparaissait en pleine lumière. A partir

de là se trouvait démontré le caractère désastreux de la politique de conciliation et la nécessité de la dictature du prolétariat, seul moyen de sauver la révolution.

A ce moment-là, l'organisation du parti à Petrograd n'était qu'un groupe bien soudé d'organiseurs et d'agitateurs, entretenant des liens directs avec les masses. L'organisation du parti en cellules de base d'entreprise n'était qu'ébauchée. Tous les membres du parti maintenaient des relations constantes avec la classe ouvrière, participant aux comités d'usine, aux meetings et aux réunions qui se tenaient dans les entreprises, faisant leurs besoins et les intérêts des masses. Le comité du parti n'était que l'organe commun de la direction, il n'intervenait pas encore pour diriger dans les moindres détails le travail à la base. Et pourtant, parce qu'il avait sélectionné des militants capables d'une fermeté et d'une discipline sans faille, le parti, dans une période de lutte des classes intense, a su se comporter comme une armée parfaitement soudée, grâce à l'amitié et à la solidarité qui liait ses membres. Et il a remporté victoire après victoire.

La tactique, les résolutions et les initiatives du parti, y compris les plus importantes, étaient toujours soumises au jugement et à l'adhésion du prolétariat. Ainsi, la question de la prise du pouvoir ne fut abordée en pratique que lorsque la classe ouvrière eut montré qu'elle était prête à se saisir de cette tâche : la décision avait mûri au plus profond des masses.

Mes souvenirs des premiers jours de la révolution de février<sup>19</sup> sont centrés sur l'idée que dès février-mars, la masse des ouvriers et des soldats était prête à adopter et à réaliser le mot d'ordre de pouvoir des conseils. Mais on connut ensuite une période marquée par la conciliation avec le pouvoir bourgeois devenu maître du pays, les bolcheviks n'ayant pas eu la force d'en prendre la direction. Du côté des masses, cependant, cette période n'a pas chassé des esprits l'idée audacieuse de la prise du pouvoir. A l'automne 1917, après plusieurs mois d'impéritie de la coalition, après les épreuves subies pendant les journées de Kornilov, les masses manifestèrent avec plus de force encore qu'au printemps leur adhésion à ce mot d'ordre, et elles apportèrent un soutien spontané aux agitateurs bolcheviques qui abordaient le thème du « moment présent » précisément sous l'angle de la prise du pouvoir.

Lorsqu'on interroge ses souvenirs, en cherchant à se rappeler si les masses, comme c'était souvent le cas des dirigeants de notre parti, étaient en proie au doute, la réponse est nette et sans appel : non, les masses ne connaissaient pas le doute, les masses savaient qu'il n'existait pas pour elles d'autre issue. Donner le pouvoir aux soviets était à leurs yeux la seule solution réaliste du problème de la guerre et de la paix, comme de tous les problèmes soulevés par la révolution.

Les conciliateurs dissertaient sur l'avènement de l'Assemblée constituante, assurant qu'elle saurait mettre un terme à toutes les incertitudes.

Pendant ce temps, sous divers prétextes, le gouvernement retardait les élections. En réponse, les masses d'ouvriers et de soldats mettaient en avant la revendication de la convocation du congrès des soviets de tout le pays. Mencheviks et s.r. employaient toutes leurs forces à saboter l'organisation du congrès, désavouant ouvertement les soviets qu'ils qualifiaient avec mépris de « baraquements provisoires », stigmatisant ceux qui renonçaient à une place dans la « maison de pierre » de l'Assemblée constituante.

Sous la pression, il fallut pourtant céder la place aux masses. Le prolétariat de Petrograd préparait un congrès public de ses organisations et disposait en ordre de bataille les régiments révolutionnaires ainsi que la garde rouge ouvrière. La création du comité militaire révolutionnaire, l'envoi de commissaires dans les régiments, la tenue d'une « journée du soviet de Petrograd », tels furent les moments essentiels de la préparation du « complot » qui permirent de réaliser le passage du pouvoir entre les mains des soviets.

Aucune révolution au monde ne s'est accomplie dans un tel élan, et en même temps aussi pacifiquement que la révolution d'Octobre. J'étais présent, le 25 octobre, à la première séance — historique — du congrès, lorsque fut proclamé le pouvoir des soviets. Je compris que ce pouvoir était déjà une réalité. Dès ce moment, l'édification pacifique du nouveau régime apparaissait comme l'unique tâche à l'ordre du jour. C'est pourquoi j'acceptai avec joie la proposition que me faisait le parti : je fus désigné pour assister le commissaire de l'« Agence télégraphique de Petrograd » (A.T.P.) qui occupait une place importante dans notre stratégie au cours de la première période de consolidation du pouvoir soviétique. Elle devait fournir à notre presse et à la presse étrangère les informations exactes sur le cours de la révolution et sur les premiers pas du pouvoir des soviets ; c'était, naturellement, une tâche de première importance. Pendant trois jours, du 26 au 28 octobre, j'exerçai les responsabilités de commissaire à l'A.T.P. J'eus à faire face tout d'abord à des actions clandestines de sabotage, puis à un commencement de grève des employés — autant d'obstacles qu'il fallait surmonter pour assurer la diffusion des décrets et autres communications issus du congrès. En même temps, je devais poursuivre le travail d'agitation. Ainsi, par exemple, je tins un grand meeting au régiment de Keksholm pour expliquer le décret sur la terre qui venait d'être promulgué.

Les événements prirent bientôt un tour moins pacifique. Il y eut d'abord le soulèvement des Junker. A peine était-il réprimé qu'il fallut se mettre à creuser des tranchées à la périphérie de la ville. Puis les ouvriers envoyèrent les premiers détachements de Gardes rouges contre Kerensky et Krasnov<sup>20</sup> qui s'étaient insurgés contre le pouvoir des soviets. Le 29 octobre au soir, j'allai comme d'habitude à Smolny et on m'envoya aussitôt dans le régiment de Volhynie, le seul qui hésitait encore et n'avait pas obéi à l'ordre du comité militaire révolutionnaire de gagner ses positions. Nous étions trois, les camarades Zaloutsky et Bobrov<sup>21</sup> pour le soviet, et moi pour le parti.

[...] La bourgeoisie relevait la tête et cherchait par le mensonge et la calomnie à semer le désarroi dans les rangs des combattants révolutionnaires. Le régiment de Volhynie était aussi travaillé par des provocateurs. Des officiers et des engagés menaient parmi les soldats une agitation contre la mobilisation et répandaient le bruit que Kerensky disposait de forces énormes. [...] Mais il y avait parmi les soldats des camarades assez fermes pour élever la voix et combattre les idées de capitulation que les agents de la bourgeoisie propageaient. C'étaient ces camarades qui avaient appelé Smolny<sup>22</sup> au secours.

Devant l'assemblée des comités du régiment et des compagnies, nous avons expliqué qu'il ne fallait pas croire les agents de la bourgeoisie ni céder à la panique. « Il suffit que les ouvriers et soldats de Petrograd prennent les armes et la méprisable armée contre-révolutionnaire sera anéantie » — voilà ce que nous répondions à ceux qui doutaient ; nous rappelions l'épisode des journées de Kornilov et nous citons en exemple la fermeté des autres régiments. [...] Il ne nous fallut pas beaucoup d'efforts pour convaincre le régiment de Volhynie qu'il fallait suivre l'exemple des autres régiments et défendre la révolution.

Tôt dans la matinée du 30, le régiment de Volhynie, en rangs et musique en tête, gagna ses positions. Mais le lendemain l'agitation des officiers réussit à ramener à la caserne une partie du régiment et les journaux bourgeois s'emparèrent de cet épisode, claironnant qu'il s'était affranchi de l'influence bolchevique et avait abandonné ses positions. Mais des auxiliaires restés à la caserne firent honte aux soldats qui revenaient et, tous ensemble, fusil sur l'épaule, ils allèrent rejoindre le régiment pour combattre Kerensky<sup>23</sup>. Le 2 novembre, j'étais au front avec les membres du comité du régiment, que je visitais, quand la nouvelle nous parvint de l'écrasement définitif des Cosaques et des Junker. Puis [...] je pris congé et partis le soir-même pour Tsarkoié Selo où je rencontrai pour la dernière fois mon camarade de Cronstadt, S. Rochal. Le régiment de Volhynie, ayant ainsi levé la honte qui s'attachait à son nom, exclut de ses rangs les provocateurs<sup>24</sup>.

Octobre avait ouvert une période nouvelle et nous avions de nouvelles tâches. Le travail d'agitation, sans perdre de son importance, avait changé de contenu. Nous devons toujours, avant tout, analyser les événements, mais il ne fallait pas se borner à la critique des positions des autres partis. Nous devons saisir la tâche immense à accomplir pour édifier le socialisme. Ouvriers et soldats avaient-ils eu raison de prendre le pouvoir ? Seraient-ils capables de gouverner, de surmonter la complexité de la tâche ? La nouvelle réalité soviétique permettait d'apporter des réponses, partielles certes, mais déjà convaincantes.

Les obstacles auxquels le nouveau pouvoir se heurtait à chaque pas préoccupaient aussi les masses. La tactique à adopter face aux ennemis du pouvoir des soviets était discutée chaque jour dans les masses et les

attaques forcenées de nos ennemis ne tardaient pas à mettre nos idées à l'épreuve. C'est sur le terrain qu'on jugeait de la ligne : forgée au feu de la conscience des masses prolétariennes, elle était le meilleur bouclier de notre activité pratique.

Le parti contrôlait désormais plus étroitement le travail d'agitation et d'organisation. On réunissait plus souvent les agitateurs pour écouter les rapports des responsables. Smolny, état-major de la révolution et centre d'organisation du nouveau pouvoir, devenait aussi de plus en plus une école supérieure d'instruction politique. Le comité militaire révolutionnaire occupait plusieurs petites pièces au dernier étage de Smolny. C'est là qu'il se réunissait, élaborait les directives, recevait les délégués de province, établissait les ordres de mission des commissaires, etc. C'est dans ce réduit, assis près d'une table couverte de cartes, les yeux rougis par les nuits sans sommeil que se trouvaient les membres de l'état-major de la défense de la révolution, combattants courageux comme les camarades Antonov-Ovseenko<sup>25</sup>, Podvoisky... Dans d'autres salles, au même moment, réunions et rapports se succédaient sans interruption. C'est là que les mutuelles délibéraient (leur rôle dans l'élargissement de la révolution n'a pas été assez souligné jusqu'à présent). C'est là qu'organisateurs et agitateurs partant pour la province venaient prendre les instructions.

Je garde un souvenir particulièrement vivant du vigoureux rapport que le camarade Lénine présenta devant les émissaires chargés de tâches de commandement : après lui, le camarade Trotsky fit une intervention brillante et chaleureuse. Nos émissaires y puisèrent des provisions d'énergie révolutionnaire qui contribuèrent aux succès qu'ils remportèrent dans l'accomplissement de leurs tâches.

## NOTES

1. C'est pour une bonne part de mémoire que ces souvenirs sont écrits et également à l'aide des notes consignées dans le journal tenu par l'auteur en mars 1917, et qui indiquent les lieux et thèmes des meetings et réunions qu'il a dirigés ou auxquels il a participé. On peut donc se fier à la chronologie des événements qui est exposée ici. Il est toutefois impossible de la vérifier car le journal de bord de l'équipe mobile d'agitateurs du comité de Petrograd du parti, dans lequel étaient rapportées partiellement mes interventions, a été volé ou détruit pendant les événements de juillet 1917. (Note de F.N.D.). Traduction de K. Peresse.
2. Sur V.N. Zalesjky, cf. n.12, p. 24
3. Sur I.D. Tchougourine, cf. n. 14, p. 24
4. V.M. Pourichkiévitch (1870-1920), grand propriétaire, avait été haut fonctionnaire au ministère de l'intérieur. Il était l'un des représentants les plus autorisés de la droite monarchiste, avait participé notamment au complot pour assassiner Raspoutine et figurait au premier rang des adversaires de droite du Gouvernement provisoire. Sur P.N. Milioukov, cf. n. 59 p. 62.
5. S.G. Rochal (1896-1917) avait été arrêté pour la première fois à 16 ans pour avoir participé à une conférence de lycéens. Etudiant en psycho-neurologie, il avait milité parmi les ouvriers de Poutilov en tant que bolchevik de 1914 à 1915. Arrêté en 1915, il avait été mobilisé et était devenu aspirant. C'était, en dépit de son âge, un grand orateur

- populaire. Arrêté par les Blancs sous prétexte de négociations, il fut tué en octobre de la même année. Sur I.K. Naoumov, cf. n.30, p. 61
6. Sergéi G. Pelikhov (1887-1921), marin bolchevique avait été condamné aux travaux forcés en 1916. Timoféi I. Otradnev dit *Ouliantsev* (1888-1919), membre du parti en 1911, avait dirigé l'organisation bolchevique dans la flotte de guerre à Cronstadt jusqu'à son démantèlement et son arrestation à lui : il avait été condamné en 1915 à 7 ans de travaux forcés.
  7. M.V. Rodzianko (1859-1924), grand propriétaire noble, ancien camérier du tribunal suprême, dirigeant du parti « octobriste » avait évolué en direction des cadets et présida en février la commission de la Douma préparant le Gouvernement provisoire.
  8. I.D. Sladkov (1889-1922), ancien ouvrier de l'usine Ericson de Petrograd, mobilisé dans la marine, canonnier, avait été condamné en 1915 à sept ans de travaux forcés. La « commission d'enquête » qu'il dirigeait était l'ancêtre de la Tcheka. Muté, il fut remplacé par V.F. Pankratov, futur tchékiste et futur militant de l'Opposition de gauche, exécuté en prison sous Staline.
  9. Il semble que ce Baranov était un travailleur du secteur médical et non le bolchevik de 1911 P.I. Baranov (1892-1933), ouvrier de Petrograd également condamné pendant la guerre. Sergéi D. Pavlov (1897-1946) était enseigne de vaisseau et adhéra au parti bolchevique après la révolution de février.
  10. Tous deux furent tués dans le cours de la guerre ou de ses suites.
  11. Sur G.I. Boky, cf. n. 23, p. 61.
  12. C'est à la fin août que le général Kornilov tenta un putsch pour renverser le gouvernement provisoire de Kerensky. Les bolcheviks combattirent aux côtés des forces fidèles à Kerensky qu'ils se préparaient à renverser quelques semaines plus tard.
  13. De ces dirigeants bolcheviques (dont on trouvera la biographie dans les *Œuvres*), deux seulement, Lounatcharsky et Kollontai, ne moururent pas de mort violente. Volodarsky fut assassiné par un terroriste blanc, Trotsky par un agent de Staline. Zinoviev, Kameniev et Evdokimov furent exécutés à la suite du premier procès de Moscou.
  14. Sarra N. Ravitch, dite Olga (1879-1957), membre du parti depuis 1903, liée à Zinoviev, spécialiste de l'agit-prop, appartint plus tard à l'Opposition unifiée et fut déportée.
  15. N.S. Tchkhéidzé (1864-1926), un des porte-drapeau du socialisme en Géorgie, était l'un des principaux leaders des mencheviks de droite.
  16. I.M. Moskvine (1890-1939), membre du parti en 1911 alors qu'il était étudiant, organisateur des cheminots en 1917, fut plus tard membre du C.C. et mourut en prison sous Staline.
  17. Le Vikjel (Vsiérossiisky ispolkim jeliezno-doronojgo profsoiuza) était le comité exécutif central du syndicat des chemins de fer qui, au lendemain d'octobre, tenta d'imposer par la force d'un blocus des chemins de fer autour de Petrograd, l'élargissement du gouvernement à « tous les socialistes » et... l'élimination de Lénine et de Trotsky.
  18. Iraklii G. Tsereteli (1880-1950), menchevik géorgien de droite, A.R. Gotz (1882-1940), dirigeant des s.r. de droite, et N.D. Avksentiev (1878-1943), également s.r. de droite, avaient tous trois été ministres du gouvernement provisoire.
  19. *Krasnaia letopis*, 1925, n° 4 (note de F.N.D.).
  20. P.N. Krásnov (1869-1947), général cosaque, reçut de Kerensky l'ordre d'abandonner le front pour marcher sur Petrograd écraser l'insurrection d'octobre ; battu par les Gardes rouges, libéré sur parole, il combattit les bolcheviks jusqu'à sa mort, en se mettant notamment au service de Hitler.
  21. A.N. Bovrov (1886-1938), ouvrier aux usines Phoenix de Petrograd devait disparaître en prison à la fin des années 30 sous Staline. Sur P.A. Zaloutsky, cf. n. ? p. ?
  22. L'Institut Smolny, un ancien pensionnat de jeunes filles était devenu le quartier-général de la direction du parti bolchevique.
  23. J'ai fait le récit de cet épisode dans le n° 68 de la *Soldatskaia Pravda* du 3 (6) novembre 1917.



24. J'ai fait le récit de ces événements dans un article intitulé « Des journées historiques, dans *Annales de la Révolution d'octobre* (Oufa 1919).
25. V.A. Antonov-Ovseenko (1884-1938), ancien officier mutiné en 1905 avec ses hommes, avait été proche collaborateur de Trotsky en octobre. Plus tard membre de l'Opposition, il capitula, servit Staline en Espagne, fut rappelé et fusillé. Sur Podvoisky, n° 32b.

## Lettre d'U.R.S.S. d'Andrés Nin à Maurín\*

*La lettre ci-dessous est un document de grande valeur. Elle a été adressée de Moscou à J. Maurín, réfugié à Paris, par le communiste catalan Andrés Nin, ancien secrétaire à Moscou de l'Internationale syndicale rouge, exclu depuis peu du parti pour son appartenance à l'Opposition de gauche. Elle provient des dossiers Maurín versés aux archives Hoover à Stanford. Elle a le double mérite d'avoir été écrite sans souci de la censure, puisque confiée à un porteur, et d'exprimer clairement la position de Nin sur l'U.R.S.S., l'Opposition de gauche et Trotsky.*

*Ayant appris par des amis mexicains l'existence de cette collection et l'ayant signalée à notre ami Pelai Pagès, j'ai été très étonné de constater que cette lettre-là ne figurait pas dans la publication qu'il avait faite des lettres de Nin à Maurín dans L'Avenç. Renseignements pris, toutes les lettres ont été photocopiées à Hoover, pour publication, sur demande de M. Victor Alba qui les a remises à P. Pagès. Ce dernier affirme que la lettre du 17 janvier n'y figurait pas. J'ai pu, grâce à l'amabilité de M. M. Drachkovitch, alors directeur des archives Hoover, adresser une nouvelle copie à Pagès qui n'a pas jusqu'à présent trouvé la possibilité de la publier. Nous la publions donc en français, avec la permission des archives Hoover, et en souhaitant que le lecteur catalan ou espagnol ne soit pas pour longtemps encore privé de la possibilité de lire ce texte capital à la suite de ce qui me paraît relever en définitive plus d'un fâcheux concours de circonstances que d'une censure délibérée d'un texte « trotskyste » d'A. Nin. Des extraits traduits en français en avaient été publiés dans les *Annali (Feltrinelli) VIII* de 1966 par Pierre Pascal dans une lettre à Souvarine, à partir d'une copie détenue par Tasca qui avait porté cette lettre en occident.*

*Moscou, le 17 janvier 1929*

Cher Quinet,

Je profite de l'occasion qui se présente pour t'écrire plus amplement et le fais donc dans cette lettre que je t'envoie par un autre courrier que la correspondance habituelle. Il s'est produit au cours des derniers mois des événements très importants. Au dernier plénum du C.C., Staline a fait à la droite de grandes concessions de principe et c'est ainsi qu'il a pour le moment conjuré la crise intérieure. Staline compte qu'il va battre la droite par des combinaisons d'appareil. C'est son procédé favori. Pour cela, il

\* Traduit du catalan par Pere Puig.

continue la lutte sur le terrain de l'organisation, modifiant l'appareil à sa convenance, tantôt en serrant d'un côté, tantôt en lâchant du lest de l'autre. Avec tout ça, la situation économique est très grave. Nous allons être confrontés au printemps prochain à une crise très profonde dont les conséquences peuvent être extrêmement graves. On a déjà dans de nombreuses localités des cartes de pain. A Moscou, ils ne s'y sont pas encore décidés, mais cela va se faire sans doute sous peu. La crise intérieure du parti s'exprimera alors : elle est inévitable. Quand on parle avec des gens qui ne sont pas oppositionnels mais voient la réalité telle qu'elle est, ils disent que nous sommes dans l'impasse.

Il n'y a plus ici que deux solutions : celle de la droite et la nôtre. Avec la politique du centre (*piétiner sur place*), tout se défait. Mais il faut dire que les choses sont allées si loin que personne ne peut faire de miracle : les voies que nous avons indiquées sont justes, mais elles ne peuvent pas régler tout de suite la crise. Si on s'était engagé, il y a quatre ou cinq ans, dans la voie indiquée par T[rotsky] et l'Op[osition], la situation serait évidemment tout autre. L'industrialisation, la collectivisation de l'agriculture, ne peuvent donner de résultats qu'après plusieurs années. Mais si on prenait appui sur les masses ouvrières pour mener une politique juste, transformer le régime du parti et établir une véritable démocratie ouvrière, le chemin serait plus facile. Le prolétariat russe est certes capable de tous les sacrifices et de toutes les abnégations, et il faut compter sur lui, et pas seulement le traiter comme de la chair à canon. Les signes de décomposition — fruit d'un régime bureaucratique insupportable — sont évidents. Il suffit de gratter n'importe quel domaine d'activité (syndicats, économie, appareil gouvernemental) pour qu'apparaisse la pourriture de l'appareil. Les affaires de Smolensk, Sotchi, Chakhty, etc. te sont connues.

On vient de découvrir ici un fait vraiment scandaleux et symptomatique, à Moscou. La section locale du syndicat du bâtiment a été dissoute par décision du comité régional des syndicats de Moscou. Pourquoi ? Il semble que *tout* l'appareil était corrompu, depuis le secrétaire jusqu'au dernier des fonctionnaires : malversations sur les fonds syndicaux, ivrognerie, prostitution, 17 membres du parti ont été exclus ces derniers jours. Ce n'est pas un cas isolé. Il est d'ailleurs possible que Staline n'ait décidé de le faire éclater au grand jour que pour avoir une arme contre Tomsky. Mais il existe des centaines de cas comme celui-ci. Parler de défauts isolés qu'il faudrait corriger est absurde. Il y a dans ce régime quelque chose de fondamental qu'il faut changer. C'est pourquoi on doit considérer un scandale comme celui de la *Gazette du Franc* comme un symptôme de décomposition et il ne faut pas considérer tous les aspects de notre vie quotidienne comme des cas qui n'auraient rien à voir avec le régime général.

En ce moment, on est en train de renouveler les conventions collecti-

ves. C'est un véritable scandale. On compte pour rien les ouvriers. Les nouveaux contrats consacrent entretemps une baisse sensible du niveau de vie des travailleurs et on continue la politique qui consiste à tout faire porter sur les épaules de la classe ouvrière. Les chiffres de contrôle du Gosplan prévoient une augmentation de 7 % du salaire nominal, à condition cependant que la productivité du travail s'accroisse d'au-moins 17,5 % et que les prix de revient baissent de 8 % dans l'industrie et 15 % dans la construction. Les mêmes chiffres prévoient une baisse de 3 % du salaire *réel*. Tout ceci, si les conditions sont remplies. Mais comme le coût de la vie va encore augmenter, l'inflation va continuer, la baisse du niveau de vie sera plus sensible encore. Ajoutons que le travail a été intensifié de façon extraordinaire et qu'on exige des normes de travail excessives (par exemple on passe de 3 à 9 dans l'industrie textile). Tout cela a provoqué un vif mécontentement chez les ouvriers. Il éclate partout des conflits qui revêtent souvent un caractère alarmant. A Leningrad, par exemple, à l'usine textile Anissimov, l'agitation ouvrière avait pris un tour si aigu que le syndicat décida d'envoyer pour rétablir le calme la camarade Tchernytcheva, ancienne ouvrière du textile, actuellement membre du présidium des syndicats. Par un inqualifiable manque de tact, Tchernytcheva s'est présentée en auto, et avec une attitude de *général*. Les ouvriers étaient indignés. Ils ont démolé l'auto et agressé l'émissaire, après quoi ils se sont mis à détruire les machines dans l'usine. Tu vois donc que ces phénomènes de *luddisme* sont bien alarmants. Il s'est produit pas mal d'incidents de ce genre. On ne peut pas dire encore que l'état d'esprit des ouvriers soit nettement anti-soviétique. Mais il se manifeste tous les jours un peu plus une tendance inconsciemment syndicaliste qui consiste à considérer les intérêts corporatifs comme essentiels et le parti comme quelque chose d'extérieur. C'est évidemment très dangereux, car cela offre un terrain favorable au menchevisme et à la contre-révolution. En fait, les seuls éléments capables de canaliser ces tendances dans un sens soviétique, c'est nous, puisqu'au moment du danger le parti n'aura plus d'autorité. Et, dans de telles circonstances, tout ce que fait Staline, c'est d'arrêter les oppositionnels des usines et, de cette façon, il laisse le champ libre aux éléments contre-révolutionnaires. C'est une politique de fou. En relation avec la campagne des conventions collectives, il s'est en effet déchaîné une vraie terreur. Il y a deux semaines, en deux nuits, on a arrêté à Moscou plus de 300 oppositionnels, dont plus de la moitié sont des ouvriers d'usine. Ces derniers jours les arrestations en masse continuent et il n'y a pas de nuit où on ne continue à arrêter. Parmi les gens arrêtés, il y a Voronsky, vétéran du parti, ancien directeur de *Krasnaïa Nov'*, un des écrivains qui jouit du plus grand prestige. Un autre écrivain prestigieux, Polonekine, aurait été envoyé à Irkoutsk. Moscou a été nettoyé en profondeur de ses oppositionnels. La situation des déportés s'est beaucoup aggravée. Ils sont véritablement sous blocus. Leur correspondance est interceptée. En outre, pendant

les élections aux soviets, les noms des oppositionnels ont été publiés avec ceux des spéculateurs et des contre-révolutionnaires sur les listes des gens privés de leurs droits électoraux. On traite avec une sévérité particulière ceux qui se réfèrent à Trotsky. Voilà près de trois mois que je ne reçois aucune lettre, de nulle part. A tous on a interdit de parler politique dans leurs lettres. En ce qui concerne Trotsky, on vient de prendre une décision qui, dans ce contexte, a fait une extraordinaire sensation. Le B.P. a récemment décidé de l'expulser d'U.R.S.S. On est en train de négocier pour savoir quel port s'ouvrirait à lui (que dis-tu de cette façon de traiter le héros d'octobre ?). On dit que la Turquie l'aurait accepté. Tout cela suppose que cette décision est inspirée par l'intention de se débarrasser de lui *physiquement* : si on n'a pas été capable de s'en débarrasser ici, on le fera dans un autre pays. On trouvera les moyens et, en plus, les prétextes pour l'expliquer. C'est monstrueux, mais c'est un fait. Il faut autour de tout ça provoquer à tout prix un grand mouvement d'opinion. Il faut sonner l'alarme sans arrêt. La seule chose qui pourrait les rendre raisonnables, ce serait un mouvement extérieur de protestation. On peut l'espérer. Il y a eu des précédents, la mort de Boutov, le secrétaire de Trotsky, à l'hôpital de la prison, après une grève de la faim de 50 jours, la mort violente d'un ouvrier d'Eriksson à la prison de Leningrad, les mauvais traitements infligés aux prisonniers oppositionnels de Kharkov à Moscou.

L'Opposition trouve ici un écho certain. La *Pravda* elle-même n'a pas pu ne pas le reconnaître. Mais son action est extrêmement difficile. Les conditions sont terribles.

Quelques mots sur moi, maintenant. Comme tu le sais, il y a déjà plusieurs mois que j'ai demandé l'autorisation de sortir. J'ai renouvelé récemment ma demande et, de façon inattendue, mon départ a été autorisé. Il semble que cette décision réponde à celle de ne laisser personne ici. D'autre part, prolonger plus longtemps le refus est pratiquement impossible. J'ai l'intention d'aller vivre à Berlin, mais, comme tu le sais, je suis expulsé d'Allemagne et je ne sais pas si on m'autorisera à y vivre. Je fais des démarches en ce sens et si j'obtiens des résultats satisfaisants là-dessus, je partirai dans trois ou quatre semaines... si naturellement ils ne me font pas un autre croc-en-jambes. Si je ne vais pas en Allemagne, j'irai en Autriche ou en Norvège. Inutile de dire que je serai content de m'en aller d'ici.

Sur les affaires d'Espagne, je t'écrirai un de ces jours par le courrier. Toi, écris-moi par le même canal qui reçoit cette lettre.

Encore quelques mots sur l'I.C. Il y a une démoralisation complète. Personne ne fait rien. Boukharine a été mis *en congé* pour deux mois. Serra et H[umbert]-D[roz] ont pris ouvertement une attitude de droite, d'opposition de droite. Tu pourras t'informer de façon plus détaillée par d'autres canaux. Au syndicat, on est arrivé à un compromis. L'atmosphère est très lourde. Staline a fait entrer dans le *présidium* Kaganovitch

en qualité de *commissaire*. Tomsky, en apprenant cette décision, a quitté le congrès et n'y est pas revenu. Comme il n'est pas revenu non plus au bureau du syndicat. Tu sais déjà que les syndicats sont les porte-parole de la *droite*.

Il s'est produit une scission dans la majorité stalinienne. Il y a eu un groupe (des staliniens de gauche) qui s'est prononcé contre le compromis avec la droite et qui exige la réintégration des oppositionnels dans le parti et l'annulation des déportations. Ce groupe est encore peu décidé, mais sa simple apparition a constitué un symptôme important et intéressant.

Bien entendu, pour l'instant, la majorité du parti vote à l'unanimité. Est-il possible que, de tout ce vieux parti révolutionnaire, il ne reste pour combattre que les gens de l'Opposition ? On est en train de préparer une *purge* du parti. On raconte qu'on va le nettoyer des éléments non prolétariens et corrompus. Naturellement, c'est exactement le contraire. On va éliminer les bons éléments pour qu'il ne reste que ceux qui veulent *vivre en paix*.

Tu me dis dans ta lettre que tu fais un travail que je dois connaître. Je ne vois pas ce dont tu parles, je ne devine pas. Dis-le moi si tu peux.

Je t'embrasse très fort :

Andrés.

## La situation des bolcheviks-léninistes russes

*Le texte qui suit a été retrouvé dans ses papiers par Jean Rous. Il s'agit d'un rapport non signé rédigé en français par Léon Sedov pour le S.I. dont un exemplaire, que nous avons identifié en 1982, se trouve également dans les papiers de Shachtman à la Tamiment Library. Ce texte s'attache à faire le point sur la situation en U.R.S.S. au lendemain de la double capitulation de Sosnovsky et de Rakovsky.*

*La nécessité d'un tel rapport et de nombreuses précautions de forme avait été discutée en même temps que son contenu dans la correspondance entre Trotsky et Sedov. Néanmoins, bien que ce dernier se garde bien de tout dire, il donne des indications précieuses pour l'historien. On relèvera d'abord l'affirmation pure et simple qu'Ivan Nikititch Smirnov et ses camarades sont revenus à l'Opposition de gauche, qui éclaire l'épisode du « bloc des oppositions de 1932 ». En outre, on relèvera une allusion au fait qu'en U.R.S.S. des camarades « très responsables » avaient « délibéré de la nécessité du retour de Trotsky » : il est difficile de ne pas envisager ici que cette phrase soit la confirmation de la version donnée par Marcel Body en 1978 d'un contact pris entre l'entourage de Kirov et Léon Sedov à Paris.*

La victoire du fascisme en Allemagne et la mort politique de l'I.C. provoquée par elle ont tiré le bilan de toute une époque historique 1923-1933. La théorie du socialisme dans un seul pays, produit de la décadence de la révolution prolétarienne et de la victoire de l'étroite petite-bourgeoise nationale en Russie — en conséquence de l'isolement de l'unique Etat prolétarien et de la fatigue des masses de la période héroïque 1917-1921 — est l'expression la plus marquée du renoncement de la direction du P.C.U.S. et de l'I.C. à la ligne de la révolution mondiale. La « nouvelle » ligne stalinienne de l'I.C. a déterminé sa perte, avec toutes les conséquences qui en découlent sur le mouvement mondial du prolétariat. Depuis 1925 se déroulait en U.R.S.S. un processus profond et toujours plus grand de désintérêt et d'isolement du mouvement ouvrier mondial : surgissant à la montée de la vague révolutionnaire (Allemagne, Chine) la montée de l'état d'esprit révolutionnaire et de l'activité du prolétariat russe et le renforcement de son aide prolétarienne internationaliste (l'opposition de gauche) qui y est liée, se transformait rapidement, en conséquence des

défaites et du reflux, en désillusion, dépression, parfois même désespoir. L'ouvrier soviétique ne voyait hors des frontières russes, dans les dix dernières années, qu'une chaîne ininterrompue de défaites. Ecrasé par l'appareil bureaucratique, il ne voyait pas les causes de ces défaites, il ne pouvait pas les expliquer, mais il voyait, il sentait les faits — ceux-ci le frappaient à la tête. Non la Chine soviétique, mais Tchiang Kai-chek. Non la révolution prolétarienne en Allemagne, mais le fascisme. Non la commune de Vienne, mais la réaction. *L'ouvrier soviétique a perdu la foi dans la révolution en Occident, la foi dans l'aide du prolétariat d'Occident.* Non, se dit-il, de là, je n'ai rien à attendre. Les ouvriers étrangers sont faibles. Ils ne font que subir défaite sur défaite. Le fascisme avance de tous côtés. Et les ouvriers soviétiques prennent conscience de la victoire du fascisme, non sous l'angle des processus qui se déroulent en Europe occidentale, dans le mouvement ouvrier, et des fautes néfastes de l'I.C., mais avant tout comme d'une menace pour l'Union soviétique. Cette menace pousse au rassemblement autour de l'appareil. Prêtant ainsi, par sa politique, son concours à la victoire du fascisme, la bureaucratie stalinienne arrive en U.R.S.S. à une certaine consolidation autour d'elle en conséquence de... ses défaites. Que les défaites du mouvement révolutionnaire européen renforceraient le centrisme bureaucratique en U.R.S.S., l'Opposition de gauche l'avait déjà dit à plusieurs reprises.

Provoquée par les défaites du prolétariat mondial, la réaction nationale coïncide en U.R.S.S. avec un autre processus surgi sur la base d'une certaine atténuation de la terrible crise économique et alimentaire. Mais rappelons-en quelques mots quelle était la situation générale en Russie dans ces dernières années. Il suffit d'énumérer les faits les plus frappants : un profond et sourd mécontentement dans la classe ouvrière, perçant même sous des formes actives (grève et agitation à Ivanovo et ailleurs) : la « petite » guerre civile à la campagne autour de la collectivisation, surtout au Caucase nord ; des arrestations massives parmi les membres du parti ; l'arrestation et la déportation de Zinoviev et de Kamenev ; leur déclaration sur la justesse de l'Opposition de gauche et sur la capitulation en 1927 comme « la plus grande erreur de leur vie » ; l'arrestation de presque tous ceux qui quittèrent l'Opposition de gauche, c'est-à-dire de plusieurs centaines de camarades, avec en tête, I.N. Smirnov, Oufimtsev, Grünstein, Perevertsev, Préobrajensky (parmi eux, seul Préobrajensky a abdiqué) ; les craquements ininterrompus dans l'appareil ; l'arrestation d'Eismond, Tolmatchev, A.P. Smirnov, tous de vieux-bolcheviks, l'exclusion de Smilga ; l'arrestation et la déportation des droitiers Slepkov, Rioutine, etc., la déportation de Syrtsov, Lominadzé, Sten et autres ; les arrestations parmi la Jeunesse communiste sur accusation de préparation d'« actes terroristes », etc. ; les idées de l'Opposition de gauche flottant, peut-on dire, dans l'air ; la réceptivité de ces idées était énorme. La majorité des dits staliniens tombèrent non seulement dans le « libéralisme

pourri » et rêvaient de se défaire de Staline, mais ne se gênaient pas non plus pour parler entre eux de la justesse de l'Opposition de gauche. Plus encore, des camarades très responsables délibérèrent de la nécessité du retour de Trotsky en Russie. Tout cela était accompagné d'une sérieuse montée de l'Opposition de gauche. En juillet-août encore de l'année passée, la *Pravda* menait une campagne ininterrompue contre « le trotskysme qui a relevé la tête ».

Ces faits qui eurent lieu en 1931-1932 et au début de 1933 ont reflété la situation générale de l'Union soviétique dans les conditions d'une impasse économique, d'un détachement total d'avec la paysannerie, de l'étranglement du Parti, de la liquidation de l'I.C. L'appel de Trotsky, « Signal d'alarme », donnant en son temps l'appréciation de la situation — plutôt amoindri le danger — de la liquidation duquel nous sommes aussi maintenant très loin. Mais la gauche internationale n'a jamais parlé d'une situation *sans issue* de l'Union soviétique et n'a jamais séparé le sort de l'U.R.S.S. de celui du mouvement prolétarien mondial.

Dans la deuxième moitié de 1933, sous l'influence d'une très bonne récolte et de certains correctifs dans la politique — excessivement insuffisants (diminution du rythme de l'industrialisation, allègement pour l'agriculture) — dans le sens des propositions de l'Opposition de gauche, la grave crise s'est un peu affaiblie, l'alimentation s'est améliorée, le sentiment de désespoir a fait place à un certain espoir, non parce que les choses s'amélioreraient de beaucoup, mais parce qu'étant moins affamé, on conçut l'espoir — en 1932, on ne l'avait point — qu'une *amélioration* était généralement possible. Le simple fait d'avoir du pain a donné cet espoir ; auparavant, il semblait que tout courait sur la pente vers la catastrophe. Le désespoir par rapport à l'extérieur, c'est-à-dire à l'égard du mouvement ouvrier mondial, combiné avec des lueurs d'espoir en une amélioration à l'intérieur, poussa toute une couche de la classe ouvrière et des membres du parti — dont Rakovsky — à un rapprochement avec le centrisme bureaucratique, seul phénomène positif et réel à leur horizon. Il faut se tenir à quelque chose et, si mauvais que soit Staline, il n'y a rien d'autre à l'actif pour l'instant — tels sont leurs considérations et leurs sentiments.

C'est dans ces conditions de difficultés inouïes que se trouvent les bolcheviks-léninistes russes. Les défaites du mouvement ouvrier mondial sont leurs défaites. La perte de la foi dans la révolution mondiale, au sein du prolétariat soviétique, ne peut renforcer un courant — l'Opposition de gauche — qui repose sur cette foi et sur cette idée. La gauche internationale n'a jamais pris la question « russe » en soi, mais seulement en liaison avec le mouvement communiste mondial. Sans des succès à l'Occident, sans des succès de la révolution en dehors de l'Union soviétique, seul le centrisme bureaucratique peut se renforcer — provisoirement — et, en dernier lieu, la contre-révolution bonapartiste. Sans une puissante montée

du mouvement prolétarien en Occident, la réforme de l'Union soviétique est impossible ; impossible aussi une nouvelle montée de la révolution russe. La tâche de la IV<sup>e</sup> Internationale à l'égard de l'U.R.S.S. consiste précisément en ce que, devenant une arme puissante du mouvement révolutionnaire, elle devient par là l'arme de la restauration du parti communiste de l'Union soviétique et de la réforme de l'Etat soviétique. Sur la base de la croissance et du renforcement de la IV<sup>e</sup> Internationale commenceront à se renforcer et à croître les bolcheviks-léninistes russes. Les conditions dans lesquelles ils se trouvent maintenant excluent pour eux le rôle dirigeant qu'ils ont avec raison rempli pendant la période de la création de la gauche internationale. De même que, dans un seul pays, on ne peut pas construire le socialisme, de même, dans un seul pays, dans les conditions d'un isolement total du monde des vivants, on ne peut pas mener une politique internationaliste révolutionnaire.

Dans le courant des dernières années, les oppositionnels russes se trouvent dans un isolement total et absolu, non seulement les uns des autres et du milieu qui les entoure, mais aussi du mouvement ouvrier mondial. Contraints par des années de déportation et de prison à l'inaction, les bolcheviks-léninistes russes ont tenu et tiennent dans la perspective de la révolution mondiale. Ils ne se sont jamais posé, et, par leur essence même, ne pouvaient se poser la tâche de construire le socialisme dans un seul pays par *d'autres méthodes*. Ils se sont toujours considérés comme des représentants de l'internationalisme révolutionnaire, ils voyaient en cela leur raison d'être. La victoire de Hitler, la débâcle autrichienne, ont provoqué, non seulement dans les masses soviétiques, comme il a déjà été dit, mais aussi dans les meilleurs éléments des cadres, une réaction aiguë et le sentiment du désespoir international. La politique juste de l'Opposition de gauche dans la question de la révolution allemande a renforcé nos cadres internationaux, en particulier nos cadres allemands qui ont fait eux-mêmes cette expérience. Mais elle ne pouvait pas renforcer nos cadres russes isolés du monde entier par un mur de béton. Ne connaissant pas notre politique, nos appréciations, nos critiques, nos perspectives, perdant définitivement la foi dans les possibilités révolutionnaires de l'I.C. et n'ayant aucune autre perspective — la perspective de la IV<sup>e</sup> Internationale — Rakovsky, avec un sentiment de désespoir, envoie son télégramme. Il va sans dire que la déclaration de Rakovsky est reconnue « insuffisante » par les staliniens. Dans son sort personnel, il n'y a aucun changement, on ne fait que de brutales tentatives d'extorsion. Le télégramme de Rakovsky a été pour le G.P.U. le signal de nouvelles répressions et d'une campagne de « décomposition » de nos camarades. Quelque pénible que cela soit, il faut le reconnaître. A Kasparova, Mouralov, B. Eltsine, V. Kossior, Dingelstedt, Solntsev et à des centaines d'autres, le G.P.U. local et les géôliers présentèrent le jour même le télégramme de Rakovsky en exigeant qu'ils s'y associent. Cette

exigence était accompagnée d'une nouvelle menace de répression, par des inventions ignobles sur notre activité en Europe, par des citations falsifiées, etc. Kasparova, Mouralov et autres camarades ne pouvaient « se taire » et, si leur signature ne figure pas dans la *Pravda*, c'est qu'ils se tiennent toujours sur leurs anciennes positions. Mais si Rakovsky trouve quand même des partisans, il ne faudra pas s'en étonner. Il faut plutôt s'étonner que les bolcheviks russes tiennent encore, car « tenir » en U.R.S.S. maintenant signifie non lutter, non vivre avec une perspective révolutionnaire, mais se sacrifier passivement au nom de l'avenir, au nom de la continuité historique de l'internationalisme révolutionnaire. Il faut indiquer que, parmi ces camarades, se trouvent aussi I.N. Smirnov et d'autres, qui nous ont quittés dans le temps, mais qui sont revenus et qui, voici plus d'une année déjà, se trouvent emprisonnés sous le régime d'isolement le plus sévère.

La consolidation actuelle de l'appareil stalinien en U.R.S.S. n'a évidemment qu'un caractère relatif et provisoire. Le développement de l'Europe et particulièrement de la France jouera un rôle décisif sur le sort de l'U.R.S.S. C'est en occident que se joue maintenant non seulement le sort du prolétariat mondial, mais aussi celui de l'U.R.S.S. La révolution en Occident signifie aussi le salut de l'U.R.S.S. La victoire du fascisme ouvrirait largement la porte à la contre-révolution à l'extérieur et à l'intérieur de l'Union soviétique. Le stalinisme, c'est-à-dire le centrisme bureaucratique, peut exister et se renforcer en U.R.S.S. seulement dans l'époque intermédiaire actuelle. Le dilemme communisme ou fascisme est juste pour le monde entier, y compris l'U.R.S.S., et il ne dépend que de nous, bolcheviks-léninistes en Europe, d'aider le prolétariat mondial à résoudre d'une manière juste ce « dilemme ».

## Quand un vieux révolutionnaire engueule les bureaucrates de la Pravda

*Le fait est passé à peu près inaperçu en 1974. Dans la revue mensuelle dactylographiée Politiceskij Dnevnik, publication samizdat animée par Roy Medvedev, sont parues, dans le n-3, quelques pages consacrées à Trotsky sous la plume d'un rescapé du Goulag. Isaak Kalmanovitch Dachkovsky était né en 1891. Enseignant, il était bolchevik avant la révolution de 1917, combattit pendant la guerre civile. Membre du premier centre de l'Opposition de gauche en Ukraine en 1926, il quitta ensuite l'Opposition unifiée ; se séparant des « 83 », il fut l'un des signataires de la « Déclaration des 15 » qui reprenait les thèmes des « décistes » (partisans du groupe « centralisme démocratique », familièrement appelés « sapronovetzy »).*

*Exclu du parti le 10 septembre 1927, il fut arrêté au début de l'année 1928 et déporté à Kolpatchevo. Il devait capituler plus tard, comme la plupart des camarades de son groupe, une capitulation « tactique », comme celle que tenta Sapronov lui-même. Mais il fut de nouveau arrêté et passa encore de nombreuses années en camp, survivant dans des conditions que nous ignorons totalement. Il avait assez de combativité cependant pour prendre à parti les responsables d'un programme télévisé sur Lénine et la Pravda à propos de Trotsky sur lequel il témoigna par deux lettres, de février et mars 1967. Il avait alors 76 ans. Nous ignorons s'il est mort et quand.*

### Dachkovsky à la rédaction de la Pravda

Le 24 février dernier, entre 6 et 7 heures du soir, j'ai écouté chez moi une partie des émissions de la radio, de Moscou. Il y avait une intervention du journaliste Boris Stepanov sur un des thèmes du cycle de conférences sur Lénine, « Lénine est vivant » : c'était le récit — ou plus exactement la lecture — de l'Histoire abrégée des événements qui ont précédé Octobre et de la lutte qui s'est déroulée à l'intérieur du parti à la veille de l'insurrection. Il était question en particulier des événements des journées de juillet 1917 à Petrograd. Ce qui était dit des circonstances de la préparation du VI<sup>e</sup> congrès du parti, alors que Lénine était dans la clandestinité, ne soulevait pas de remarques particulières. Mais je n'en ai

tout simplement pas cru mes oreilles lorsque j'ai entendu très distinctement que « les trotskystes », « le trotskysme » et L.D. Trotsky lui-même étaient cités comme des adversaires de Lénine et des bolcheviks au cours des journées de juillet. Ce délire saugrenu m'a révélé d'un seul coup *l'insondable ignorance* du « conférencier » Stepanov sur les sujets qu'il avait entrepris de traiter pour éclairer les auditeurs.

En guise de brève « mise au point » — une rubrique qui exige la mise en œuvre de méthodes rapides et efficaces de lutte contre l'ignorance — je demande à la rédaction de la *Pravda* de publier en même temps que les lignes ci-dessus et pour l'édification de Boris Stepanov et ses semblables, propagandistes à la radio, les lignes suivantes, extraites de l'intervention de V.I. Lénine devant la conférence du parti à Petrograd le 8 octobre 1917 et qui portent sur les propositions de candidatures à l'Assemblée constituante. On peut trouver à la page 345 du tome XXXIV des *Œuvres complètes* de Lénine les lignes suivantes :

« Personne ne pourrait contester, par exemple, une candidature comme celle de Trotsky, car premièrement, dès son arrivée, Trotsky a adopté une position internationaliste ; deuxièmement, il a défendu la fusion auprès des responsables interrayons ; troisièmement, *lors des difficiles journées de juillet, il s'est montré à la hauteur de la tâche et s'est conduit en partisan dévoué du parti du prolétariat révolutionnaire* » (souligné par moi, I.D.).

Bien entendu, ces paroles de Lénine ne signifient pas, loin de là, qu'il n'y a jamais eu de divergence entre lui et Trotsky. Mais tout le monde sait que toutes ces divergences ont été totalement balayées lorsque L.D. Trotsky a pris part, avec Lénine, à la révolution d'octobre et à l'insurrection. Dès le retour d'émigration de V.I. Lénine et de L.D. Trotsky en 1917 (entre avril et juin), c'en fut fini du prétendu « trotskysme ».

I. Dachkovsky.

P.S. : j'ai noté un cas semblable à celui que je viens d'exposer et même pire, à Kharkov ; il s'agissait non d'une émission de la radio de Moscou, mais de la télévision de Kharkov, consacrée aux « souvenirs » bien incertains de vétérans du Komsomol de Kharkov sur la création du Komsomol en 1922 dans cette ville. On peut obtenir toutes informations à ce sujet auprès du comité de ville du Komsomol de Kharkov (cam. Dibartchouk) et du comité de district du parti (cam. Sklarov).

## Comité de la radio et de la télévision auprès du Conseil des Ministres de l'U.R.S.S.

Rédaction générale - secteur de la propagande - tél. 83.62.10 - 14 III 1967

à I. Dachkovsky  
n° 9796

Moscou, 23 rue Piatnitskaia

Cher camarade professeur Dachkovsky,

On m'a transmis votre lettre. Je l'ai lue plusieurs fois avec une grande attention. J'ai examiné et réexaminé le texte de mon intervention. Et, en vérité, je ne parviens pas à saisir le sens de vos allégations. Vous écrivez que j'ai « grossièrement déformé la réalité des événements » (il s'agit de la période qui va de juillet à octobre 1917) et que, je cite, « certainement pas ignorance totale des circonstances qui étaient celles des journées de juillet 17 », j'ai qualifié le trotskysme de courant antiléniniste, alors que, d'après vous, ce n'était pas le cas alors.

Pour commencer, voici *in extenso* un passage de mon intervention. Au VI<sup>e</sup> congrès, « profitant de l'absence du chef, les trotskystes et autres renégats de la ligne générale du parti tentèrent de faire passer l'idée que la victoire du socialisme en Russie était impossible avant que soit accomplie la révolution prolétarienne en Europe occidentale ». Le fondé de cette réflexion est attesté par les protocoles du VI<sup>e</sup> congrès que vous avez parfaitement la possibilité, habitant Kharkov, de consulter. Il est également question de cela dans *l'Histoire du parti communiste de l'Union soviétique*. Quant à l'appréciation du trotskysme comme courant anti-bolchevique, on la trouve plus d'une fois chez V. I. Lénine et bien longtemps avant la Grande Révolution d'Octobre.

Si je vous ai mal compris, je vous prie de formuler vos griefs avec plus de clarté.

Salutations communistes.

Le commentateur de la radio de l'Union Stepanov.

22-III-1967  
Kharkov

professeur I.K. Dachkovsky  
retraité

à Comité de la Radiodiffusion, Moscou,  
au commentateur de la Radio de Moscou, le camarade B. Stepanov.

En réponse à votre lettre n° 9796 du 14-III-1967.

Cher Camarade Stepanov,

Vous me demandez de formuler plus clairement mes « griefs » contre l'émission du 24 février. Je vous adresse donc en réponse une copie de ma *seconde* lettre sur ce sujet, envoyée à la rédaction de la *Pravda* trois jours après celle qui se trouve en votre possession — une lettre manuscrite dont je n'ai pas gardé de copie.

On peut dire sans risquer de se tromper que vous et moi n'appartenons pas à la même génération. Vous utilisez dans votre article, comme dans votre intervention, des sources *écrites* sur les événements de 1917. Je connais ces événements pour y avoir personnellement pris part, quand je faisais de l'agitation et de la propagande bolcheviques dans la zone du front du Sud-Ouest au sein des armées de Kerensky. Vous n'avez pas connu la révolution d'Octobre, l'époque de sa préparation et de sa réalisation. Bien entendu, ce n'est pas votre faute. En revanche, vous avez sur moi l'énorme avantage de l'âge.

Votre erreur, c'est l'absence totale de préparation des matériaux utilisés pour votre émission, diffusée auprès d'un auditoire où peuvent toujours se trouver des *acteurs directs des événements* de cette époque. Et votre lettre trahit encore plus nettement le vice congénital de votre intervention du 24 février dont je n'avais pu entendre qu'une partie : votre complète ignorance des faits historiques. Vous avez confondu les journées de juillet 1917, pendant lesquelles le parti se trouvait dans la clandestinité, féroce persécuté, et le début des années 30 marquées par les discussions à l'intérieur du parti, alors que celui-ci était déjà depuis des années au pouvoir.

Toutes les étiquettes, les épithètes que vous utilisez dans votre lettre, à commencer par des expressions comme « renégats », « courants anti-léninistes », « trotskysme », « tentative d'introduire telle idée à propos de la construction du socialisme », etc., tout cela est emprunté à l'arsenal de l'époque du culte de la personnalité. Il est clair que, pour vous, non seulement les lointains événements de la Révolution elle-même comme de la construction du socialisme au cours des années qui ont suivi Octobre, mais aussi les décisions du XX<sup>e</sup> congrès du parti, par exemple, ainsi que le XXII<sup>e</sup> et le XXIII<sup>e</sup>, appartiennent à une sorte de pré-

histoire. Il est donc évident que nous ne pouvons trouver un langage commun pour parler de tel ou tel problème. Pour simplifier, et pour abrégier ma lettre, je vous signale simplement dans ma lettre à la *Pravda* la citation exacte extraite des thèses de Lénine, écrites en août 1917, et qui concerne les candidatures aux élections à l'Assemblée constituante. Lisez-la avec attention, vérifiez-en l'exactitude dans le tome que je vous ai indiqué des *Œuvres complètes* de Lénine. Tout ce que Lénine disait alors de la position de Trotsky en 1917 a conservé jusqu'à présent intégralement toute sa valeur. Bien plus : des journées de juillet à la fin de sa vie, Lénine n'a rien changé à son attitude envers L.D. Trotsky ; elle est demeurée ce qu'elle était pendant toutes les années de la Révolution, en dépit même des divergences passagères qu'il eut avec lui. Et vous ne trouverez nulle part chez Lénine le mot de « trotskysme » après les journées de juillet. Il ne l'employa qu'une fois, en présentant les « thèses d'avril ».

Il est parfaitement clair dans vos interventions que tout s'est complètement mélangé dans votre tête : vous employez les paroles d'un ordre tout autre. Vous vous faites une idée tout à fait fautive des journées de juillet. En ces jours-là se profilait encore devant nous le soulèvement de Kornilov et on trouvait encore dans le parti certaines tendances qui lorgnaient du côté du Parlement (Zinoviev et Kamenev), cette institution que Lénine, de la clandestinité, traitait alors de « société de péripatéticiens ». Il n'existait pas encore l'Assemblée constituante qu'il a fallu plus tard chasser après l'instauration, les armes à la main, du pouvoir soviétique. Tout cela était encore devant nous. Mais vous, vous dissertez sur la ligne générale du parti et vous utilisez une terminologie qui ne pouvait avoir cours à l'époque. A ce moment-là, la ligne générale, après les « thèses d'avril » de Lénine, tenait en deux mots : préparation de l'insurrection. Au cours de cette préparation, Lénine et Trotsky ont travaillé main dans la main, combattant les amis douteux qui jouèrent les jaunes en Octobre et défendirent un gouvernement de tous les partis socialistes, mencheviks et s.r. compris.

Je me borne à ces brèves observations. J'espère que vous parviendrez à corriger vos erreurs sur ces questions, si vous vous mettez honnêtement et consciencieusement à l'étude des matériaux indispensables et, au premier chef, de ce qui est la base même : les interventions de Lénine et les congrès du parti tenus de son vivant, pensant les années de la Révolution — du VI<sup>e</sup> au XII<sup>e</sup> congrès inclus).

Salutations,

IK. Dachkovsky

Ci-joint copie de ma lettre à la rédaction de la *Pravda* du 27-II-1967.

## Les départs

### Per Monsen (1913-1985)

Militant du D.N.A., le parti ouvrier norvégien, et journaliste au *Sørlandet* de Kristiansand, Per Monsen, s'y lia avec le vétéran du mouvement ouvrier Olav Schefflo, ami personnel de Trotsky, qu'il rencontra à l'occasion de sa partie de pêche à Stangnesholmen. C'est lui qui entendit à la radio les premières informations sur le procès des Seize (Zinoviev, Kamenev et les autres) et il vint aussitôt en informer Trotsky au matin du 15 août 1936. Contrairement à ce qu'assure le *New York Times* du 31 août 1985 qui annonce sa mort, il ne fut jamais « secrétaire de Trotsky », bien qu'il lui rendit en la circonstance des services précieux.

Peu après le début de la guerre d'Espagne, il fut envoyé comme journaliste en Espagne, où il couvrit la guerre civile tout en collaborant sur le plan politique avec Willy Brandt qui était alors le dirigeant des jeunesses du S.A.P., son délégué auprès du P.O.U.M. dont il soutenait l'aile droite. Après la guerre, il fut notamment attaché de presse à l'ambassade norvégienne de Bonn, directeur politique de l'organe central du D.N.A. l'*Arbeiderbladet* de 1952 à 1970, puis directeur de l'Institut international de la presse en même temps que rédacteur en chef de l'agence d'informations norvégienne NTB jusqu'à sa retraite en 1980.

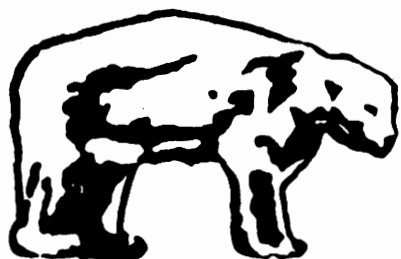
Per Monsen, avec Knudsen, Schefflo, H. Meyer et quelques autres, fut des socialistes norvégiens dont le comportement personnel envers Trotsky sauva l'honneur des militants de leur parti devant la pleulerie de dirigeants qui se firent les larbins de Staline.

### Bernard Wolfe (1915-1985)

Né dans le Connecticut le 28 septembre 1915, Bernard Wolfe est mort en Californie le 27 octobre dernier. Fils d'émigrés juifs, père russe et mère polonaise, étudiant en psychologie, il avait quitté les eaux du P.C. pour rejoindre le W.P.U.S. en 1934. Les trotskyistes entrés dans le parti socialiste l'envoyèrent en janvier 1937 à Cocoyacán, auprès de Trotsky, où il resta huit mois. A son retour, il milita quelque temps pour le S.W.P. dans un syndicat de marins, écrivant des articles qu'il signait B. Ross. En 1939, il quitta l'organisation trotskyiste, vécu d'abord d'écrits pornographiques, puis de « pop science ». Il fit une analyse avec le Dr Bergler, spécialiste du « masochisme psychique », qu'il termina en 1953. En 1959, il écrivit *The Great Prince Died* (Le Grand Prince mourut) une fiction inspirée de l'assassinat de Trotsky, dans laquelle ce dernier « Rostov » apparaît obsédé par le sang qu'il fit verser à Cronstadt et cherchant son assassinat comme une punition méritée. A ses anciens amis qui protestaient, il assurait n'avoir aucune prétention historique, mais retira une édition dans les années 60 *Trotsky mort*. Les portes de Hollywood en tout cas lui furent ouvertes. Il écrivit plusieurs scénarii de films et quelques ouvrages sur la musique de jazz, particulièrement en collaboration avec le musicien Milton Mezz Mezzrow, le célèbre *Really the Blues*.

De tous les collaborateurs proches de Trotsky, Bernard Wolfe fut sans doute celui qui le renia totalement et se servit de leur collaboration et vie en commun pour faire de l'argent et réussir son ascension sociale.





# L'OURS

---

## Un centre de documentation

- **Une bibliothèque riche de plus de 15 000 volumes**
    - Doctrine : œuvres de Proudhon, Marx, Engels, Lénine, Trotsky, R. Luxembourg, etc.
    - Socialistes Français : J. Jaurès, J. Guesde, G. Mollet, F. Mitterrand, etc.
    - Livres d'Histoire et d'actualité.
    - Histoire du mouvement ouvrier : Français (P.S., P.C.), Européen (Italie, Allemagne, Pays de l'Est).
  - **500 collections de périodiques, Français et étrangers, du XIX<sup>e</sup> siècle à nos jours**
  - **Des archives**
    - Archives du P.S. S.F.I.O. (1944-1969) en cours de classement.
    - Archives de militants : M. Sembat, P. Faure, etc.
    - Une faible partie, pour l'instant, des archives de G. Mollet.
  - **Documents divers**
    - Sténographie des Congrès du P.S. S.F.I.O. (1905-1971).
    - Sténographie des Comités directeurs du P.S. S.F.I.O. (1944-1969):
    - Internationale socialiste : Congrès, circulaires, etc.
- 

---

## un instrument de travail...

*pour les chercheurs,  
les militants, les curieux.*

---

## Un lieu de débat

A l'OURS, c'est aussi, depuis 15 ans :

- Débattre :** 1977 : le problème foncier, débat avec E. Pisani.  
1979 : 1879-1979. 100 ans après, les chances du socialisme.  
1981 : l'unité de l'Europe.  
1983 : table ronde sur le Chili.
- Informier :** — Compte rendu des colloques dans les cahiers de l'OURS.  
— Un cahier et un journal mensuel.
- Proposer :** — Socialisme et marché.  
— Le problème de l'emploi.  
— Etude sur l'autogestion.  
— Manifeste sur l'Europe - mars 1984.
- 

**Office Universitaire de Recherche Socialiste**  
86, rue de Lille - 75007 Paris - Tél. 555.08.60

*Envoi d'un spécimen sur simple demande.*

---

# CRITIQUE

*A Journal of Society Theory*

« *CRITIQUE* paraît deux fois par an. Revue scientifique, elle s'efforce d'analyser la société contemporaine, tant à l'Est qu'à l'Ouest, d'un point de vue critique, marxiste. Rejetant l'idée de socialisme dans un seul pays, et la possibilité qu'un pays puisse être en même temps socialiste et non démocratique, elle s'efforce de démontrer que les problèmes de notre temps sont dominés par la société. *CRITIQUE* s'efforce de publier des documents sur le développement de mouvements d'opposition socialiste en Europe de l'Est mais son objectif fondamental est de développer la méthode et l'économie politique marxiste tant à travers ses principes que son application ».

Dans le numéro 16 qui vient de paraître, une série d'articles sur « L'Économie Mondiale et la Grande-Bretagne », mais aussi Hillel Ticktin - Andropov: Désintégration et Discipline. M. Ellman et B. Simatupang: La Crise économique en Pologne. S. Sampson: La Roumanie est-elle une nouvelle Pologne? Y. Malmilahande: Une Explosion de Mécontentement en Esthonie.

Dans le prochain numéro, 17, un article de D. Filtzer sur « L'ouvrier soviétique dans les années 30 », de B. Krawchenko sur « La Famine en Ukraine en 1933 », des documents de Rakovsky sur « L'U.R.S.S. dans les années 20 ».

**Abonnements: (Europe continentale) 8 £**

**Le numéro: 4 £**

**CRITIQUE: 31 Clevedon Road, Glasgow G12 OPH  
(G.B.)**

# ŒUVRES DE LEON TROTSKY

C'est en 1978 qu'est paru le premier volume de la publication de l'Institut Léon Trotsky, les *Œuvres* de mars à juillet 1933, premier volume de la première série des œuvres d'exil du révolutionnaire russe, publiées sous la direction de Pierre Broué.

De 1978 à 1980, l'Institut Léon Trotsky a ainsi publié sept volumes, qui reposaient sur les écrits publiés de Trotsky, la partie « ouverte » des archives de Harvard et différentes archives à travers le monde.

Depuis 1980, à partir du volume 8 et jusqu'au volume 17 qui paraît en mai 1984, le travail pour lequel la R.C.P. 595 du C.N.R.S. est venue épauler l'I.L.T. repose dorénavant principalement sur la partie « fermée » des papiers d'exil de Trotsky, à la Houghton Library de l'Université de Harvard.

La première série de cette publication se terminera avec son 25<sup>e</sup> volume en 1986. Nous publierons alors deux volumes de compléments, sur la base de la partie « fermée » pour les années 1934 et 1935. Nous commencerons ensuite la publication de la seconde série des *Œuvres* qui couvrira la période allant de 1928 (l'année de l'exil de Trotsky à Alma-Ata) à 1933 (date de l'appel à construire la IV<sup>e</sup> Internationale).

On peut se procurer les volumes des *Œuvres* en s'adressant à l'administration des *Cahiers Léon Trotsky* (Joubert C.L.T., 2 rue Bayard, 38000 Grenoble) ainsi qu'aux librairies de la Selio, 87 rue du Faubourg Saint-Denis (10<sup>e</sup>) et de la Brèche, rue de Tunis.

Les volumes 1 à 12 sont disponibles à l'administration des Cahiers au prix de 20F, port en sus (15F).

D'APRÈS LES FILMS FOURNIS, CET OUVRAGE A ÉTÉ  
ACHEVÉ D'IMPRIMER EN DECEMBRE 1985  
SUR LES PRESSES DE L'IMPRIMERIE  
LIENHART ET C<sup>ie</sup> A  AUBENAS D'ARDÈCHE

N° 2832. - Imprimé en France

DÉPÔT LÉGAL : DECEMBRE 1985

N° ISSN 0181-0790

Prix : 50 F

**Cahiers Léon Trotsky ☆ Diffusion La Pensée Sauvage**

Photo de couverture : Manifestation à Léninsk le 7 novembre 1928 organisée par l'Opposition de gauche. La banderole, avec les portraits de Lénine et de Trotsky, proclame: «Vive la Dictature du Proletariat».